



UNE PUBLICATION DU CENTRE RÉGIONAL DU LIBRE EXAMEN



Des associations & des femmes...

QUELS ENJEUX, QUELS DÉFIS POUR LES FEMMES MIGRANTES ?

UNE ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE CENTRE RÉGIONAL DU LIBRE EXAMEN
EN PARTENARIAT AVEC LE MONDE SELON LES FEMMES ET LA LIGUE DES FAMILLES



Des associations & des femmes...

QUELS ENJEUX, QUELS DÉFIS POUR LES FEMMES MIGRANTES ?

Etude et analyse :

Marcela De la Peña, *le Monde selon les femmes*

Patrick Govers, *Ligue des familles*

Fathy Sidibé, *Centre régional du Libre Examen*

Collaboration :

Nathalie Caprioli, *CBAI*

Jérémie Detober

Maude Malengrez, *Infosud*

Jamila Zekhnini, *CBAI*

Mohamed Samadi, *CBAI*

Poupette Choque, *le Monde selon les femmes*

Animation des tables rondes :

Pascale Maquestiau, *le Monde selon les femmes*

Editeur responsable : Denis Stokkink, président

Denis.stokkink@pourlasolidarite.be

Coordination : Fathy Sidibé, responsable de projets

fsidibe@centrelibre.be

Secrétariat : Véronique Lacroix

Une initiative du Centre régional du Libre Examen

Centre régional du Libre Examen de Bruxelles

66 rue Coenraets, 1060 Bruxelles

Tél.: 02/535 06 79/78/77 - Fax : 02/535 06 93

Graphisme : Laurence et Marie-Noëlle Jacmin - mn.jacmin@skynet.be

Impression : Imprimerie Dereume - 1620 Drogenbos



Des associations & des femmes...

QUELS ENJEUX, QUELS DÉFIS POUR
LES FEMMES MIGRANTES ?

■ Un coup d'œil dans le rétroviseur....

En 2003, le Centre régional du Libre Examen organisait un Colloque sur le thème *“De l’immigration à la citoyenneté: parcours au féminin”*. Plus de 200 personnes ont participé à cette journée au cours de laquelle s’est tenue une table ronde sur les défis des associations de femmes immigrées. Notre défi fut d’abord de parvenir à rassembler des informations sur ce monde associatif, à la fois très actif et œuvrant sur des sables mouvants parce que confronté à des difficultés et donc à une existence précaire.

Au cours de cette journée, les représentants de ce monde associatif exprimèrent leur étonnement devant le nombre d’associations présentes dont ils ignoraient l’existence auparavant. Le pari de la rencontre était donc gagné !

Les associations présentes ont évoqué les activités qu’elles proposent et qui se déclinent le long des axes suivants: services (cours de français langue étrangère, cours d’alphabétisation, écoles de devoirs, ateliers créatifs), activités culturelles (programme bien-être, excursions, expositions, etc.), écoute et accueil (solitude, violence conjugale, harcèlement moral, suivi psychologique, etc.), guidance sociale (recherche de logement, soutien administratif, aide à la naturalisation et à régularisation, etc.), information, sensibilisation, animation, ciné-club, formation de formateurs, modules d’insertion socioprofessionnelle, guidance santé, éducation civique.

Les associations présentes ont mis en exergue leurs objectifs :

- permettre aux femmes d'acquérir de l'autonomie, une connaissance de soi, de développer leurs potentialités, d'acquérir les outils pour une meilleure compréhension de ce qui se passe dans leur environnement, la famille, le quartier, la communauté;
- donner aux femmes des outils pour mieux avancer vers l'émancipation;
- créer un espace de rencontre interculturelle pour lutter contre le repli identitaire;
- permettre aux femmes de prendre leur place dans le devenir social, culturel et politique.

Par ailleurs, il est apparu que le rôle des associations est, et devrait être, aussi :

- d'analyser les causes de chaque migration, de les placer dans la perspective de la globalisation du système capitaliste. Les associations devraient analyser, et pas seulement en ce qui concerne la problématique des femmes, le contexte de la migration et décortiquer les causes structurelles du phénomène de la globalisation.
- d'entamer une réflexion macroéconomique, de présenter des analyses et des recherches actions et de tisser des collaborations avec le monde universitaire.

Au cours de ce colloque, l'absence d'une politique d'insertion a été soulevée, avec comme corollaire le développement par les migrants eux-mêmes de projets d'insertion financés avec les ressources propres de leur communauté.

De plus, les associations ont mis en avant la nécessité de tenir compte de l'évolution de leur public, à la suite des différentes vagues d'immigration. Les associations doivent faire face à des flux et des demandes auxquelles elles ne peuvent répondre faute de moyens et faute d'y avoir été préparées.

Les mêmes questions revinrent continuellement : Où trouver les subsides ? Comment lutter contre le repli communautaire ? Comment faire se rencontrer les femmes des autres associations ? Comment assurer davantage de visibilité aux actions, développer des synergies entre associations ? Comment relier la problématique de la migration à celle de la citoyenneté ? Comment lutter contre la pression de plus en plus grande subie par les femmes musulmanes et contre la montée de l'intégrisme ? Comment se former pour mieux comprendre les méandres des pouvoirs publics et obtenir leurs subsides ? Comment éviter aux associations de sombrer dans le maquis culturel ? Existe-t-il une base de données centralisant cette multitude d'associations ?

A l'issue de ce colloque, le Centre régional du Libre Examen a été maintes fois interpellé par les participants pour obtenir les coordonnées de telle ou telle association ou personne-ressource œuvrant dans une association.

C'est dans le souci de répondre à cette demande, de mettre en valeur la force multiculturelle des femmes en Région bruxelloise et leur rôle dans l'émergence d'une citoyenneté active que *le Centre régional du Libre Examen a contacté le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle*, pour lui proposer de collaborer à un projet à deux volets comprenant :

- 1) la réalisation d'un *“Répertoire des associations s'adressant à un public de femmes plurielles”*
- 2) une recherche sur l'associatif féminin issu de l'immigration

La première partie du projet intitulé *“Des associations & des femmes... un aperçu des associations s'adressant à un public de femmes plurielles”* a été publiée en janvier 2006. Conçu comme outil de promotion pratique, il présente une centaine d'associations en Région de Bruxelles Capitale. Il s'adresse à tous ceux qui désirent avoir une meilleure connaissance d'un secteur qui participe activement à la citoyenneté et à la promotion de l'égalité des chances.

La présente étude, exploratoire, *“Des associations & des femmes... Quels enjeux, quels défis pour les femmes migrantes?”* correspond au second volet du projet. Elle a été réalisée par le *Centre régional du Libre Examen* en partenariat avec *le Monde selon les femmes et la Ligue des familles*.



Méthodologie

■ L'enquête

Lorsque est née l'idée de réaliser un répertoire d'associations de femmes, le *Centre régional du Libre Examen* ne pensait pas que cela mènerait à une étude sur l'associatif s'adressant à un public de femmes plurielles en Région de Bruxelles Capitale. Au départ, nous pensions répertorier les associations de femmes immigrées sur la base de leur appartenance communautaire. En nous fondant sur la base de données du CBAI et du Librex, il nous est apparu très rapidement que cette classification risquait de réduire l'enquête à sa portion congrue. En effet, de nombreuses associations de migrantes se sont ouvertes à la mixité, à la diversité culturelle et générationnelle. Partant de ce constat, et pour toucher un plus grand nombre d'associations s'adressant à des femmes d'origines diverses, nous avons jugé pertinent d'élargir nos critères. Nous avons donc établi comme critères de choix, les associations :

1. créées et gérées par des femmes
2. créées et gérées par des équipes mixtes
3. dont les activités s'adressent en particulier aux femmes
4. dont les activités s'adressent exclusivement à des femmes
5. dont les activités s'adressent en partie à des femmes

L'enquête a été lancée par courrier, par mail, auprès de quelque 400 entités que nous estimions entrer dans nos critères. Nous avons demandé aux associations de faire le relais auprès d'autres associations supposées concernées par le projet ; nous avons distribué le questionnaire lors des colloques, conférences et autres manifestations susceptibles de rassembler les femmes.

Le questionnaire, dont nous sommes conscients qu'il y a des limites dans son élaboration, comportait des questions fermées, ouvertes et à choix multiples. Certains questionnaires ont été remplis en "face to face". Nous n'avons pas procédé à des enquêtes par téléphone. Le questionnaire portait sur les questions suivantes : l'association est-elle reconnue officiellement par une administration belge ? Quelles sont ses ressources humaines (bénévoles et employés) ? L'objet social a-t-il évolué depuis la création de l'association ? Quelles sont les origines et la tranche d'âge du public touché ? Les activités proposées sont-elles mixtes ? Quelles sont les synergies et partenariats mis en place avec les autres associations ? Quelles sont les difficultés rencontrées par l'association et par le public ? Comment l'association est-elle subventionnée ? L'association est-elle féministe ou féminine ?

Huit mois durant, nous avons relancé les associations. Nous avons récolté 104 réponses. Certaines associations n'ont pas répondu estimant ne pas correspondre aux critères, d'autres parce qu'ayant déjà été sollicitées plusieurs fois pour des enquêtes dont elles n'ont reçu aucune suite, d'autres enfin parce que le questionnaire de huit pages leur semblait sans doute trop ardu à remplir. Il y a vraisemblablement eu de la méfiance de la part de quelques-unes d'entre elles. Certaines nous ont fait savoir que les questions posées étaient trop indiscreètes. Celles qui comptent en leur sein plusieurs bénévoles n'ont pas pris la liberté de répondre à l'enquête, les bénévoles estimant qu'ils n'étaient pas habilités ou qu'ils n'avaient pas les réponses aux questions posées. N'ayant pas eu la possibilité de joindre les responsables, nous n'avons pas pu recueillir les données.

Dans le courrier adressé aux associations, nous annonçons que l'enquête était destinée à réaliser "un répertoire des associations de femmes issues de l'immigration ou s'adressant à des femmes issues de l'immigration". Certaines associations nous ont contacté pour dire qu'elles ne s'adressaient pas à un public particulier, que l'origine de leur public importait peu et qu'elles estimaient fort choquant de classer leur public de la sorte.

Nous avons déjà recueilli plusieurs questionnaires et, à l'analyse de ceux-ci, il nous est rapidement apparu que, même si les associations contactées s'adressaient en majorité à un public de femmes migrantes, elles comptaient aussi des femmes d'origine belge dans leur public. Dès lors, l'appellation "femmes immigrées" ne nous semblait plus appropriée.

Il nous est donc apparu pertinent de suivre nous aussi l'évolution des associations

entreprenant un travail de décloisonnement. D'une part, les associations de femmes migrantes se sont lancées dans un processus d'interaction et ont tissé des réseaux avec le monde associatif en général; de même beaucoup d'associations belges s'adressent aussi à un public de femmes migrantes. D'autre part, le défi des nouveaux combats pour la cause des femmes est de s'inscrire partout où le principe fondamental et universel de l'égalité des femmes et des hommes doit être défendu, partout où il faut lutter contre l'obscurantisme et le communautarisme. Cela ne pourra se faire qu'en désagrégeant les frontières entre les individus, en les rassemblant quels que soient leur sexe, leur culture, leur origine et leur âge. C'est pourquoi, pour le répertoire, à l'appellation "femmes immigrées", nous avons préféré celle de "femmes plurielles".

Restait l'étude sur l'associatif féminin issu de l'immigration ou s'adressant à un public de femmes immigrées. L'enquête envoyée aux associations abordait des questions qui n'étaient point nécessaires pour la réalisation du répertoire proprement dit. *Le Centre régional du Libre Examen* a cependant estimé opportun d'exploiter les informations récoltées. *Le Centre régional du Libre Examen* a contacté *le Monde selon les femmes* pour lui proposer un partenariat. Cette ONG féministe, engagée dans le monde du développement, dans les mouvements de femmes, dans la recherche et dans les formations genre, paraissait le partenaire idéal. De son côté, *le Monde selon les femmes* a proposé à *la Ligue des familles* de participer à l'étude. Nous étions alors déjà en septembre 2005. Les délais impartis par les pouvoirs publics étaient d'autant plus insuffisants qu'au sein de chacune des trois associations partenaires la réalisation d'autres projets en cours était prioritaire.

Nous avons procédé au dépouillement des questionnaires et avons décidé d'organiser deux groupes de discussions avec le secteur associatif pour explorer davantage les thématiques abordées dans l'enquête.

Ces rencontres ont donc été organisées autour des questions suivantes :

Quel est le parcours individuel à partir des CV genre⁽¹⁾ ? L'organisation est-elle féminine ou féministe ? Comment la question de la mixité et des rapports de sexe est-elle prise en compte ? Quel est le rôle de l'associatif dans la démocratie ? Quelle participation citoyenne ? Quel rapport entre migration et développement ? Quel rôle joue l'associatif dans l'épanouissement, l'émancipation, la participation citoyenne et sociale des femmes ? Comment les associations perçoivent-elles les stratégies mises en place par les pouvoirs publics ? Ont-elles le sentiment de se disputer le même territoire ? A quelles contraintes sont-elles soumises ? Quelles synergies et collaborations sont mises en place avec les autres associations de femmes ? Le mouvement féministe intègre-t-il la problématique des femmes migrantes dans son combat ? Quelle adéquation entre les objectifs et les activités ? Les objectifs de l'association ont-ils évolué dans le temps ? Les activités organisées permettent-elles d'atteindre les objectifs ? L'association a-t-elle ajusté sa stratégie en fonction des résultats obtenus ? Quelles stratégies les associations mettent-elles en place pour gérer la diversité culturelle ? Comment voient-elles le futur ?

Toutes les associations reprises dans le répertoire ont été invitées à participer aux groupes de discussions. Elles ont reçu un courrier postal et ont été recontactées par téléphone.

Le premier groupe de discussions s'est tenu le 26 octobre 2005 au Centre régional du Libre Examen. Y ont participé : l'Union des femmes palestiniennes de Belgique, l'Association des femmes angolaises, Le Manguier en fleurs, COBEFF, le Centre humaniste des cultures, le Conseil des femmes francophones de Belgique, ASBL Caria, Amazone, le Centre de promotion conjugale et familiale des FPS.

Le deuxième groupe de discussion a eu lieu le 27 octobre 2005 au Centre régional du Libre Examen et a réuni : Infor Etrangers, la Voix des femmes, le Service social musulman, Jeunesse maghrébine, le Centre Humaniste des cultures, le Centre Féminin d'Education Permanente et Espace Couleurs Femmes.

Enfin, une quinzaine de femmes ont été interviewées sur leur parcours, leurs engagements et leur vision de l'associatif.

C'est à partir de ces données qualitatives et quantitatives que nous avons entrepris l'analyse des enjeux de l'associatif s'adressant à un public de femmes migrantes. La présente étude en est le résultat.

(1) Technique de présentation du parcours individuel utilisée lors des tables rondes.



Migrations et associations

L'histoire de l'immigration en Belgique est étroitement liée à l'histoire du travail. En 1974, par suite de la crise économique, la Belgique a mis fin à sa "politique de migration", qui avait timidement débuté dans les années 30 pour s'affirmer au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le recours à la main-d'œuvre étrangère sera alors massif, dans le but affiché de reconstruction prévu par le Plan Marshall.

Après la guerre, l'Etat belge comblera ainsi le manque de travailleurs dans certains secteurs, particulièrement dans les mines de charbon. En 1946, un accord est signé entre la Belgique et l'Italie pour l'envoi de travailleurs, à hauteur de 2 000 travailleurs chaque semaine. L'apport de main-d'œuvre italienne est le plus important phénomène migratoire que la Belgique ait connu. La catastrophe du bois du casier à Marcinelle sonne si ce n'est son arrêt au moins l'essoufflement de l'envoi massif et organisé de main-d'œuvre italienne. La Belgique cherche alors ailleurs de quoi remplir ses mines. En 1957, un accord est signé avec la Grèce, en 1958 avec l'Espagne, en 1964 avec le Maroc et la Turquie, en 1969 avec la Tunisie, en 1970 avec l'Algérie. Des impératifs démographiques encouragent à l'époque le regroupement familial, et, dans les années 60, de nombreuses femmes migrantes sont non actives, dépendantes du travailleur migrant⁽²⁾. Les Espagnols

et les Maghrébins, comme avant eux les Italiens, vont s'installer surtout à Bruxelles, Liège et Charleroi. Les Turcs, quant à eux, s'installent majoritairement en Flandre et leur immigration se caractérise, entre autres, par une grande hétérogénéité. Les migrations suivantes sont pour beaucoup le fait du regroupement familial. Après 1955, le recrutement de travailleurs étrangers ne se limite plus aux mines de charbon, mais s'étend aux secteurs industriel et de la construction. Les hommes travaillent alors comme manœuvres dans la maçonnerie et le bâtiment, dans les mines et les carrières et comme conducteurs de tramways et comme chauffeurs en général. Les femmes travaillent essentiellement dans les services domestiques, l'hôtellerie et la restauration.

A partir des années 80, les migrations d'Afrique noire, particulièrement des anciennes colonies de la Belgique (RDC, Rwanda et Burundi) sont plus importantes, liées au contexte économique africain qui se dégrade fortement à l'époque. A la différence des autres migrations, il n'y a jamais eu à leur intention d'appel de main-d'œuvre, alors que les autres pays européens faisaient appel aux forces de travail de leurs colo-

(2) Hassan Boussetta, Sonia Gsir and Dirk Jacobs, "Active Civic Participation of Immigrants in Belgium", Country Report prepared for the European research project POLITIS, Oldenburg, 2005, www.uni-oldenburg.de/politis-europe, p. 7.

nies ou anciennes colonies⁽³⁾. Beaucoup d'étudiants arrivent en Belgique, accompagnés ou non de leur famille. Dans les années 90, de nouveaux migrants font leur apparition, à la suite des changements à l'œuvre dans les pays d'Europe de l'Est et à l'accroissement du nombre de demandeurs d'asile. La migration de réfugiés politiques n'est certes pas nouvelle, mais elle gagne en importance. Alors que dans les années 70 les réfugiés politiques latino-américains sont essentiellement des hommes rejoints plus tard par leur femme, dans les années 80, ce sont les femmes latino-américaines qui migrent de plus en plus.

La migration féminine n'est désormais plus le fait du regroupement familial et le phénomène prend une ampleur particulière dans les années 90, à tel point qu'on parle de féminisation de la migration. Comme le disent Andrea Rea et Emmanuelle Bribosia *"les migrations internationales sont devenues une composante de la mondialisation"*⁽⁴⁾ et les femmes migrent dans le cadre de ce que beaucoup appellent l'"internationalisation du travail reproductif"⁽⁵⁾. Bien plus que des accompagnantes, elles sont devenues des actrices économiques à part entière. Cependant, elles travaillent majoritairement dans le secteur très informel des travaux domestiques ou dans des secteurs formels "typiquement" féminins. La moitié des femmes migrantes occupent un emploi dans les services directs à des particuliers, 86 % d'entre elles travaillent dans le secteur des services, contre 57 % des hommes. Le secteur de la prostitution est également "demandeur".

La population migrante représente aujourd'hui 9% de la population en Belgique et 48% des migrants sont des femmes, contre 40% en 1990⁽⁶⁾. La plupart sont des réfugiées économiques et

un nombre important d'entre elles sont et resteront dans la clandestinité.

■ Un aperçu belge

Le "profil" des migrants semble avoir été déterminant dans l'organisation de ces derniers et dans l'essor de l'associatif: pendant longtemps ils furent en effet perçus comme des travailleurs et non comme des acteurs politiques et civiques. Les migrants arrivés via les accords de main-d'œuvre, majoritairement ouvriers, sont dans un premier temps peu acceptés dans les organisations syndicales belges, parce que perçus comme des briseurs de grèves. Pour autant, les syndicats deviennent rapidement des espaces de rencontre, d'entraide et de solidarité et la première aire légitimant la participation des migrants, comme le rappelle Christine Kulakowski⁽⁷⁾: *"Dès 1949, la seule condition de participation aux élections sociales est de détenir un permis de travail depuis deux ans au moins"*. Par la suite, naissent en leur sein des cellules pour la défense des droits des travailleurs immigrés.

Ainsi, au départ, l'intégration des immigrés et des réfugiés se réalise par l'intermédiaire de groupes belges. Par exemple, en 1954, avec l'appui entre autres du mouvement syndical, le CIRE

(3) Selon Hassan Bousseta, ce phénomène trouve son explication dans la volonté de la Belgique de garder cette force de travail pour l'exploitation coloniale de l'Afrique.

(4) Emmanuelle Bribosia et Andrea Rea (sous la direction de), *Les nouvelles migrations. Un enjeu européen*, Bruxelles, éditions Complexe, 2002.

(5) Voir à ce propos Helena Hirata, *Femmes et mondialisation*, dans Margaret Maruani, *Femmes, genre et société. L'état des savoirs*, Paris, éd. La Découverte, 2005, pp. 398-405.

(6) Jeannine Moninga-Gbogbu et Marcela De La Pena, "Le rôle des femmes migrantes dans les ONG et le développement", *Le Monde selon les Femmes*, Bruxelles, 2001.

(7) Kulakowski, C., "Une politique d'intégration?", in *Politique*, Hors-série n° HSI, janvier 2005, p.18.

voit le jour⁽⁸⁾. Ensuite, dans les années 70, parallèlement à l'évolution de la perception de la migration (perception structurelle et non plus conjoncturelle), les autorités de la Communauté Française vont soutenir des activités portant sur l'apprentissage de la langue d'origine, l'alphabétisation en français, la formation sociopolitique, l'expression culturelle et l'école des devoirs.

En 1981, le Centre des Immigrés de Bruxelles, le futur CBAI, est créé avec l'idée que l'immigration serait structurelle et qu'elle aurait rapidement besoin de cadres. Une formation d'animateurs en milieu interculturel est mise en place; elle existe toujours aujourd'hui.

Depuis les années 90, la question des clandestins est devenue présente dans l'action de nombreuses associations et ONG belges.

■ L'immigration s'organise

Dans les années 60, un flot de réfugiés fuyant les dictatures latino-américaines arrive en Belgique. Ceux-ci s'investissent dans l'associatif qui ressemble à ce qu'ils connaissent comme organisation de lutte politique, comité de quartiers, etc. Ils créent leurs propres structures, d'une part pour informer sur ce qui se passe réellement au pays, d'autre part pour contrer la propagande des dictatures. Ils créent également des associations d'appui psychosocial aux réfugiés, comme *Exil*.

Dans les années 70, un nombre croissant d'associations de migrants apparaît. Ces associations présentent, selon Gatugu⁽⁹⁾, six caractéristiques essentielles: elles sont politiques (liées au parti d'opposition aux dictatures, comme les associations latino-américaines ou marocaines), elles ont des objectifs culturels (en tant qu'interfaces), des cadres existent (intellectuels, étudiants) et

elles sont appuyées par des syndicats et associations belges (notamment dans leur soutien aux conditions de travail des ouvriers immigrés). Elles s'inscrivent alors, pour la plupart, dans une perspective de retour et sont composées de primo-arrivants, en majorité des hommes.

Beaucoup d'associations de migrants se sont créées pour garder le lien avec le pays. Leur objet était avant tout la sauvegarde des valeurs, de la religion, des traditions des pays d'origine. A partir du moment où les migrants se sédentarisent, les associations de migrants deviennent, bon gré mal gré, des interfaces, des "médiateurs sociaux", des liens entre le pays d'origine et le pays d'accueil, sa société, sa culture...

En général, dans les années 80, la donne devient plus complexe: l'effectif, la diversité des actions et la professionnalisation des associations augmentent. Des mouvements se créent autour de la question des clandestins. Les questions sociale et scolaire gagnent en importance, surtout pour la communauté marocaine. Bien que plus récentes que les autres associations de migrants, les associations de migrants d'Afrique noire n'en sont pas moins nombreuses. Elles apparaissent fin des années 80 - début des années 90. On y retrouve une majorité de personnes originaires de RDC, du Rwanda et du Burundi. La question de l'emploi, comme pour les autres migrants, y est l'une des préoccupations centrales, face aux discriminations rencontrées.

(8) Le CIRE regroupe et coordonne aujourd'hui 22 associations engagées dans l'accueil, l'installation et l'intégration des réfugiés et des étrangers.

(9) Spyros Amoranitis, Joseph Gatugu, Altay Manço, "La vie associative des migrants: quelles reconnaissances? Réponses européennes et canadiennes" Paris, L'Harmattan - Compétences Interculturelles, 2004.

Dans les années 90, on assiste à l'émergence de collectifs d'associations, même si des plates-formes avaient existé auparavant, telles que le CLOTI, le Comité de Liaison des Organisations de Travailleurs Immigrés. Gatugu note cependant qu'elles suivent aujourd'hui un *fonctionnement en vase clos* et que leur nombre est restreint, sauf pour des associations représentant la même origine ethnique. L'un des enjeux majeurs soulevés par leur travail, selon ce chercheur, est l'insertion professionnelle, notamment par la création de son propre emploi dans l'associatif. Aussi, et bien que l'emploi dans l'associatif immigré soit presque intégralement bénévole, il permet de redorer le blason social de personnes disqualifiées vis-à-vis de leurs proches, eu égard à leur niveau de formation ou à leur poste au pays. Cela leur permet également l'acquisition de compétences, notamment en tant qu'interlocuteurs face aux pouvoirs publics belges.

La dimension pédagogique est surtout le fait des associations musulmanes, tandis que la dimension *“solidarité au développement”* est beaucoup celui des associations africaines. Ces associations ont peu de moyens pour mener à bien leurs actions et souvent un public peu solvable, bien qu'il cotise. Différentes études pointent la rivalité qui peut exister entre associations de migrants et associations belges dans les actions similaires qu'elles mènent pour l'obtention des subsides⁽¹⁰⁾.

■ Nouvelles associations

Les jeunes et les femmes sont les derniers venus dans l'espace associatif immigré. Ils apportent d'autres problématiques, telles que celle de l'autonomie par rapport à leurs parents, à leur époux et/ou conjoint et dans la relation à leur communauté.

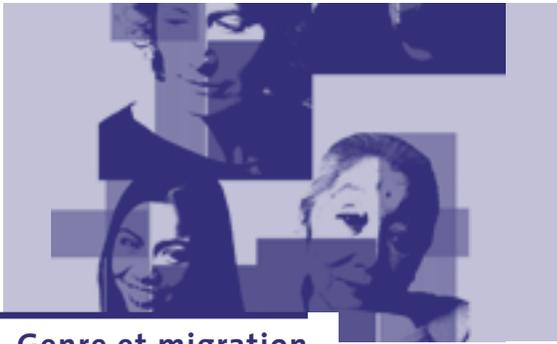
Les jeunes des deuxième et troisième générations refusent l'étiquette d'associations immigrées, revendiquant leur identité belge. Leurs associations colent davantage à la réalité d'un quartier qu'à une nationalité (et incluent ainsi diverses nationalités), à la gestion du quotidien qu'au militantisme. Longtemps, seuls les hommes furent visibles. La majorité des membres et leaders d'associations sont des hommes et les associations de migrantes ne voient le jour qu'au crépuscule des années 80. Une des premières associations de femmes est *“La voix des femmes”*, créée par des femmes turques et marocaines de la seconde génération : elles ont des choses à dire par rapport à leur pays d'origine, la place qu'elles y occupent et celle qu'elles occupent dans l'immigration. Elles se sont associées pour répondre à l'absence de politique d'accueil des femmes mais aussi pour dénoncer la violence dont elles sont victimes. Le travail des associations de femmes migrantes est un travail de terrain avec la communauté et, souvent, un travail de soutien à la communauté du pays d'origine. Elles travaillent principalement dans les secteurs culturels, de l'éducation permanente, de l'insertion professionnelle. Ce travail est essentiellement bénévole et elles rencontrent de nombreux problèmes de reconnaissance de la part des autorités belges.

(10) Voir Altay Manco, Joseph Gatugu, Spyros Amoranitis, op. cit.

Pour les femmes, ces associations représentent un accès à l'émancipation, à la vie publique et à la connaissance de leurs droits. Selon U. Manço, beaucoup de ces associations ont été impulsées par des associations de femmes belges, pour être ensuite déléguées à des femmes migrantes. Lors d'une étude sur les femmes migrantes et leurs rôles et présence dans la sphère privée et publique, Patrick Govers et Marcela De la Peña⁽¹¹⁾ notent que toutes les associations rencontrées offrent des cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français, éléments essentiels pour leur accès à et l'utilisation de l'espace public. *“C'est ici que le rôle des associations de femmes dans les quartiers est central. Leur fonction d'accueil et de lieu d'apprentissage est un élément clé pour les femmes migrantes dans leur recherche identitaire et leur élaboration de stratégies d'appropriation des espaces publics et “d'intégration” à la société belge”.*

Les femmes qui viennent dans une perspective uniquement économique, dans le but de soutenir leur foyer au pays, se constituent peu en association car elles ne pensent qu'au retour. Enfin, un nombre conséquent de femmes sont sans-papiers et la crainte que cette situation irrégulière entraîne est un obstacle sur le chemin qui les mène aux associations.

(11) De la Peña, M. et Govers, P., Femmes migrantes : du privé au public?, Liège, Actes de la deuxième université d'été “Femmes et mobilité”, Août 2005.



Genre et migration

Les migrations influencent les relations entre les sexes, renforcent les inégalités et les rôles traditionnels ou les remettent en question et les transforment.

Le genre détermine en partie :

- qui migre, pourquoi, et comment la décision est prise ?
- les impacts de la migration sur les migrants eux-mêmes, les régions d'origine et de destination.

La décision de migrer, les circonstances (ou individus) qui ont poussé une personne à migrer, le choix de la destination, l'accès aux ressources de tout type ainsi que le processus d'installation, d'adaptation dans le pays d'accueil ont des répercussions différentes sur les hommes et les femmes. À quels besoins, à quels risques spécifiques les femmes seront-elles confrontées pour réussir à vivre dans ces nouveaux pays ou communautés où elles émigrent? A quels types d'emploi les individus ont-ils accès en fonction de leur sexe? *"Tous ces éléments dépendent en partie du sexe du migrant... Le genre conditionne les possibilités de l'individu de contribuer à sa communauté de destination ou d'en retirer des avantages – et, donc, en dernière analyse, de jouer un rôle dans la réalisation des objectifs de base du développement social et économique."*⁽¹²⁾

■ Genre, migrations et développement

L'absence de politique du développement dans le domaine des migrations, qui prenne en compte la diversité des migrations, les gains et les rôles différenciés des hommes et des femmes, sont mises en évidence dans les besoins non résolus des femmes issues de la migration.

Pour que les migrations soient bénéfiques pour les hommes et les femmes du Sud et du Nord, une redéfinition de la politique actuelle de migration est indispensable. Cette politique doit non seulement garantir les aspects économiques des migrations (envois d'argent dans le pays d'origine ou valorisation de l'expertise de la diaspora), mais aussi elle doit affirmer une conception plus

(12) "Genre et développement en bref", Genre et migrations - Numéro 16, BRIDGE, 2005, Grande Bretagne.

large du développement qui considère la culture, les droits humains et l'égalité femmes/hommes comme des facteurs dynamiques et clés des sociétés démocratiques. Cela signifie, entre autres, être plus attentif aux problèmes spécifiques des migrantes, particulièrement des secteurs populaires: l'invisibilité, l'illégalité, les mauvaises conditions de travail, la violence et la stigmatisation.

Face à la politique actuelle d'expulsion et non de migration, les associations participantes aux groupes de discussion ont l'impression que le monde politique ne veut pas aborder ce sujet de manière globale.

■ Face à ladite "illégalité"

Que signifie l'illégalité? N'est-ce pas un luxe de réfléchir lorsque la réalité première des illégaux est de manger? Que fait-on de la souffrance de la personne illégale? Dans ce sens, les associations constatent qu'en raison des carences du monde politique, les responsabilités sont reportées sur le tissu associatif qui doit amortir la pression sociale, jouer le rôle de tampon: *"s'il est vrai qu'il existe des initiatives de promotion sociale, les places disponibles ne sont pas accessibles aux sans-papiers, aux clandestins et dès lors, cette population se tourne vers le tissu associatif. Or, le gouvernement devrait assumer cela"*. On en arrive à la situation où l'associatif fait de l'assistantat au lieu de réfléchir sur le rôle qu'il doit jouer au sein de la société civile.

Une critique très forte du discours - soi disant - démocratique de la société, alors que certaines personnes sont exclues totalement de la société, a été relevée par la quasi-totalité des participantes. Elle est mise en évidence par cette phrase: *"ces femmes ne peuvent pas pour la plupart s'associer à des projets de développement car elles sont sans-papiers."*

Il y a urgence à changer notre système de valeurs".

■ Diversité de femmes et représentation politique

En termes pratiques, la diversité que connaissent les militantes de la culture majoritaire au sein de leurs groupes (où l'on trouve des femmes défavorisées en raison de leur sexe et d'un ou de plusieurs autres facteurs, dont l'origine, la langue, l'orientation sexuelle ou une incapacité) a modifié leur conception du processus d'élaboration des politiques. Et cette évolution est manifeste, même si tous les groupes de femmes n'ont pas réussi à intégrer à leur programme ou à leur militantisme les préoccupations des femmes de différentes cultures.

La représentation politique des femmes migrantes s'est faite en se concentrant sur les aptitudes individuelles plutôt que sur les caractéristiques d'un groupe, ce qui n'ébranle guère la valeur fondamentale de non-sexisme. La question est de savoir si cette représentation émergente modifie les attitudes bureaucratiques et le peu d'appui du pouvoir public vis-à-vis des associations de "femmes".

En 2004-2005 une enquête sur l'état actuel de l'interculturalité en Belgique a été menée par une commission spéciale⁽¹³⁾. La commission a centré son analyse sur quatre axes: l'égalité entre hommes et femmes, l'importance de la citoyenneté, le fonctionnement des services publics et la cohabitation de différentes opinions religieuses ou idéologiques.

(13) Initiative lancée au départ par Laurette Onkelinx et poursuivie par l'actuel Ministre de l'Égalité des chances, Christian Dupont.

Voici les recommandations relatives aux questions de genre :

- il est important que les femmes migrantes prennent la parole pour pouvoir occuper une place de citoyennes à part entière ; prendre en compte le fait que les mesures politiques ont un impact différent sur les hommes et les femmes ; les instruments développés pour la promotion de l'égalité des femmes doivent être employés (d'abord connus) ; il convient d'utiliser les différents rapports et recherches sur la migration féminine élaborés depuis 1989-1990.

Ce rapport met également en évidence l'inadaptation de la politique actuelle de migration aux femmes migrantes, par exemple en ce qui concerne les politiques pour l'égalité des chances à l'emploi et la lutte contre la violence et la pauvreté.

Les propos de Nancy Fraser ⁽¹⁴⁾, philosophe et professeure à l'université de New York, éclairent particulièrement bien les enjeux en question : *“Le féminisme et le multiculturalisme peuvent converger dans leur critique d'un “libéralisme aveugle aux différences”, mais la mesure dans laquelle leurs tenants peuvent faire valoir leurs revendications respectives varie, en partie en fonction de leur force politique et de leur faculté d'interprétation. Ces dernières années, le féminisme et le multiculturalisme ont fait peser leurs intérêts, souvent divergents, sur le droit international relatif aux droits de l'homme et d'autres champs politiques. Les points de convergence entre ces deux positions laissent à penser qu'il y a matière à un dialogue constructif entre elles. En pratique cependant, les possibilités de dialogue dépendent de facteurs politiques: la liberté laissée dans l'interprétation et l'application de ces diverses lois peut effectivement favoriser un dialogue fructueux lors de la définition des politiques mais peut aussi aboutir à un conflit apparemment insoluble sur les principes de base”*.

(14) Nancy Fraser, Multiculturalisme, anti-essentialisme et démocratie radicale. Genèse de l'impasse actuelle de la théorie féministe, 2000.



Résultats quantitatifs de l'enquête auprès des associations⁽¹⁵⁾

■ De la création des associations

Depuis combien de temps les associations répertoriées existent-elles ?

Année de création	Nombre	%
Avant 1960	2	1,9
1960 – 1970	6	5,8
1971 – 1980	17	16,3
1981 – 1990	22	21,2
1991 – 2000	40	38,4
2001 – 2005	6	5,8
Sans réponse (S.R.)	11	10,6
Total	104	100

Plus des deux tiers des associations se sont créées ces vingt cinq dernières années. Remarquons que c'est durant la décennie des années nonante que pratiquement 40% des associations commencent à fonctionner. Sur les quarante associations qui se créent au cours de cette décennie, neuf sont des associations féministes⁽¹⁶⁾.

■ Féministes, féminines ou ni l'une ni l'autre

Dans le questionnaire, on demandait aux associations contactées de répondre à l'interrogation suivante: Vous considérez-vous comme une association féministe, féminine ou ni l'un ni l'autre ?

Cette question n'est pas simple, le nombre d'associations qui n'y ont pas répondu et les discussions qu'elle a suscitées lors des

groupes de discussion en témoignent⁽¹⁷⁾. Le tableau ci-dessous reprend les informations recueillies lors de l'enquête semi fermée.

Type d'association	Nombre	%
Féministe	23	22,1
Féminine	23	22,1
Ni l'une ni l'autre	42	40,4
Sans réponse	16	14,4
Total	104	100

Sur l'ensemble des associations destinataires du questionnaire et qui y ont répondu, un peu plus d'un cinquième se considère féministe et dans 40% des cas, elles se déclarent ni féministes, ni féminines. Pour ce qui est de l'objet social des associations féministes, la majorité d'entre elles travaillent en pro de la défense des droits des femmes et de l'égalité femme/homme. Quant aux associations féminines, leur objet social tourne autour de l'aide, de la sensibilisation, de la promotion culturelle du quartier, de la famille et des femmes en général.

(15) Il s'agit du questionnaire semi fermé envoyé aux associations auquel 104 associations ont répondu. Le répertoire a été rédigé sur la base de ces réponses.

(16) Notons que l'association féministe la plus ancienne qui apparaît dans le répertoire est le Conseil des femmes francophones de Belgique fondé en 1905. Ce n'est pas avant les années septante que s'ouvrent d'autres associations féministes (Planning familial Leman en 1970, Formation Action Militantisme des FPS Bruxelles en 1978 et le Groupe d'animation et de formation pour femmes immigrées en 1978).

(17) Voir à ce propos les pages 24-27 de cette étude.

■ Féministes, féminines ... et composition du conseil d'administration

Passons maintenant en revue la composition des conseils d'administration des associations reprises dans le répertoire :

	Femmes	Majorité F	Majorité H	Hommes	Parité	S.R	Total
Féministe	10	7	-	-	-	6	23
Féminine	9	4	6	-	2	2	23
Ni l'une ni l'autre	5	16	16	3	-	2	42
Sans réponse	-	1	6	2	2	5	16
Total	24	28	28	5	4	15	104

Un peu moins de la moitié des conseils d'administration des associations féministes sont constitués uniquement de femmes. Il s'agit de la proportion la plus élevée, en comparaison avec les deux autres groupes d'associations (féminines, ni l'un ni l'autre)⁽¹⁸⁾. L'importance de la présence masculine dans les conseils d'administration des associations ni féministes, ni féminines⁽¹⁹⁾ mérite d'être soulignée.

■ Associations de "femmes": quel public ?

Voyons maintenant quelles sont les caractéristiques du public qui fréquente les associations répertoriées. Commençons par la dimension genre.

	Exclu. F	Majorité. F	Minorité. F	Parité	S.R.	Total
Féministe	8	10	-	5	-	23
Féminine	6	13	-	4	-	23
Ni l'un	2	14	3	23	-	42
Sans réponse	-	3	3	10	-	16
Total	16	40	6	42	-	104

Premier constat : la parité existe dans les trois types d'associations mais elle est particulièrement significative dans le cas des associations qui ne se considèrent ni féministes ni féminines. Plus de la moitié de celles-ci affirment recevoir autant d'hommes que de femmes. Relevons au passage qu'il y a plus d'associations féministes qui se disent paritaires en termes de public que d'associations féminines⁽²⁰⁾. Inversement, il y a plus d'associations féministes que d'associations féminines qui travaillent avec un public exclusivement féminin. En soi, cela ne surprend pas dans la mesure où l'objet social des associations féministes est clairement défini et vise en premier lieu les femmes, alors que l'objet social des

associations féminines est plus général, moins spécifique, tant dans sa définition que dans son public cible.

D'un point de vue général, sur les cent quatre associations répertoriées, plus d'un tiers sont paritaires. De même, plus d'un tiers est composé d'un public majoritairement féminin.

(18) Il est important de relativiser ce constat : l'échantillon n'étant pas représentatif d'un point de vue statistique ; de plus, les associations contactées se situent toutes en région bruxelloise.

(19) Selon une enquête réalisée en Wallonie, il apparaît que les femmes participent moins que les hommes au tissu associatif en général, inégalité accentuée en ce qui concerne le degré d'implication : il y a plus d'hommes que de femmes qui y exercent des responsabilités. Voir IWEPS, Femmes et hommes en Wallonie. Portrait statistique, Namur, 2005, p. 64.

(20) Il convient de rappeler que ce constat n'a pas de valeur représentative au delà de cet échantillon.

Près d'un tiers des personnes qui fréquentent les associations appartiennent à la tranche d'âge 12-65 ans et un cinquième à la tranche d'âge 18-65 ans. Un peu moins de 10% des associations travaillent en direction de et/ou admettent un public en bas âge. Notons enfin que les deux tiers des associations (71 sur 104) acceptent des personnes jusqu'à 65 ans et plus.

Voyons maintenant les associations en fonction de l'origine du public :

Continent d'origine	Nombre*	%
Amérique Latine	3	2,9
Afrique	39	37,4
Europe	14	13,5
Différents pays	34	32,7
Non précisés	14	13,5
Total	104	100

*Associations comptant 50 % et plus de leur public d'une origine ethnique précise.

Le continent africain est de loin celui qui est le plus représenté dans le public des associations de "femmes": pratiquement quatre personnes sur dix qui franchissent les portes de ces associations sont originaires d'Afrique.

Analysons à présent la répartition par pays :

Pays d'origine	Nombre*	%
Maghreb	24	23,2
Afrique subsaharienne	13	12,5
Amérique Latine	3	2,9
Asie	-	-
Palestine	1	0,9
Kurdistan	1	0,9
Turquie	3	2,9
Grèce	1	0,9
Espagne	1	0,9
Europe orientale	1	0,9
Belgique	8	7,7
Différents pays	34	32,8
Non précisés	14	13,5
Total	104	100

*Associations comptant 50 % et plus de leur public d'une origine ethnique précise.

La lecture de ce tableau suscite trois commentaires : (a.) un tiers des associations brassent un public interculturel; (b.) un quart a comme public majoritaire des personnes originaires du Maghreb; (c.) un peu plus d'un dixième des associations sont à dominante d'Afrique subsaharienne.

Quel public se rend dans ces associations? Des femmes et des hommes du quartier où l'association a son local? Le tableau suivant permet de répondre plus précisément.

Public association	Nombre	%
Membre	18	17,2
Grand public	25	24
Quartier	17	16,4
Quartier, grand public	26	25
Tout public	6	5,8
Sans réponse	12	11,6
Total	104	100

Moins de deux associations sur dix comptent des membres parmi leur public. Pour un peu plus de 40% des associations consultées, leur public provient du quartier dans lequel elles sont implantées. Autre renseignement intéressant, plus de 50% des associations déclarent toucher le grand public. Ainsi, l'analyse succincte des données révèle que les associations de "femmes" s'inscrivent dans le tissu social à la fois proche (le quartier) et plus global. Cela témoigne-t-il de la volonté des associations de décloisonner, de dépasser le cadre local où elles se trouvent pour se projeter à une échelle plus large?

■ Activités développées par les associations

Dernière donnée considérée : les activités offertes par les associations. Dans le questionnaire envoyé, l'association avait le choix entre différents items. Parmi ceux-ci, celui qui a été coché le plus de fois (79) est l'éducation permanente (information, sensibilisation, animation, formation, ciné-club). Viennent ensuite les visites et excursions (61), la guidance sociale (59), la culture et activités artistiques (57), l'insertion professionnelle (49), l'alphabétisation (45) et la santé (30), le bien-être (gym, yoga...) (28), le sport (26), la couture (23), la cuisine (22) et des activités familiales (21).

A titre indicatif, en ce qui concerne les associations féministes, les activités les plus souvent citées sont : l'éducation permanente (17), la santé (11), les visites et excursions (10), la culture et activités artistiques (9), la guidance sociale (7), l'alphabétisation (7), l'insertion professionnelle (6), la couture (6), la cuisine (4) et le bien-être (4).

■ Ressources et difficultés rencontrées

A. PAR LE PUBLIC

Par ordre décroissant, les difficultés les plus souvent mentionnées sont : financières, intégration/discrimination, l'emploi, culturelles, linguistiques, familiales et administratives.

B. PAR L'ASSOCIATION

La difficulté qui revient très majoritairement au sein des associations est d'ordre financier. Ensuite, sont évoquées des difficultés liées au local, à la visibilité et au manque de soutien. L'accent mis par les associations sur les difficultés financières qu'elles rencontrent est à mettre en rapport avec leur mode de financement : pour une grande majorité d'entre elles, les subsides constituent la principale source de financement.

■ Portrait robot du tissu associatif des "femmes"

Le tissu associatif répertorié se caractérise par une grande hétérogénéité, tant au niveau du public brassé par les associations de "femmes" qu'au niveau de sa raison d'être. A ce propos, ce sont les associations féministes qui présentent la plus grande cohérence entre l'objet social poursuivi, les différents domaines d'action (l'éducation permanente, la santé...) et le public cible. Quant à la pertinence du tissu associatif des "femmes" dans son ensemble, en tant qu'agent de changement dans une société où l'interculturalité, voire la transculturalité, s'accroît de jour en jour et où il est urgent d'aller à l'encontre des stéréotypes sexuels, l'interrogation garde tout son sens. Seule une étude plus approfondie pourra y répondre.



Analyse qualitative, un premier essai

■ Présentation du parcours individuel

Nous avons voulu prendre en compte le parcours individuel des femmes animatrices des associations de “femmes” car nous pensons que l’engagement individuel est un composant très important du travail de la majorité de ces associations⁽²¹⁾.

Quelques éléments de l’origine de cet engagement, en rapport avec les luttes des femmes, ont été relevés :

- la perception de l’injustice : *“le sentiment de justice, justice dans son acceptation ethnique, politique (la démocratie) et historique m’a motivée à participer dans l’association.”*
- l’affirmation du rôle de transmission de la culture d’origine : *“devoir de mémoire en relation avec la culture”* (en tant que femmes)
- le besoin d’agir pour une collectivité : *“je voulais unir les femmes, valoriser leur présence dans la politique et leurs capacités à s’organiser et à s’intégrer à la communauté.”*
- l’éveil à la sensibilisation sociale lors de leurs études : *“ce sont mes études d’assistante sociale qui m’ont permis d’ouvrir les yeux sur les besoins et réalités des femmes migrantes.”*
- des expériences de participation associative préalables : *“j’ai fait partie de la JOC et petit à petit j’ai développé une analyse de classe.”*

- une prise de conscience concrète : *“au sortir de mes études universitaires, je ne trouvais que des emplois précaires et puis ce fut aussi la découverte de la problématique conciliation vie familiale/vie professionnelle.”*

Ce type d’engagement a évolué (dans la majorité des cas) de la découverte individuelle à l’engagement collectif pour le changement du statut des femmes : *“maintenant nous sommes plus ouvertes à une thématique plus vaste, aujourd’hui c’est le combat de toutes les femmes et la défense de leurs droits. Toutes les femmes vivent les mêmes combats.”*

(21) Lors des tables rondes nous avons commencé les réunions avec une présentation individuelle du parcours comme femme engagée à partir de l’élaboration d’un “CV genre”.



Organisation féministe, féminine

Mixité et rapports sociaux de genre

→ FEMINISTE*

Il ressort le besoin d'un féminisme plus **multiculturel** articulant toutes les formes d'oppression que vivent les femmes sur la planète, se rapprochant ainsi des préoccupations de plusieurs féministes des pays du Sud et de femmes œuvrant dans les milieux (populaires) des pays du Nord. Il faut élargir la définition classique du féminisme, de façon à englober le plus possible la totalité de ce qui opprime les femmes et qui forme des systèmes d'injustices inextricablement liés entre eux. Il faut reconnaître qu'il existe une diversité de féminismes, il faut créer des liens entre toutes ces formes de luttes et leurs protagonistes. C'est un appel à la solidarité internationale féministe. Nous avons fait des catégories d'auto-classification, à partir des données des enquêtes et des tables rondes, cela en fonction de l'approche suivante: le public /le personnel / les objectifs/ les sujets...

■ Féministe et féminine

"Elle se définit comme féminine et féministe car au sein de l'association, la mixité existe et dès lors, il s'agit d'ouvrir le dialogue entre les sexes."

"Les deux. Au départ davantage féminine car elle était une caisse primaire mutualiste pour les femmes mais au fil du temps le mouvement s'est politisé et ses actions sont devenues de en plus en plus féministes."

"Féminine. Nous offrons un espace de parole et d'apprentissage. Nos activités ne s'inscrivent pas dans le cadre de luttes féministes."

■ Non mixte

"L'association est féministe, non mixte et a un discours féministe. Elle développe différentes activités telles que: cours d'alphabétisation, conférences, cours de langues étrangères."

"L'association est féministe car elle développe une analyse de classe combinée à une analyse de genre et une analyse interculturelle. L'objectif est d'atteindre l'égalité femme/homme."

■ Avec l'approche de genre

"Féministe et sous l'approche genre. Un exemple donné se rapporte au jour de la Marche Mondiale de Femmes devant la bourse⁽²²⁾. L'association avait dans ses rangs des hommes qui ont été décriés. Ils ne se sont pas sentis à leur place. Quand le féminisme rime avec intégrisme envers les hommes, alors nous ne sommes pas féministes."

"Féministe car nous pratiquons l'analyse du genre pour tous les thèmes que nous abordons."

"Féministe mais non sexiste donc humaniste."

(22) Manifestation de la Marche à Bruxelles en 2005.

* Voir définition page 83

■ De classe et interculturelle

“C’est par le biais de mon activité professionnelle que j’ai accédé aux réalités des femmes. Mon regard est critique quant au féminisme dans l’Europe bien nantie, même si l’on sait que les femmes sont plus touchées par la pauvreté que les hommes. Je pense que l’analyse de genre est pertinente, de même la rencontre interculturelle est très importante. C’est pourquoi, je valorise très fort la Marche Mondiale des Femmes.”

■ Par l’orientation de l’association

“Féministe. Nous sommes une organisation qui prône l’égalité entre les sexes.”

“Féministe, dans la mesure où ce terme signifie la défense et la promotion de l’égalité des droits entre l’homme et la femme, ainsi que la défense et la promotion des droits sexuels et reproductifs.”

“Féministe en théorie mais dans la pratique plus que ça, on peut dire progressiste, des citoyennes responsables.”

“Féministe: nous voulons changer les rapports d’inégalité (dû au patriarcat) entre les hommes et les femmes et aller vers l’égalité et l’équité de genre.”

“Féministe, car tout est entrepris en tenant compte de la position de “femme” qu’occupe le public dans les diverses situations. En outre, la sensibilisation vise à faire prendre conscience de cette position, afin que la femme l’améliore si elle le désire.”

“Féministe. Nous avons pris le pari de travailler avec et pour des femmes, de dépeindre la place de la femme dans la société.”

“Féministe, valoriser les femmes et leurs compétences.”

“Féministe, car c’est l’optique de la présidente de l’association et des gens qui y travaillent.”

“Féministe, car il y a une volonté dans notre esprit associatif de défendre et promulguer les droits de notre public.”

“Féministe, nous sommes pour l’égalité en droits des femmes et des hommes et

pour l’émancipation et la reconnaissance du rôle des femmes dans la société.”

“Féministe. Défense de l’idée d’égalité hommes/femmes. Notre type de prévention primaire des violences met en question les inégalités de pouvoir existantes et a pour but une plus grande autonomie des femmes.”

“Féministe, parce que nous développons la revendication de l’égalité et de la non violence. Nous dénonçons donc les situations d’injustice vécues plus particulièrement par les femmes. Là, nous appuyons la légitimité du féminisme. Pas féminine, puisque les hommes qui participent ont cette même revendication.”

“Féministe. Nous considérons l’égalité comme un élément de la qualité de vie des femmes et des hommes qui, en toute égalité, doivent pouvoir mobiliser et développer leurs compétences dans tous les domaines de la vie en société, depuis la sphère privée jusqu’à la sphère publique.”

En outre, les femmes plurielles mettent en relief le racisme et le sexisme comme indissociables, car le racisme opère de façon spécifique que l’on soit homme ou femme. De même que la construction du genre des femmes non “blanches ou du Sud” s’élabore différemment de celle des femmes “blanches”⁽²³⁾.

→ FEMININE*

■ Car le personnel est de sexe féminin

“Féminine, car l’association n’emploie que des femmes; féministe, car l’association défend les droits des femmes.”

“Féminine: le personnel est féminin”

“Féminine, car les fondatrices ainsi que les employées sont toutes des femmes et que bon nombre de nos activités sont à desti-

(23) Etudes sur les migrations: l’intérêt d’une approche en terme de genre par Nouria Ouali, on line.

* Voir définition page 83

nation des femmes. Féministe, non dans une position contre les hommes mais plutôt comme un travail contre les inégalités fondées sur le sexe, entre autres.”

■ Par le public touché

“Féminine, parce que nous travaillons essentiellement avec les femmes mais dans le contexte global de leur famille.”

“Féminine, par le fait d’accueillir un public féminin. Féministe, par le fait de travailler à l’égalité des droits des sexes.”

“Féminine, nous travaillons à la promotion de la femme sans militantisme.”

“Féminine. Qualifier notre organisation de féministe aurait un effet limitatif et contraire à ses principes.”

“Non féministe, dans la mesure où notre finalité est l’intégration des hommes et femmes. Et féminine, dans la mesure où certains facteurs externes, comme l’origine majoritairement maghrébine de notre public, ont conduit à la non mixité de certains cours.”

■ Par le but de l’association

“Féminine, car il s’agit d’insertion de femmes et que c’est un centre féminin d’éducation permanente.”

“Féminine. Les féministes mènent un combat pour les femmes. Nous, on combat pour la famille, les enfants, etc.”

“Féminine. Nous impliquons les femmes dans ses actions pour revaloriser leurs compétences et les aider dans le processus d’intégration.”

“Féminine. On œuvre pour que les jeunes filles aient une chance égalitaire par la créativité à travers les ateliers.”

“Féminine, nous sommes une association qui défend les intérêts des femmes et des enfants, mais nous n’avons aucunement l’intention de nous engager dans une action féministe.”

“Féminine, car nous ne militons pas pour la cause unique des femmes, pour leur promotion ou pour une quelconque

libération du genre féminin. Il est un fait que les inégalités existent toujours à ce niveau. Notre approche féminine cherche des résultats pour améliorer les conditions de vie des femmes.”

→ GENRE*

“Genre : l’association veut favoriser l’égalité femmes/ hommes.”

“Nous travaillons à la pluralité des genres, dans une optique de mixité la plus ouverte possible. Nous ne menons pas un combat féministe mais nous revendiquons l’égalité des droits entre les femmes et les hommes.”

“Pas spécifiquement féministe ou féminine, mais luttant globalement contre les discriminations et pour l’égalité de chances.”

“Nous nous considérons comme une association féminine. A nos yeux, le féminisme recherche l’égalité dans la similitude. Nous recherchons une égalité de droits reconnaissant et se fondant sur la différence et la complémentarité des genres.”

→ NEUTRE

“Nous ne sommes ni féminines, ni féministes, nous aidons les femmes immigrées.”

→ NI L’UNE NI L’AUTRE

■ Pour la mixité

“L’association travaille avec des hommes et des femmes.”

“L’association propose un travail individuel (tant avec les femmes qu’avec les hommes) sur la souffrance.”

“Non. Nous ne faisons aucune distinction. Le pourcentage de femmes correspond à la conscience africaine que nous ne maîtrisons pas.”

* Voir définition page 83

“Nous sommes pour la mixité.”

“Aucune des deux. L’association se veut un lieu propice à l’émancipation des femmes mais elle est ouverte aux hommes aussi, et composée d’une équipe et d’un CA mixtes”.

“L’année dernière, nous avons organisé une fête. Le groupe de préparation était composé de femmes originaires de plusieurs pays. Après avoir débattu de la question de la mixité ou non mixité, nous avons opté pour une fête mixte. Il y a des femmes qui nous demandent s’il n’y a pas une association pour les hommes car, quand elles vont à l’association, au cinéma, en voyage, leur mari se sentent parfois seuls. Ils ont l’impression que nous faisons une discrimination positive vis-à-vis des femmes”.

■ Ouverte à tous

“Ni l’une ni l’autre. Nous nous considérons comme une association ouverte à tous, qui concourt à la formation de base en ayant le souci d’une intégration harmonieuse par le biais de la formation.”

“Non. Notre organisation privilégie l’action communautaire ouverte, le travail en réseaux et en liens, donc la mixité des actions, les passerelles inter sexes, inter communautés, inter cultures, inter générations, avec un accent particulier sur les problématiques vécues par les filles issues de milieux musulmans, leurs droits, leurs choix, leur ouverture, leur autonomie.”

“Ni l’une ni l’autre: citoyenne simplement et militante.”

“Ni l’une ni l’autre. Nous sommes une organisation défendant les droits des êtres humains les plus faibles de la société.”

“Ni l’une ni l’autre, nous sommes une association plurielle dans tous les sens.”

“Plurielle.”

- Remarquons que certaines femmes ne croient pas qu’il existe une subordination d’un sexe par rapport à l’autre. Elles estiment plutôt qu’il s’agit de “complé-

mentarité naturelle” des sexes. Elles posent là toute la question de la définition du féminisme car, en effet, peut-on parler de féminisme s’il n’y a pas, à la base, une révolte contre sa position sociale subordonnée? Peut-on parler de féminisme s’il n’y a pas, non plus, la reconnaissance d’une cause sociale à cette subordination? Il semble que non. La révolte contre sa situation apparaît comme une condition sine qua non du féminisme. Pas de problème, donc pas de révolte!

- Plusieurs groupes s’ancrent dans l’idée que le sexisme n’est qu’une des formes de l’oppression des femmes; le sexisme n’est souvent pas vécu comme étant le premier lieu de l’oppression des femmes migrantes et les luttes pour y mettre fin sont donc insuffisantes pour venir à bout de l’oppression dont elles souffrent: pauvreté due aux effets du système économique fondé sur le profit, racisme, exclusion, etc. Pour elles, la lutte en faveur de l’égalité sexuelle doit s’accompagner de changements sur d’autres fronts.
- Il est difficile de classer toutes les organisations. Ainsi, certaines associations n’arrivent pas à s’identifier comme féministes. A noter que le terme “féministe” a suscité un débat: comment le concevoir comme étant ancré dans des luttes sociales globales et pas uniquement circonscrites aux luttes de classes? D’autre part, la Marche Mondiale des Femmes est perçue comme un bon outil pour rapprocher le féminin du féminisme.
- Les participantes aux tables rondes soulignent que le terme “féministe” fait peur en raison du caractère ultra qu’il présuppose, tout comme d’autres termes comme, par exemple, “différence” et “inégalité”.
- Elles dénoncent un féminisme ethnocentrique en Europe.



Rôle de l'associatif dans la démocratie.

Quelle participation citoyenne ?

Quel rapport entre migration et développement ?

Les mouvements de femmes savent que la "politique" se joue dans toutes les sphères de la société, et non pas seulement dans les assemblées législatives et les ministères. Le slogan féministe "le privé est politique" met en évidence l'enjeu. Elles considèrent que leurs démarches pour faire évoluer leur situation sont aussi "politiques" que celles des parlementaires, autrement dit que les groupes et mouvements de femmes, les refuges et les autres prestataires de services à destination des femmes "font de la politique".

Les associations de femmes plurielles sont devenues récemment une potentielle force politique visible, tant individuellement que comme groupe social, même là où les possibilités de s'exprimer et d'être représentées sur la scène politique sont limitées, voire parfois nulles. Les mouvements féminins craignent d'être récupérés par l'Etat et de perdre ainsi leur représentativité et leur aptitude à faire adopter des réformes profondes.

Dans les débats qui se sont déroulés sur les rapports avec les pouvoirs publics, il s'agissait de savoir comment on pouvait faire droit aux demandes de reconnaissance des femmes plurielles, dans le cadre des principes libéraux de l'égalité des chances, de la tolérance et de la non-discrimination.

Le rôle des associations dans l'épanouissement et le renforcement de la démocratie est évident. Ainsi, par rapport à la participation citoyenne, leur rôle est manifeste. Le thème "migration et développement" est difficile à aborder par les associations, car il faut le penser dans un cadre plus vaste (politique européenne de migration).

"Par exemple, la tontine organisée ici et l'envoi de l'argent ainsi récolté dans le Sud : cela favorise l'émergence d'un réseau transnational et de projets collectifs (école, puits...). Donc il convient de mettre en place une structure qui favorise ce type de construction solidaire transnationale. Il convient également d'y associer les femmes, qu'elles soient parties prenantes de la politique de coopération."



Des subsides ? il n’y en aura peut-être pas pour tout le monde

Comment les associations perçoivent-elles les pouvoirs publics ? Ceux-ci mettent-ils en place des stratégies ? Les associations ont-elles le sentiment de se disputer le même territoire ? A quelles contraintes sont-elles soumises ?

■ Insécurité financière, quand tu nous tiens...

La plupart des associations interrogées ont mis en avant la question des financements comme étant une difficulté fondamentale. Elles pointent le travail militant accompli sur le terrain avec des subsides pour la plupart insuffisants, parfois inexistants. En dépit de leur situation financière précaire, de nombreuses associations estiment néanmoins réaliser des actions de solidarité, d’échanges qui sont une source d’enrichissement mutuel pour la société belge et leur communauté. Elles se considèrent également tenues à plus de rigueur budgétaire.

Tout en reconnaissant que le financement est un obstacle important, quelques très rares associations estiment que le fait de ne pas bénéficier de subsides leur permet de garder leur liberté.

Une association a besoin de ressources humaines mais également de ressources logistiques. Le problème du local ne peut pas être réglé en l’absence de moyens financiers. De nombreuses associations ont établi leur siège au domicile d’un de leurs responsables.

■ Complexité administrative

Donner aux associations les moyens de leurs actions se traduit par un financement durable, stable, une meilleure organisation du système des financements, une meilleure codification et une clarté plus grande des modes de reconnaissance et de subsidiation.

La complexité administrative serait un frein à l’obtention des subsides. La rédaction des dossiers est qualifiée d’ardue. Dès lors, les associations bien rôdées aux codes de subsidiation ont plus de chances de bénéficier de subsides, alors que certaines associations, parfois plus actives sur le terrain, “rament”. Les grandes associations, regroupées en fédération, considèrent les politiques de subsidiation relativement claires. Leurs demandes de subsides sont gérées au niveau de la fédération pour garantir une meilleure répartition. En outre, elles bénéficient des services d’une personne chargée spécifiquement de l’obtention de subsides. Les associations disent ne pas se retrouver dans les logiques politiques. Les délais stricts ne tiennent pas compte de la réalité du terrain. Cette absence de flexibilité pousse les associations à mentir.

Les associations déplorent l'absence de moyens de fonctionnement, d'un secrétariat permanent. Elles souhaitent la mise en place d'un dispositif d'accompagnement à la gestion financière ; un accompagnement et une formation ad hoc car, si la plupart des associations comptent dans leur équipe des personnes avec un bon niveau de qualification, elles ne possèdent pas toujours les capacités requises pour le secteur d'activité dans lequel elles souhaitent s'investir. Ainsi, il est courant que les responsables associatifs ne cherchent pas les informations concernant les projets éligibles et qu'ils ne soient pas armés pour négocier avec les pouvoirs publics. Par ailleurs, dès lors qu'ils sont convaincus qu'ils ont moins de chances que les associations belges, ils en arrivent à ne pas déployer les efforts nécessaires pour décrocher les subsides. Ainsi perdure un système d'autofinancement qui ne permet guère à l'association de développer davantage ses activités d'intégration, d'émancipation, de cohésion sociale et de citoyenneté.

■ Des subsides ? Et nous, et nous, et nous ?

Certaines associations auraient-elles moins accès que d'autres aux subsides ? C'est en tout cas une hypothèse avancée. Les associations africaines, très nombreuses auraient, en général, plus de mal à accéder aux subsides que les associations nées avec la première vague d'immigration. Ces dernières, créées par des populations implantées de longue date sur le territoire, disposent de subsides récurrents. Elles ont acquis un degré important de professionnalisation et de reconnaissance auprès des pouvoirs publics. Ce sentiment d'exclusion est vécu par les associations africaines comme une discrimination. Les associations africaines souffriraient, en général, d'une

faiblesse organisationnelle et professionnelle. Dans certains cas, l'accès aux subsides imposerait une participation de l'association à concurrence d'un pourcentage de la somme subsidiée. Dès lors, il reste deux alternatives à l'association : contracter un prêt ou refuser les subsides faute de source de financement complémentaire.

■ Concurrence, dépendance et stratégies

La concurrence entre les associations pour obtenir des subsides a été souvent soulignée. Les associations luttent pour leur survie et doivent se battre en permanence pour ne pas disparaître. Le mode de répartition des subsides crée une concurrence. *“Ce serait bénéfique pour tout le monde si les pouvoirs publics tenaient le discours suivant : on compte donner autant d'argent, mettez-vous ensemble pour savoir qui peut faire quoi”*. Au lieu de cela, le monde associatif se divise pour le peu d'argent qu'il y a et ceux qui ont les moyens de déléguer une personne pour faire les demandes de subsides en bénéficient. Enfin, il existe implicitement une logique de mendicité très visible lors des campagnes électorales. De nombreuses associations baissent les bras et gravitent autour d'associations qui ont de gros moyens. On entre dans un système de mendicité et de dépendance de certaines associations vis-à-vis d'entités plus grandes comme les communes, les paroisses, les mosquées qui leur donnent des locaux. Il y a une bureaucratie qui empêche la participation à une action collective. Les associations sont diluées dans un grand magma et peu reliées entre elles, bien qu'occupant des champs d'actions semblables ou complémentaires. Leurs voix disparates ne constituent pas un interlocuteur représentatif et visible pour le dialogue avec les pouvoirs publics.

Dès lors que chaque association se bat pour obtenir une part du gâteau subside nécessaire à sa survie, la concurrence et la rivalité empêchent la mise en place de partenariats. Chaque association poursuit sa logique individuelle et les fédérations d'associations sont rares. La circulation de l'information s'en trouve entravée et les activités et projets se ressemblent mais ne s'assemblent pas.

Face à un marché de l'emploi discriminatoire et en pleine récession, des femmes créent des associations pour pouvoir s'occuper et se rendre utiles, mais aussi pour apprendre plus et plus vite qu'à travers des formations classiques. Certaines femmes s'investissent dans le monde associatif comme tremplin vers l'emploi, pour se créer un emploi. Pour cela, l'association doit être reconnue par les pouvoirs publics mais, pour être reconnue, il lui faut montrer des réalisations concrètes et sa capacité à mener des actions. Cette exigence de trouver un emploi rémunéré crée beaucoup de concurrence dans parmi les membres de l'association. Qui devra t-on engager dès lors que les subsides seront octroyés ?

■ Sous traitants des pouvoirs publics...

De plus en plus d'associations travaillent avec un public précarisé et exclu. La lutte pour l'émancipation sociale s'est couplée avec la lutte contre l'exclusion sociale. Nous sommes au cœur de la crise de l'Etat Providence. Celui-ci est accusé de se décharger de ses responsabilités sur les associations sans leur donner les moyens nécessaires pour mener ces actions. Les associations rempliraient donc des rôles d'utilité publique, en sous-traitance des politiques.

Si la Belgique a une politique d'accueil, elle manquerait en revanche d'une réelle politique d'insertion. Les migrants développent des projets d'insertion financés par les ressources propres de la communauté. Transformées en prestataires de services à charge de l'Etat (haltes garderies, alphabétisation, insertion socio-professionnelle, écoles des devoirs), les associations estiment avoir une mission de service public délégué.

■ Recommandations

Les pouvoirs publics devraient gagner en clarté quant aux subsides attribués. Une procédure de publicité devrait permettre de prendre connaissance des projets subsidiés en vue d'assurer une meilleure complémentarité. Par ailleurs, dès lors que les subsides sont attribués, les pouvoirs publics ne devraient-ils pas évaluer la pertinence des activités des associations ? Le seul contrôle étant celui des factures et des comptes, comment dès lors évaluer si les objectifs sont atteints au regard des moyens attribués ? Les associations préconisent la création d'antennes spéciales pour leur expliquer comment se retrouver dans le dédale des subsides.



Une marche convergente des associations ?

Quelles synergies et collaborations les migrantes entretiennent-elles avec les autres associations de femmes ? Le mouvement féministe intègre-t-il la problématique des femmes migrantes dans son combat ?

Que signifie être féministe aujourd'hui ? Féminisme, je ne dis pas ton nom, je le vis. Au-delà des revendications socio-économiques, de la lutte pour l'égalité et du combat pour la parité, aujourd'hui les luttes féminines se cristallisent autour des violences faites aux femmes, de la pauvreté et de la lutte contre

le sexisme. Le réseau mondial d'actions de lutte contre la pauvreté et la violence envers les femmes - La Marche Mondiale des Femmes - a réuni les associations autour de ces revendications : lutte contre la pauvreté et la violence envers les femmes.

Les femmes en marche pour l'humanité...

En cinq décennies, les femmes ont remporté plus de victoires qu'en cinq-cents ans. Diantre ! Mais, après plus de 50 ans de combats féministes, l'heure de la pause n'a pas encore sonné. La sexualité de consommation, les viols collectifs, les inégalités de salaire, la pauvreté et l'exclusion sociale montrent que l'égalité des sexes n'est pas encore acquise. En matière d'emploi, les droits formellement acquis en Europe par les femmes demeurent précaires ou pis sont en passe d'être grignotés. La répression du harcèlement moral ou sexuel constitue une avancée mais elle n'a guère éliminé les représentations sexistes au travail. Le plafond de verre bouche l'horizon, une série de filières résistent à la mixité, la flexibilisation de l'emploi et l'augmentation de la durée effective du travail touchent plus durement les femmes.

Dans le monde, la situation des femmes est encore dramatique. Plus de 550 millions de femmes vivent au dessous du seuil de pauvreté en zone rurale. Les 2/3 des illettrés qui peuplent cette planète sont des femmes. Dans le monde, plus de 50% des femmes âgées de plus de 15 ans ne savent ni lire ni écrire.

Chaque année en Inde, des milliers de femmes sont tuées ou se suicident parce que leur dot, que la famille doit payer au futur époux, est considérée comme insuffisante. 75 % des réfugiés et des personnes déplacées lors de conflits sont des femmes qui ont perdu leur famille et leur maison et, en temps de guerre, les femmes et les enfants sont vendus, violés et même réduits en esclavage. Les femmes produisent 80% des denrées alimentaires de la planète, mais ne reçoivent que moins de 10% des aides agricoles existantes. 70% des gens pauvres (vivant avec moins de 1 dollar par jour) sont des femmes. La majorité des femmes du monde n'ont pas le droit de posséder, d'hériter ou de contrôler argent et terres. Chaque année, environ 600.000 femmes (une par minute) meurent pour des raisons liées à leur grossesse. La plupart de ces décès pourraient être évi-

tés. La lutte contre le travail des enfants, les crimes d'honneur, les violences en temps de guerre, les migrations forcées ou de guerre, les violences conjugales, la vulnérabilité au VIH, l'excision et l'infibulation, les mariages forcés, la polygamie, l'absence de droit à l'héritage, les contraintes de la tradition, la préférence pour l'enfant mâle, la pauvreté, les risques de radicalisation religieuse, etc. représente un défi majeur pour l'avenir.

Née au Québec en 1996, la Marche Mondiale des Femmes est rapidement devenue une chaîne internationale, un mouvement mondial que plus rien ne semble arrêter. Depuis l'an 2000, en Afrique, en Océanie, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe, en Amérique latine et du Nord, quelque 6 000 groupes de femmes - sans distinction de race, de religion, d'âge, de conviction politique, de niveau économique et d'orientation sexuelle - à travers 163 pays, régions et territoires composent le réseau mondial d'actions de lutte contre la pauvreté et la violence envers les femmes. Le combat s'est mondialisé. Un combat dans la diversité et l'unité qui est loin d'être terminé. Car les voix de femmes ne sont pas encore parvenues à vaincre la cécité et la surdité d'un monde dont les rênes sont encore tenues par les hommes. En 2000, la Marche mondiale avait transmis aux responsables du Fonds Monétaire international, de la Banque mondiale, de l'ONU, aux élu(e)s et dirigeant(e)s de nos pays, une plate-forme politique contenant 17 revendications concrètes afin d'éliminer la pauvreté dans le monde, réaliser le partage des richesses, éradiquer la violence à l'égard des femmes et obtenir le respect de leur intégrité physique et morale. Aucune réponse concrète n'a été donnée à ces revendications. Mais le mouvement est devenu irréversible et cette marche fera avancer le monde, même à pas de tortue. Partout dans le monde, les femmes s'impliquent dans les associations et les mouvements sociaux et continuent d'explorer de nouvelles pistes de réflexions pour comprendre les causes de leur oppression et proposer des alternatives sur la place des femmes dans un monde qu'elles veulent meilleur.

La Charte Mondiale des Femmes pour l'humanité

Grande première dans l'histoire du mouvement des femmes : une Déclaration universelle des droits de la femme, nommée La Charte mondiale des femmes pour l'humanité, a été rédigée et adoptée par des femmes à travers le monde. Lancée publiquement au Brésil et dans le monde le 8 mars 2005, la Charte mondiale des femmes pour l'humanité est une proclamation de principes universels plutôt qu'une liste de revendications. Elle est bâtie sur les valeurs universelles fondamentales défendues par les femmes : l'égalité entre les personnes et entre les peuples, les solidarités, les libertés garantes de la richesse de la diversité, la justice, la paix. Avec la participation de tous les groupes membres du réseau de la Marche Mondiale des Femmes et au rythme de la de la Marche, la construction de la Charte s'est étalée du mois de décembre 2003 au mois de décembre 2004 grâce à un long et large processus de consultation, d'échanges et de débats. Elle fut adoptée par les déléguées nationales, lors de la Cinquième Rencontre internationale de la Marche Mondiale des Femmes au Rwanda en décembre 2004. Elle a été élaborée en essayant de tenir compte de la réalité politique, sociale et religieuse de chaque pays ou gouvernement. Malgré ces différences et parfois divergences d'opinions, les contradictions ont été aplanies, la charte adoptée et les bases de discussion posées pour l'avenir.

En Belgique, 150 organisations font partie du réseau de la Marche Mondiale des Femmes. Quelque 38 000 exemplaires de la "Charte mondiale des femmes pour l'humanité", Déclaration Universelle des Droits de la Femme, sont diffusés en Belgique sous forme de brochure. La charte complète se trouve sur le site : www.marchemondialesdesfemmes.be

■ Une coordination régionale bruxelloise de la Marche Mondiale des Femmes

A Bruxelles aussi, cette marche a permis de solidariser les groupes de femmes et de leur donner une meilleure visibilité.

A la suite de la Marche Mondiale de 2000, de nombreuses plates-formes régionales ont continué à être actives et à porter les revendications tant au niveau mondial que régional. Le 8 mars 2005, la Charte a été rendue publique dans le monde. A Bruxelles, c'est dans le Centre Amazone, situé 10 rue du Méridien à 1210 Bruxelles, que l'événement s'est déroulé à 11h, en présence de nombreuses associations féminines de toutes origines. Les Africaines étaient présentes massivement, portant sur leurs pancartes les revendications de justice, de paix, d'égalité, de tolérance, avec une attention particulière au thème des violences dont elles sont victimes. La marche bruxelloise est partie d'Amazone à 12h pour se rendre au Parlement bruxellois, où de nombreux parlementaires ont accueilli les femmes venues remettre la "Charte mondiale des femmes pour l'humanité".

La coordination régionale bruxelloise de la Marche Mondiale a interpellé les parlementaires bruxellois(e)s en présentant ses revendications.

Les revendications des femmes de la coordination régionale bruxelloise de la Marche Mondiale des Femmes portent sur plusieurs points :

- Genre: pour une société qui s'accorde en genre et en nombre / Engagement citoyen ;
- Emploi: mêmes conditions d'accès, de responsabilités et de rémunérations ;
- Milieux d'accueil de l'enfance: développement des services de proximité,

de l'accueil de la petite enfance et création de places supplémentaires dans les différents lieux d'accueil ;

- Sécurité sociale et aide sociale ;
- Familles: répartition égalitaire des responsabilités familiales et ménagères ;
- Relations égalitaires et violences ;
- Santé/Education: l'accessibilité pour tous à des méthodes contraceptives efficaces est indispensable et doit être un choix de société ;
- Solidarité Nord/Sud: inscription dans un processus de développement durable pour les générations futures.

Lors de la préparation de ces revendications, les femmes africaines ont insisté sur des problématiques spécifiques comme: les mutilations génitales féminines, la solidarité Nord/Sud, la participation des femmes dans le développement durable, ici et là-bas.

Les femmes migrantes actives dans l'associatif seraient réellement féministes "dans l'âme", car tout leur parcours, du départ du pays d'origine à l'arrivée dans le pays d'accueil, est un parcours semé d'embûches. Les femmes migrantes qui militent dans l'associatif en ont bavé. Leur engagement découle de la conjonction de plusieurs faits: statut dérivé d'épouse, exil pour raisons politiques, économiques ou sociales, rescapées de guerre, victimes de mutilations sexuelles féminines, oppressions des traditions discriminantes, des dérives religieuses et des pressions communautaires. Là-bas ou ici, le combat est le même.

Il faut dire qu'à l'heure où les acquis du féminisme sont menacés, même au cœur de nos démocraties, une solidarité se crée. Le féminisme se mondialise et si les féministes ont connu des victoires, ces acquis sont aujourd'hui grignotés. Les héritières de ces combats, embarquées dans le train de l'émancipation,

découvrent que l'égalité est loin d'être acquise en matière de traitement entre hommes et femmes sur le marché de l'emploi. Elles n'ont pas les mêmes conditions d'accès à un emploi digne et à des responsabilités; à compétences égales, elles n'ont pas le même niveau de rémunération que les hommes, elles n'ont pas autant de possibilités que les hommes de poursuivre et d'approfondir leur carrière. Les femmes sont contraintes à n'accepter que des emplois à temps partiel, souvent peu valorisants. La pénurie de services de proximité, d'accueil de la petite enfance et de places dans les crèches, haltes-garderies et chez les accueillantes bruxelloises est un frein à l'insertion socioprofessionnelle des femmes. L'exclusion frappe plus durement les femmes. En matière de violences, elles sont doublement victimes : du machisme et de l'absence de volonté politique.

Oui, les inégalités se rejoignent. Ici ou ailleurs, les questions sociales, les discriminations, la pauvreté, la mondialisation effrénée, l'oppression, la violence, l'exil ont fait se rejoindre les femmes de là-bas ici et celles d'ici.

En dehors de la Marche mondiale, des synergies existent mais restent insuffisantes. Les associations ont peu l'occasion de mettre en place des collaborations, car elles sont embarquées dans la gestion d'un quotidien qui ne laisse guère le temps au développement de projets communs

Curieusement, il semblerait que le problème d'une communauté n'intéresse pas toujours l'autre. Les associations de femmes migrantes se plaignent d'une absence de solidarité entre elles-mêmes et entre les autres femmes. Les associations seraient solidaires par rapport aux politiques mais pas sur le terrain. Il y a des communautés qui sont plus médiatisées que d'autres. Quand on parle de femmes immigrées, on pense généralement aux femmes maghrébines. Il manque un mouvement fédérateur des revendications du monde associatif.



Objectifs et activités des associations

Adéquation entre objectifs et activités. Les objectifs de l'association ont-ils évolué dans le temps? Les activités organisées permettent-elles d'atteindre les objectifs? L'association a-t-elle ajusté sa stratégie en fonction des résultats obtenus?

Débattre de ces questions présuppose que les associations aient assez de recul pour le faire; pour celles de création récente, ces questions ne se posent donc pas. Quant aux autres, les discussions tenues à ce sujet laissent entrevoir quatre angles de réflexion bien spécifiques.

Pour certaines associations, telle que l'Association des femmes angolaises de Belgique, évoluer s'avère difficile: non seulement cette difficulté englobe l'aspect légal (la reconnaissance même de l'association) mais aussi sa raison d'être par rapport aux changements survenus ces toutes dernières années.

D'autres associations soulignent que ce sont les pratiques qui changent au fil des années, les objectifs restent. Cela est d'autant plus important que, s'il existe bien aujourd'hui une prise de conscience de la diversité des vécus, on est en droit de se demander ce qu'il en est de la solidarité, de la tolérance et du respect de la différence. A cet égard, le Conseil des femmes francophones de Belgique pense que les clivages politiques et économiques au sein de la société se sont accentués.

Quelques associations pensent que les objectifs doivent être modulables et flexibles afin de s'adapter aux deman-

des exprimées. C'est le cas, par exemple, du Service social musulman. Au départ, l'association défend les droits sociaux de femmes et d'hommes musulmans; aujourd'hui, elle travaille en partenariat, ce qui lui permet de relayer au maximum les demandes formulées. Nouvel objectif aussi: accroître la participation des hommes aux activités proposées. La bonne réputation et le sérieux du travail fourni sont des conditions nécessaires mais insuffisantes pour atteindre cet objectif. Il convient de disposer de moyens et de travailler au niveau des mentalités, d'aller au delà des freins culturels existants. Pour Espace Couleur Femmes, il est fondamental que les objectifs soient élaborés en fonction du public, du collectif qui fréquente l'association.

Enfin, certaines associations soulèvent le fait que les évolutions récentes tant politiques qu'économiques (et les flux migratoires correspondants) ne sont pas sans conséquences pour le fonctionnement de l'association. Les nouveaux flux migratoires ont changé la donne. Des femmes hautement qualifiées ont pris le chemin de l'exil mais, du fait de l'absence d'équivalence des diplômes, ces derniers ne leur permettent guère d'exercer la profession à laquelle elles

sont en droit d'aspirer. Par ailleurs, certaines ne parlant pas le français s'inscrivent à des cours de français langue étrangère avec l'espoir de s'insérer dans une vie professionnelle quelle qu'elle soit. Par exemple, la Voix des femmes voit affluer un nouveau public, beaucoup plus qualifié que celui qui participe d'habitude aux cours d'alphabétisation, et pour lequel il faut adapter l'offre existante. Autre nouveau public: les clandestins, sans-papiers, pour qui s'inscrire dans l'enseignement officiel est impossible, les associations représentent pour eux la seule opportunité d'apprentissage. Autre phénomène, l'effet

pervers des politiques de chômage qui fait que de nombreuses personnes s'inscrivent à des cours de langues, sans vraiment avoir de réels projets, juste pour montrer qu'elles font des efforts d'insertion. L'association Le Figuier affronte des difficultés similaires, les conséquences, selon elle, se traduisent par un travail dans l'urgence, la sensation constante de parer au plus pressé et d'être débordé. Il convient donc que la société assume ses responsabilités et, dans cette optique, les associations doivent interpeller et formuler des revendications.



Gestion de la diversité culturelle

Tout au long des discussions tenues à ce sujet, il se dégage que la diversité culturelle est soit intrinsèque à un même groupe (de femmes par exemple), soit se réfère à l'existence de deux groupes nettement distincts (les femmes par contraste aux hommes). Les échanges ont surtout portés sur le premier cas de figure: la diversité culturelle à l'intérieur d'un même groupe. Différentes thématiques ont été abordées. Parmi celles-ci, quatre grands axes se sont dégagés:

- la gestion de la diversité culturelle ne peut se faire sans que soient mises sur pied des synergies;
- la gestion de la diversité culturelle nécessite de moyens spécifiques: entre autres, les ateliers interculturels, la méthodologie de récits de vie...;
- la gestion de la diversité culturelle mobilise des aspects précis de notre existence d'être humain: sa cohérence, son universalité dans les différences...;
- enfin, la gestion de la diversité culturelle requiert un état d'esprit ouvert (être disposé, prêt à déconstruire des idées préconçues, des discours fermés) et des attitudes spécifiques (faculté d'écouter, de savoir gérer des débats).



Rêver l'utopie

Dans l'absolu, l'utopie consiste en la revendication au droit à la dignité humaine, notamment, que les femmes et les hommes puissent avoir un avenir dans leur pays sans devoir s'expatrier et perdre leur vie en la gagnant dans un pays où elles/ils se sentent exclu(e)s. A un niveau plus concret, c'est mettre sur pied une collaboration plus étroite : créer des réseaux inter quartiers (local, national et transnational). Par exemple, pour ce qui est de la migration, on pourrait penser articuler les différentes entités qui y réfléchissent et agissent : la plate-forme des Nations Unies (Population et développement), le PNUD (les rôles des "remesas" dans l'économie des pays de l'hémisphère Sud) et les ONG nationales et locales.

Mais l'utopie, pour les associations de femmes, c'est aussi une question d'accès à des moyens financiers. Aujourd'hui, avoir accès aux subsides signifie non seulement avoir le temps de se dédier à remplir des formulaires de plus en plus complexes et d'être correctement informé sur les procédures à suivre, mais c'est aussi faire face au clientélisme du pouvoir public qui a tendance à privilégier les associations affichant une couleur politique semblable à la sienne.

Elles parlent de leur engagement

ANISSA BENALI

La voiture, ma liberté!

Face à l'offre d'emploi du Caria affichée à l'ORBEM, Anissa Benali reste perplexe: une association de femmes... Ça existe? Pour quoi faire? A vingt-deux ans, cette jeune belgo-marocaine ne se posait pas vraiment de questions sur les droits des femmes ou sur l'analphabétisme. Pourtant, ses parents ne savent ni lire ni écrire. *Je les ai toujours vus et laissés dans cette situation, ce qui ne les a jamais empêchés de se battre. Nous avons été tellement habitués à la maison à jouer les traducteurs ou à expliquer le journal télévisé que, finalement, nous nous disions que tous les enfants devaient faire de même avec leurs parents. Bref, nous ne nous sommes jamais placés dans une position critique par rapport à nos parents.* Anissa décide de postuler au Caria où elle est engagée en décembre 1999. Cette jeune femme aux yeux pétillants, qui rêvait d'enseigner le français et l'histoire, devient animatrice socio-culturelle, un peu par hasard. Elle découvre la misère sociale du quartier des Marolles. Mais aussi la volonté de s'en sortir! Cours d'alphabétisation, école de devoirs, sorties culturelles. Et même un cours pour décrocher le permis de conduire: la voiture, ma liberté! Un bel exemple concret pour rendre les femmes plus autonomes par rapport à leur mari. Ce cours marche prodigieusement, porté par la motivation de fer de

ces mères marocaines, qui bien qu'elles soient très peu alphabétisées, réussissent les examens.

Anissa est fatiguée par cette image de la femme maghrébine précarisée qui a du mal à s'ouvrir sur la société. A force de les stigmatiser dans un rôle où l'on n'a pas envie de les voir évoluer, c'est normal que rien ne bouge! Elle cherche à titiller les jugements trop rapides ou protecteurs, notamment de ses collègues, et, qui sait, à changer les mentalités. *Au fond, c'est vrai que personne n'a jamais expliqué à ces femmes qu'elles pouvaient avoir des choses à dire. Si elles ne sont pas conscientes de leur propre identité, ou si leur identité se limite à la famille et à leur rôle de mère et d'épouse, on peut comprendre qu'elles ne s'investissent pas socialement. Je me suis rendu compte que lorsque nous organisons des débats sur la santé, la citoyenneté, ou sur des questions juridiques, elles n'avaient pas d'avis... Souvent, le public avec lequel nous travaillons vit dans une telle misère, pas nécessairement matérielle mais surtout intellectuelle, qu'il est convaincu que son opinion ne compte pas. Mais ces femmes cherchent toutes à être valorisées! C'est pour cela que nous devons les soutenir et les amener à développer leur esprit critique.*

A ce titre, le permis de conduire représente bien plus qu'un petit bout de papier estampillé. Certaines femmes ont dépassé les critiques et dénigrements de leur mari ou même de leurs enfants, persuadés qu'elles n'y arriveraient jamais. Grâce à leur réussite, leur relation au sein de la famille et leur place dans le foyer se voient modifiées car elles sont parvenues à s'affirmer et à prendre davantage confiance en elles. *Le fait de fréquenter l'association est un pas de géant. Mais attention, nous ne militons pas pour casser les ménages! Comme animatrices, nous n'intervenons pas dans les situations familiales parfois délicates. Par contre, nous cherchons avec les femmes le créneau dans lequel elles peuvent évoluer.*

Etre à cheval, ou plus précisément, en équilibre sur les deux cultures arabomusulmane et occidentale représente

un sérieux atout dans la profession d'Anissa. Dès l'adolescence, cette recherche d'identité la travaillait déjà: comment vivre en équilibre? *Aujourd'hui, j'ai trouvé cet équilibre parce que je comprends aussi bien la mentalité européenne et le point de vue marocain, sans me dire que l'un ou l'autre ne m'appartient pas. Au contraire, je peux servir de médiatrice entre les deux cultures.*

Les résultats des projets du Caria sont inquantifiables. Anissa préfère parler de travail qualitatif et relationnel où l'écoute occupe une place majeure. Le jeu en vaut la chandelle car émanciper les mères offre des retombées positives pour les enfants. Les femmes s'en rendent compte elles-mêmes: elles fréquentent surtout le Caria en pensant à leurs enfants avec l'idée moteur: *Je dois m'informer pour pouvoir informer mes garçons et mes filles.* ■

CARMEN DRAGHICI

Pasionaria Roumaine

Au 33 rue de Flandre, dans une des rares rues de Bruxelles percée d'impasses, l'étroite vitrine d'Arthis ne paie pas de mine. Mais en ouvrant la porte, Carmen Draghici dégage une chaleur et un élan à la mesure de la passion qu'elle éprouve à faire tourner son association depuis sa création en 1995. Oui, Carmen Draghici est une femme passionnée. Elle le raconte avec son accent légèrement chantant et ses yeux noirs, ardents.

C'est en 1992 qu'elle quitte la Roumanie pour suivre son mari en Belgique. Après un bref arrêt à Evere, le couple s'établit à Lessines pendant sept ans. Très vite, Carmen ressent combien ses racines lui manquent, malgré sa bonne intégration et sa connaissance fleurie du

français – elle enseignait naguère cette langue dans un lycée roumain. *“Quand on perd ses racines, on perd son équilibre. J'ai pensé que les autres membres de la communauté roumaine et des pays de l'Est en général pouvaient éprouver le même sentiment. C'est ce qui m'a poussée à fonder la maison culturelle belgo-roumaine.”* Carmen est une fonceuse. Elle surmonte les difficultés administratives et trouve pas mal de soutien à son projet auprès de la province du Hainaut et de la ville de Lessines. En 1998, le bourgmestre lui lance: *“Carmen, la ville est trop petite pour toi!”* Ni une, ni deux, la voici à Bruxelles avec famille et projets plein les bagages.

D'abord à la recherche de ses racines roumaines en tant qu'expatriée, au fil

de ses expériences et de ses rencontres, Carmen s'est complètement ancrée dans la réalité bruxelloise sociale et dans son tissu associatif. *“Quand je suis arrivée à Bruxelles, je me suis rendu compte que la situation était tout à fait différente. Face aux besoins sociaux, je ne pouvais pas rester attachée à la défense de ma culture qui apportait une réponse uniquement à une petite partie de la communauté roumaine. Aujourd'hui, nous nous adressons à un public beaucoup plus large: les roumanophones, c'est-à-dire tous ceux et celles qui parlent la langue roumaine, les Moldaves, les Ukrainiens et aussi les minorités de Roumanie comme les communautés tzigane, juive, allemande. Bref, toutes les communautés qui vivent en Roumanie ou aux alentours et qui ont tissé un lien avec la langue et la culture roumaines.”*

Sous l'impulsion de sa coordinatrice, Arthis vise résolument l'action sociale: médiation interculturelle, traductions pour des personnes qui ne parlent aucune langue du pays, rencontres conviviales, cours de langue et d'alphabétisation spécifiques pour des personnes provenant des pays de l'ex-Union soviétique qui ignorent l'alphabet latin mais aussi pour des personnes peu ou pas scolarisées. Ensuite reste bien sûr la partie artistique. S'ajoute aussi le groupe de réflexion sur les femmes tziganes. *“Ce groupe est formidable! Beaucoup de gens portent un regard négatif sur cette communauté. Nous voulons positiver son image, montrer que cette culture est profondément européenne. Il faut non seulement œuvrer pour que cette culture soit davantage connue mais aussi donner la possibilité aux femmes de s'émanciper. La femme est porteuse de messages dans la famille. Si elle n'a pas souvent les mêmes droits que l'homme, elle représente néanmoins le pilier de l'éducation des enfants. Nous avons fait d'elle une messagère vers sa propre communauté, sa propre famille*

élargie.” Ce groupe de réflexion travaille ainsi sur des thèmes d'intérêt général comme la propreté, le droit du travail et la manière de trouver un emploi, la gestion des tâches ménagères, l'intégration de ces femmes dans un circuit social qui pourrait leur offrir une certaine autonomie. Carmen est très sensible aux droits de la femme. Depuis quatre ans, Arthis organise le mois de la femme, en mars. En prolongeant une tradition roumaine – mars est le mois des cadeaux, symbolisant le passage de l'hiver au printemps, le mois où l'on honore les mères et les femmes – Carmen cherche à mettre en valeur les femmes qui se battent pour leurs droits.

Militante dans le milieu associatif? *“Je serais plus modeste. Je ne m'appellerais pas militante mais plutôt passionnée par ce que je fais. C'est la passion qui nous pousse à aller jusqu'au bout, à regarder autour de nous, à nous mettre au service des autres, à tenter de trouver des solutions pour eux.”* Et si un projet n'obtient pas les subsides espérés, *“tant pis, on va quand même le faire par nos propres moyens. Quand on promet, on ne peut pas décevoir!”* ■

LOREDANA MARCHI

Ne pas exclure les hommes

Loredana Marchi est née en 1948. Après des études universitaires en Italie à Trieste, on lui propose de donner durant deux ans des cours d'italien à Liège à des enfants issus de cette communauté. À cette époque, elle est active au CASI-UO, mouvement italien d'éducation populaire.

Avec d'autres, elle crée en 1979 Cittadenanza Migrante à Laeken, association italienne. Elle développe ensuite un travail avec des femmes au sein de l'association néerlandophone, le Foyer, une maison de jeunes de la commune de Molenbeek. Elle coordonne aussi la maison d'accueil pour femmes Dar El Hamal ("La maison de l'espoir") de 1979 à 1989.

Au départ, Loredana ne connaît pas la population musulmane issue du Maroc qui habite la commune. Pendant une année elle entreprend un travail de contact par des visites à domicile auprès d'une centaine de familles des enfants et des jeunes qui fréquentent l'association. Le but de l'entreprise: inclure les femmes dans l'association et leur faire prendre conscience du rôle déterminant qu'elles ont à jouer dans le processus d'intégration sociale de la famille.

Pour Loredana Marchi, les femmes immigrées marocaines analphabètes doivent sortir de leur isolement psychologique et social pour devenir un levier d'émancipation sociale pour leur famille. Ce sont elles qui transmettent les valeurs culturelles et incarnent un espoir de changement. Or, ce changement ne peut être possible que par l'éducation de la femme. Son rôle dans le processus de changement doit être valorisé à travers une approche collective; c'est ce que le Foyer tente de faire depuis 25 ans.

Dès le début, elle constate un fossé grandissant entre les enfants, scolarisés dans une langue et une culture différentes, et les mères qui sont les seules à transmettre leur culture et leur langue. Cette rupture de communication entre deux générations a été à l'origine, selon Loredana Marchi, de grandes difficultés d'intégration des jeunes de la deuxième génération. Elle observe que ces femmes maghrébines sont les premières victimes de l'immigration et pourtant, c'est sur elles que reposent tous les espoirs de mobilité sociale des membres de la famille.

En 25 ans, beaucoup d'associations travaillant avec des femmes ont vu le jour. Le public a changé, les femmes ne sont plus les mêmes, mais les problèmes demeurent. On n'a toujours pas réglé les questions d'inégalité hommes-femmes au niveau du travail, du statut social même si les femmes sont de plus en plus présentes dans les différents secteurs de la société.

"Féministe peut-être, mais pas extrémiste", nous précise Loredana. Il ne faut pas exclure l'homme car il l'a été bien trop longtemps, et des problèmes rejaillissent aujourd'hui à cause de ce rejet.

Au Foyer, dont elle est la coordinatrice générale depuis 1989, les principes d'actions sont empruntés à ceux de l'école de Paolo Freire. Chacun est en même temps enseignant et enseigné; c'est ainsi que toute femme, même analphabète, détient un patrimoine culturel à même d'être mis en valeur et transmis. Certaines femmes berbères analphabètes ont donné des cours de tissage à des femmes occidentales. Par cette approche de partage de savoir, l'association a mis sur pied le

projet “Abeilles Reines”. Les Hadjas (femmes mûres mariées et parfois veuves, qui détiennent un statut irréprochable dans la communauté musulmane, certaines ayant accompli le pèlerinage à La Mecque) ont une place très importante au sein du Foyer. Elles initient des changements et savent provoquer chez les jeunes filles et les femmes une réelle prise de conscience du rôle qu’elles ont à jouer dans l’éducation.

En 25 ans, l’association a su donner une juste place à l’action collective, permettre le développement de synergies et la mise en œuvre de stratégies pour faire émerger les forces vives présentes au sein des différents groupes de femmes pour accéder à une vraie citoyenneté. Cela à travers un travail de conscientisation. Par exemple, à l’approche des élections, l’association organise des rencontres d’élus politiques ou de candidats des différents partis de la majorité, une visite de la maison communale ou encore une sensibilisation à l’environnement politique de la Belgique.

Il y a quinze ans, Dar El Amal a commencé à donner des cours théoriques pour le permis B. Ainsi, de nombreuses femmes ont pu dépasser leur problème de mobilité et choisir d’inscrire leurs enfants dans des écoles plus éloignées et plus performantes, plus à même d’amener les enfants à acquérir des savoirs de base valorisants que l’école du quartier qui concentre beaucoup de problématiques sociales se substituant aux apprentissages de base. Néanmoins, il reste un travail de communication à établir entre l’école et les familles issues de l’immigration car ces dernières en ont longtemps été exclues.

À travers différents secteurs d’activités (la maison de jeunes, la maison de femmes Dar El Amal, l’accueil extra scolaire pour les enfants, le secteur sportif, les services de médiation culturelle, le service social,

le service de consultation de nourrissons reconnu par l’ONE, le secteur de travail avec les primo-arrivants), le Foyer développe un travail communautaire.

“Notre société civile doit donner de plus en plus de place à la femme et celle-ci doit aussi la prendre”. Dans ce dessein, l’éducation des femmes est primordiale. C’est ainsi que chaque année, 200 femmes sont accueillies au Foyer dans quatre groupes (base, citoyenneté, primo-arrivants, temps libre).

Le défi majeur qui se pose à Loredana Marchi, c’est l’avenir: *“La société change, certaines recettes du passé peuvent être utiles pour les nouvelles migrations et pour les femmes surtout, mais il faut éviter de tomber dans la routine et continuellement s’adapter aux nouveaux défis. Concernant les quartiers populaires, il faudra casser l’aspect ghetto. Le rapprochement des communautés reste difficile dans cette commune car nous avons principalement affaire à une seule culture et c’est là un nouvel obstacle à surmonter.”* ■

NADIA EL MOUDEN

J'ai trouvé mon bonheur!

Au départ, Nadia El Mouden ne voulait pas spécialement témoigner de son expérience professionnelle et de son engagement social. Trop jeune, disait-elle, pas assez de bouteille! Pourtant, à 26 ans, elle a déjà vécu beaucoup d'aventures dans le champ social. Sa corde sensible pour une société plus égalitaire remonte très loin: *du fond de mon enfance*. En effet, Nadia a reçu une éducation égalitaire, les consignes à la maison étaient les mêmes pour les garçons comme pour les filles. *Les injustices que je voyais autour de moi, à l'école, dans le voisinage, en vacances au Maroc, dans ma famille même, m'ont toujours révoltée. Je lance souvent des débats dans la famille ou avec mes amis. Par exemple, en secondaire, certaines de mes amies étaient persuadées qu'elles n'étaient pas obligées de réussir leurs études. Selon elles, l'échec n'était pas grave puisque, de toutes façons, elles allaient trouver un mari qui aurait une "situation". Je trouvais ce raisonnement insensé! Il n'y a aucune raison d'être dépendante d'un mari, et la réussite sociale n'est pas fonction du sexe.* Sur la question de l'égalité entre hommes et femmes, Nadia a son opinion: *"Les filles entretiennent certaines inégalités et les garçons profitent de certaines situations. C'est un cercle vicieux"*. Nadia va s'y attaquer!

D'abord lancée dans des études de médecine, Nadia se retrouve dans une école pour assistantes sociales, un peu par hasard et surtout poussée par ses amis qui la voyaient parfaitement dans le social. *Tu vas voir, ça va te plaire! Tu sais écouter, tu es souvent notre confidente*, lui ont-ils dit pour la convaincre. Nadia accomplit une série de stages déterminants pour renforcer sa motivation. Le premier a lieu au Bureau d'information et de prévention à Molenbeek où elle

prend en charge la permanence sociale. *J'apportais une aide et une orientation qui peuvent paraître banales mais qui comptaient beaucoup pour des personnes isolées et parfois analphabètes. Des personnes venaient parler pour déverser leurs angoisses, leurs problèmes. Ce travail d'écoute m'a marquée.* De fait, elle y prend goût, comme l'avaient si bien prévu ses amis. Aider une personne, c'est être à l'écoute, dédramatiser mais aussi reconnaître sa souffrance.

Autre stage, même travail: défendre des personnes qui n'ont pas conscience de leurs droits. Cette fois, Nadia se retrouve chez Medias Femmes International, une association à Schaerbeek où elle soutient des femmes qui subissent des maltraitements physiques et morales. Une simple information peut changer leur vie, une simple écoute peut les décharger de leur stress et les remettre d'aplomb. Mais le métier n'est pas si facile, *parce qu'on reçoit toutes les ondes négatives des personnes. Pour se protéger, il faut entreprendre un travail sur soi-même, faire la part des choses entre vie privée et vie professionnelle. Il faut surtout faire abstraction de ses propres valeurs, de sa propre logique, de sa propre grille de références qui ne sont jamais les mêmes que celles de son interlocuteur, quand bien même il serait de la même origine sociale, culturelle ou culturelle.*

Nadia se souvient d'un autre stage réalisé au Caria, une association pour femmes et enfants dans le quartier des Marolles. Le public est principalement de la même origine qu'elle. *J'ai découvert que ces mamans maghrébines pouvaient avoir une vie sociale! J'avais d'elles une image de la femme au foyer. Je n'imaginai pas qu'il existait des structures qui leur proposent de visiter des musées ou d'apprendre à lire et*

écrire, même à cinquante ans. S'épanouir par la culture les aide dans leur quotidien, les rend plus autonomes.

Les yeux de Nadia n'arrêtent pas de s'ouvrir sur la misère sociale à Bruxelles, mais aussi sur tous les projets en place pour construire une société plus juste. Plus tard, elle découvre le revers de son quartier, celui de la délinquance et du vandalisme. Elle décide de lancer un projet pour enrayer le décrochage scolaire des jeunes, en impliquant enseignants, étudiants et parents. Dur dur!

De stage en stage, diplôme en poche, elle décroche son premier contrat à Jeunesse maghrébine en avril 2004. Elle y reçoit les jeunes en difficulté scolaire ou familiale. Elle porte aussi un projet dont l'objectif est de sensibiliser et d'informer les hommes et les femmes de toutes générations sur la dimension genre, en partant de la réforme du Code de la famille au Maroc qui tend vers plus d'égalité dans le couple. *Avec ce projet "Les saveurs de l'égalité", j'ai trouvé mon bonheur! ■*

NAMUR CORAL

Une machine à sens

Namur Coral est une femme active. Dès le début de l'entretien, nous sommes interrompus par un coup de fil; elle expédie l'affaire très vite.

A la question: *"parlez-moi de votre militantisme"*, elle répond qu'elle ne se définit pas d'emblée comme une militante. *"Êtes-vous alors une femme mûre?"* Elle me lance: *"Je suis immature à mort!"*. Le ton est donné.

Namur est chilienne, une origine très lourde de sens. Elle est issue de la petite bourgeoisie intellectuelle de gauche (père avocat, socialiste; mère enseignante). Elle est née dans une petite ville agricole du sud du Chili où les propriétaires terriens, secteur auquel elle appartient par les origines de sa mère, constituent la classe dominante. Mais elle va, déjà dans sa jeunesse, se démarquer de ce milieu.

D'emblée elle m'interpelle: *"Connais-tu l'histoire du Chili?"* Un timide non va l'amener à me donner une vision poétique et tellement chargée de sens

de l'histoire du pays des années 60-70. C'est le Chili des mouvements populaires, une période de forte mobilisation sociale, d'espoir de changement avec l'arrivée d'Allende au pouvoir, président élu démocratiquement.

Namur prend une part active à ces changements qui s'annoncent difficiles mais nécessaires pour tout un peuple. Elle sera impliquée à la fois dans les mouvements estudiantins et comme membre de partis populaires. Elle s'intéresse de très près à la politique, une politique de gauche socialiste qui met l'être humain au centre et qui se bat pour des idées fortes, mobilisatrices même si elle, à cette époque, n'en maîtrise pas tous les enjeux et les contours. Cet engagement se révèle quand, après avoir suivi des études de journalisme, elle commence à travailler comme employée dans une usine de Los Angeles, sa ville natale, et où elle découvre le mouvement syndical. Puis à Santiago, à travers ses études à la faculté universitaire de travail social, elle participe au mouvement

d'éducation populaire (Paolo Freire). Elle rencontre des personnes qui la marqueront et développeront son sens de l'engagement socio-politique, renforcé par un contexte d'injustice sociale. Cette période coïncide avec son entrée au "Secrétariat privé de la Présidence de la République" où elle travaillera trois ans, parallèlement à ses études en travail social. Sa prise de conscience et son engagement avec la cause populaire vont croître à la mesure du contexte qui l'entoure.

Puis survient le drame. Le coup d'Etat pour certains, les intérêts stratégiques pour d'autres. Namur, fonctionnaire au secrétariat de la présidence, militante dans les quartiers populaires et dans des usines, doit s'exiler en juin 1974. Elle vit cet exil comme un passage douloureux et violent. Elle va le sublimer, en faire un nouvel engagement par son investissement hors du commun au collectif COLAT (Collectif latino-américain de travail psychosocial, devenu aujourd'hui l'association Exil).

À son arrivée en Belgique, Namur poursuit des études de psychologie à l'Université catholique de Louvain-la-Neuve où elle fera la connaissance de son futur mari, avec lequel elle a un enfant occupé aujourd'hui à ses études universitaires. Cette nouvelle formation sera mise à profit durant plusieurs années de son engagement dans le collectif fondé par Jorge Barudy, médecin psychiatre, lui-même exilé chilien engagé dans des mouvements populaires au Chili. Le collectif s'inspire, entre autres, du courant de l'antipsychiatrie, présente à ce moment en Europe, et constitue surtout un espace de cristallisation des réponses que la propre communauté donne à ses problèmes de santé. À travers le collectif, Namur s'attelle avec d'autres compatriotes et des Belges à apporter un soutien psychologique aux exilés latino-américains qui, comme

elle, ont traversé des périodes difficiles. Il s'agissait de "s'intégrer critiquelement" à la société d'accueil et de lutter pour que les exilés trouvent une place dans la société, tout en gardant ses valeurs et principes; il fallait contribuer à l'organisation des exilés. Ne pas rester seul était le principe de base. Les actions menées aideront à soutenir des groupes d'enfants, des familles exilées, à mieux faire comprendre leur histoire et à donner un sens à leur parcours d'exil.

Ainsi Namur continuera à s'organiser avec d'autres autour des partis politiques en exil et en contact avec les personnes à l'intérieur du pays. C'est à cette période qu'elle prend conscience et réfléchit à la problématique des femmes. Ces femmes qui réussissent à s'en sortir grâce à un soutien mutuel. Namur participe à des groupes, dont le COMUCHE (collectif de femmes chiliennes en exil) qui apporte un soutien aux femmes prisonnières politiques du Chili par des récoltes de fonds et des actions de sensibilisation sur la condition des femmes. Elle sera ensuite contactée par l'asbl ITECO, active dans la coopération au développement entre le Nord et le Sud, où elle accepte de travailler. Désormais son engagement sera plus professionnel et moins politique. C'est là un tournant pour elle, le contexte social prend le dessus, même si elle considère que ce qu'elle fait a un sens politique.

Namur explique que cette évolution s'inscrit dans une quête de construction de sens, "une machine à sens" comme elle dit. ITECO, où elle reste vingt ans, lui permet de valoriser ses connaissances et son histoire d'ailleurs. Durant cette période, elle demeure proche des femmes latino-américaines et, avec d'autres femmes, elle sera à la base de la création du Monde selon les femmes, ONG qui soutient les pratiques garantissant

l'égalité entre femmes et hommes, et les réseaux de femmes Sud-Nord.

Mais quelque chose lui manque. Cette journaliste et travailleuse sociale de formation est aussi psychologue. C'est ainsi qu'il y a quatre ans, elle décide de s'engager à mi-temps au Méridien, maison médicale axée sur le travail communautaire, où elle est en contact avec des femmes des quartiers populaires de

Saint-Josse-ten-Noode dont l'histoire et les problématiques s'apparentent très fort à ceux des mouvements populaires de son pays et à ceux des exilés.

Dans son parcours hors du commun, la boucle est ainsi bouclée. Notre entretien se clôture sur un nouvel appel téléphonique et un départ en trombe... Sacrée personnalité! ■

NURAN ÇİÇEKÇİLER

Parce qu'on ne peut pas rester spectatrice

Agée de 52 ans, Nuran Çiçekçiler est une femme de volonté. Militante associative, engagée de longue date dans la lutte contre l'échec scolaire et les injustices sociales. Cette psychologue de formation marie son souci de la prise en compte de l'individu dans sa globalité à celui d'une remobilisation collective, pierre d'angle d'une action sociale cohérente et porteuse.

Arrivée en Belgique à la fin des années soixante à l'âge de 16 ans, Nuran est originaire de Bandırma, dans le nord-ouest de la Turquie. C'est la fille aînée d'une famille de trois enfants. Son père est fonctionnaire au Ministère des Affaires étrangères turc. Elle est amenée à de multiples déplacements jusqu'en 1969, date à laquelle la famille décide de s'installer en Belgique.

Nuran ne parle pas le français mais, après trois années d'études secondaires à l'Athénée d'Uccle, elle poursuit des études universitaires en psychologie à l'ULB qu'elle réussit sans difficulté.

C'est au cours de ses études universitaires que Nuran est doublement confrontée

à la question de l'échec scolaire des enfants de familles immigrées. D'une part, elle vit dans le quartier des Marolles au cœur de Bruxelles. Ce quartier, qui compte une population importante d'origine étrangère, a une longue tradition d'accueil en faveur de ceux que la société a "rejetés". D'autre part, elle est littéralement choquée de découvrir, sur les différents lieux de stage choisis dans la commune de Schaerbeek, l'étendue des difficultés rencontrées par les enfants d'origine immigrée. Il faut dire que dans le courant des années 60, les enfants immigrés ont afflué vers les écoles au sein desquelles aucun programme spécifique n'avait été mis en place. Certains de ces jeunes se sont ainsi retrouvés en échec scolaire, passage constituant souvent la première étape d'un décrochage social en spirale. Elle décide dès lors de s'orienter vers la psychopédagogie et essaye d'explorer les diverses possibilités de soutenir ces jeunes, convaincue que l'échec scolaire n'est pas synonyme d'"incapacités".

C'est en 1977 que Nuran décroche son premier emploi à l'APAJI, après y avoir effectué un stage. L'APAJI a comme objectif de départ de soutenir et de former

les enfants de migrants ne parlant pas le français, ne pouvant pas intégrer l'enseignement secondaire, n'étant plus en obligation scolaire et dont personne ne veut. L'association est à ce moment-là sans statuts ; elle participe à la création du projet pédagogique et à la recherche des financements, aux côtés d'autres membres fondateurs issus du MRAX, du Conseil consultatif des immigrés de Saint-Josse et des enseignants.

Parallèlement à sa vie professionnelle, Nuran s'engage activement dans son quartier. Elle participe à la création des Ateliers populaires, centre d'expression et de créativité, qui compte aujourd'hui trente ans d'existence.

C'est avec tendresse que Nuran évoque son plaisir toujours renouvelé au cours des quinze ans passés au sein de l'APAJI, du travail réalisé et des découvertes en tous genres partagées avec les nombreux stagiaires ayant fréquenté le centre.

En 1992, Nuran quitte l'APAJI pour rejoindre l'équipe du Groupe Santé Josaphat où l'attend une nouvelle aventure en tant que psychologue. Cette "nouvelle" fonction dans un cadre différent lui demande de se repositionner puisqu'il s'agit, entre autres, d'un travail plus individuel et de type plus "psychologique". Ce nouveau cadre lui permet néanmoins de continuer à soutenir des projets plus collectifs qu'elle considère indispensables, car comme elle le souligne si bien : *"Je trouve que face à certaines conditions de vie, à des situations qui créent l'exclusion et la souffrance, on ne peut pas rester spectatrice"*. Tous les projets qui peuvent remobiliser les énergies l'intéressent et c'est en réseau que le travail s'accomplit, en collaboration avec le tissu associatif schaarbeekois plutôt "fort" et bien développé qu'elle a intégré depuis ses débuts.

Le Groupe Santé Josaphat est au départ une maison médicale. Mais petit à petit, en fonction des demandes du public, il s'est progressivement tourné vers le planning familial et un travail spécifique avec les femmes et, par extension, avec les familles. Dès le début, le projet de l'association est centré sur le quartier et sa population, sur le réseau associatif et les habitants.

Le premier projet collectif auquel elle participe est la création d'une halte garderie, "Les amis d'Aladin", structure créée afin de soutenir les mamans en processus de réinsertion sociale et professionnelle et confrontées à des difficultés familiales. D'autres projets suivront, dont la participation à la création de l'"Atelier des petits pas" ou encore de "La Maison Rue Verte", lieu de post crise où les femmes ayant subi des violences conjugales peuvent construire un projet de réinsertion sociale, familiale et professionnelle.

Divers projets d'accompagnement aux familles au sein d'associations comme "La Maison des enfants" sont en cours avec toujours en arrière-plan cette idée de "reliance" à développer, de liens à construire, de réseau à remobiliser ou à recréer permettant de sortir des conditions de précarité et d'isolement.

Le dernier-né est la réalisation en cours d'un documentaire traitant la question des mariages entre jeunes Turcs de Belgique et du pays d'origine.

C'est en termes non seulement de compétence professionnelle mais également de ressources financières que l'accompagnement aux projets est proposé. On peut presque parler d'une tradition qui se perpétue puisque le Groupe santé Josaphat a lui-même été soutenu financièrement par le centre de santé mentale "La Gerbe".

Aujourd'hui, le bilan est positif; Nuran est fière du travail accompli et du chemin parcouru. Néanmoins, elle s'interroge sur ce qu'est devenu le champ de l'action sociale et estime qu'une réflexion de fond est à mener. ■

RENEE MOUSSET

Quand on écoute Renée Mousset, Présidente de l'Union des Femmes palestiniennes en Belgique, nous parler de son parcours personnel de militante "tout-terrain", on ne s'étonne pas trop que la presse l'ait déjà sollicitée. Pour elle, une seule raison motive son action: la lutte contre l'injustice ou... pour la justice.

> A quel âge avez-vous commencé à vous engager et pour quelle cause ?

Pendant la grande grève de 1960-61, alors que j'étais adolescente, mon école avait interdit aux élèves de quitter l'établissement pour soutenir les grévistes. Malgré cela, je suis sortie. A la fin de la grève, au cours de néerlandais, la prof décide de faire une interrogation orale sur le cours dispensé – durant lequel j'avais quitté l'école –, et, comme par hasard, de m'interroger. Je lui ai dit que je pouvais répondre sur la partie du cours que j'avais suivie mais pas sur la suite. Celle-ci m'a alors dit: "Je vous plains déjà d'avoir des attitudes politiques aussi tranchées à votre âge", en faisant référence à mon choix de soutenir la grève des travailleurs. Très poliment mais fermement, je lui ai répondu que si l'engagement ne vient pas maintenant, à mon âge, eh bien il ne viendra jamais, comme dans son cas. Je m'attendais à une réponse tranchante et je fus surprise de l'entendre dire que j'étais déjà très mature !

> Quelle entrée en matière !

Il faut dire que j'avais vécu un certain nombre d'expériences atypiques dans mon enfance. Je viens en effet d'une famille très militante. Mon arrière-grand-père est mort fusillé par les Allemands pendant la Première Guerre mondiale alors qu'il travaillait pour les services secrets britanniques. Mon grand-père et mon père étaient militants communistes. Dans les années trente, le premier fut l'un des seuls fonctionnaires révoqués par la fonction publique pour ses activités dans le Parti communiste. Après la guerre 40-45, il sera réhabilité et redeviendra fonctionnaire pour service rendu à la patrie. Mon père, lui, est rentré dans la résistance à 16 ans. Il milita avec conviction pour le Parti communiste et développa avec d'autres les amitiés belgo-soviétiques. Il devint délégué syndical et gravit les échelons de l'appareil où il termina sa carrière comme secrétaire général de la CGSP.

> Et vous, pendant ce temps-là, sur quel front vous battiez-vous ?

Suite aux événements de mai 68, j'ai participé, à Liège, à la création de la section des étudiants à la FGTB. Je faisais alors des études d'assistante sociale. En 1970, j'ai commencé ma carrière professionnelle comme inspecteur du travail. En 1975, je deviens

responsable “Femmes” à la FGTB, j’y suis restée pendant deux ans. J’étais également formatrice à la Fondation André Renard ainsi qu’à la centrale des métallos de la FGTB. Et, en 1985, je suis devenue secrétaire nationale du secteur “ministère” à la CGSP, une fonction que j’ai exercée pendant 11 ans.

> *Pourquoi militer en faveur de la cause palestinienne alors que rien ne vous y prédestinait ?*

En effet, je suis Belge. Le fondement de mes engagements, c’est la lutte contre l’injustice, où qu’elle soit et quelle que soit sa forme. Or, à cette époque, il m’est alors apparu clair que le peuple palestinien concentrait sur lui une somme d’injustices. Plus tard, mon engagement me permettra de rencontrer un militant palestinien, que j’épouserai ensuite.

> *Que viennent chercher les femmes palestiniennes qui participent à la vie de votre association ?*

La communauté palestinienne de Belgique est très dispersée et peu nombreuse. C’est donc un endroit où elles peuvent se retrouver, pour sauvegarder l’histoire, le devoir de mémoire, pour soutenir le combat des Palestiniens pour leurs droits et partager leur expérience de vie en Belgique. Le “en Belgique”, et non “de Belgique”, à la fin du nom de l’association a aussi toute son importance. Toutes ces femmes ont de la famille, proche ou lointaine, en Palestine. Là-bas, comme dans les camps de réfugiés, l’une des activités des groupes de femmes réunies dans des mouvements de défense du peuple palestinien c’est la broderie, qui à la fois représente la mémoire, mais est aussi une forme d’émancipation et de participation au mouvement de libération nationale. Par ailleurs, elle permet une activité économique. Enfin, je

voudrais dire que l’objectif de notre association n’est pas de durer éternellement puisque toutes voudraient un jour pouvoir retourner dans leur pays.

> *Existe-t-il une conscience féministe dans le chef de ces femmes ?*

Pas vraiment, en tout cas à première vue. C’est une chose dont il est dur de parler car ce n’est pas l’objectif de l’association. Nous sommes préoccupées par notre histoire. Chaque famille d’ici a de la famille au pays, dans des camps de réfugiés, et toutes ont subi des dommages collatéraux, voire ont des membres de leur famille en prison... Il faut dire aussi que les femmes palestiniennes d’ici ont d’autres responsabilités que celles qui vivent en Palestine ou dans des camps de réfugiés, en Jordanie ou au Liban. Là-bas, c’est une terre occupée par une armée, la population est encerclée, les maris et pères sont souvent humiliés, abattus, faits prisonniers, sont sans travail, les femmes doivent donc assumer, travailler, ramener de l’argent au foyer...

> *Avez-vous des contacts avec le monde associatif ou d’autres associations de femmes ?*

Depuis peu, nous menons de temps en temps des projets avec d’autres associations, comme récemment avec les Femmes en noir* et les Femmes prévoyantes socialistes dans le cadre de la journée de la Terre, une manifestation contre les spoliations de la terre des Palestiniens, qui s’est déroulée en Galilée. On commence à venir nous trouver. Et puis, bien entendu, nous avons des contacts privilégiés avec l’association belgo-palestinienne. Cela étant dit, j’ai parfois aussi l’impression qu’on croit que notre association fait de l’ombre à d’autres, alors que ce n’est pas du tout notre but !

Enfin, nous vivons grâce à des moyens très modiques. C'est un choix. Nous ne voulons pas être subsidiés, justement parce que notre association se veut libre et indépendante des institutions.

> *Pouvez-vous nous donner une leçon, parmi d'autres, que votre expérience vous a apprise ?*

Mon souci a toujours été de me concentrer sur les objectifs finaux des combats auxquels j'ai participé. Ce qui signifie, par exemple, qu'il vaut parfois mieux se taire que de crier haut et fort ou bien l'inverse. Qu'il faut s'habituer au rythme de vos partenaires de lutte. Ainsi, dans le

cadre d'un combat pour les Palestiniens, si j'ai parfois pensé qu'il fallait mener une action précise à un moment défini, puis que les Palestiniens me disaient que, pour eux, ce n'était pas une bonne idée, et bien je m'inclinai même si je n'étais pas d'accord. Cette militance m'a appris beaucoup sur la multiculturalité et m'a encore renforcée dans ma lutte contre le repli sur soi. Pour terminer, je voudrais citer le poète Mahmoud Darwish : "Nous souffrons d'un mal incurable qui s'appelle l'espoir". ■

* Il s'agit d'un groupement de femmes, aux ramifications internationales, dont les moteurs d'action sont : la paix, le féminisme et l'interculturalité.

CHRISTINE KULAKOWSKI

Aujourd'hui directrice du CBAI, Christine Kulakowski a toujours à ses côtés son parcours de militante du mouvement de l'université ouvrière. Elle y a trouvé un écho à son identité marquée du sceau de la "deuxième génération", qu'elle amplifie pour que le flambeau passe aux nouvelles migrations.

> *Quels sont les liens entre vos parcours professionnel et personnel ?*

Je suis d'origine polonaise, née ici de parents réfugiés politiques après la Seconde Guerre mondiale. Je n'ai opté pour la nationalité belge qu'à 16 ans, et me vivais jusqu'alors "réfugiée politique d'origine polonaise". Dans les années 70, je rencontraï le centre d'action italien de l'université ouvrière, le Casi, qui tenait un discours en terme de première et deuxième générations de migrants. La première ayant une histoire de départ, alors que la deuxième était héritière de ses parents, tout en ayant ses qualités propres. Etant

de cette deuxième génération, j'ai commencé à militer au Casi, où j'ai longtemps donné cours pour les personnes de la deuxième génération, à l'époque ouvrières encore. Dans les années 80, dans cette mouvance, j'ai participé à la naissance du centre espagnol de formation et d'action université ouvrière, le Cefa. Le Casi et le Cefa ont (car ils existent toujours) la particularité de mettre l'accent sur l'appartenance de classe et une appartenance culturelle différente. De cette militance ont découlé mes choix professionnels. J'ai décidé de travailler à la commission française de la culture (l'actuelle Cocof), qui voulait mettre en place quelque chose de pionnier à l'époque : un service de soutien aux associations de migrants, au sein du service d'éducation permanente. On octroyait des subsides aux associations de migrants. C'était l'époque où elles étaient groupées au sein du Comité de liaison des organisations de travailleurs immigrés. Parallèlement est né en 1981 le Centre structurel des immigrés de Bruxelles, le

futur CBAI, que je rejoignis en 1984.

> En quoi votre expérience personnelle de femme s'étant longtemps vécue comme réfugiée a marqué votre travail ?

J'ai choisi de soutenir des associations qui ont été pionnières dans le fait de parler du caractère structurel de l'immigration, de l'identité spécifique de la deuxième génération, de revendiquer une place et une égalité de traitement entre les personnes issues de l'immigration et les belges autochtones. J'ai fait cela à partir de mon origine et de mon histoire, mais pas enfermée dans ma communauté. J'ai toujours constaté que ma situation était une ressource pour construire des ponts entre les mondes. Je ne suis pas contre les associations d'une communauté, mais c'est pour moi toujours un tremplin vers d'autres. Cela dit, je suis quelquefois très en colère quand les pouvoirs publics ne les soutiennent pas parce que, directement, on taxe les associations de migrants de communautarisme. Les Belges font la même chose quand ils sont expatriés.

> En quoi les associations actuelles sont-elles héritières de ces mouvances des années 70 et 80 ?

Les immigrations organisées à l'époque étaient surtout italiennes et espagnoles, puis assez vite marocaines et turques, avec des mouvements assez politisés. A côté sont nées des associations de deuxième génération, sur le modèle du Casi et du Cefa. Il y a eu des passages. Mais par la suite une coupure s'est installée.

> A quoi est due cette coupure ?

Les mouvements occasionnés par les migrations antérieures sont partis de groupes sociaux qui avaient des liens

entre eux. Tandis qu'en ce qui concerne l'immigration subsaharienne et de l'Est, j'ai l'impression qu'il n'y avait pas d'histoire commune entre les gens. En même temps, du côté des nouvelles migrations, il y a peu de connaissance de l'existence de l'organisation des anciennes migrations. Le passage semble se faire seulement maintenant, au moment sans doute où les associations elles-mêmes sortent d'une certaine survie.

> Quelle est la place particulière des femmes dans ce travail ?

On assiste indéniablement à une féminisation de l'immigration. Dans les années 70 ou 80, les associations de migrantes n'existaient pas. Une des premières nées était la Voix des femmes, créée par des femmes de la deuxième génération d'origine turque et marocaine, qui avaient des choses à dire par rapport à leur pays d'origine, à la place qu'on leur y accordait et celle qu'elles avaient dans l'immigration.

> Quelle réalisation vous procure le plus de fierté ?

La formation d'animateur en milieu interculturel, très tôt mise sur pied avec l'idée que l'immigration serait structurée et qu'elle aurait besoin de cadres. On disait que "les porteurs de problèmes sont porteurs de solutions". Cette formation existe toujours. Le CBAI est un des premiers endroits où on a travaillé l'interculturalité dans le groupe même (par son hétérogénéité en origine, genre et milieu) et non comme objet intellectuel. ■

ASTÉRIE MUKARWEBEYA

Astérie Mukarwebeya fait partie de l'Union des femmes africaines. Originaire du Rwanda, où règne une culture du non-dit, elle planche sur les possibilités de médiation au sein et en dehors des communautés africaines. Un énième rôle pour la femme.

> Comment s'est dessiné votre parcours dans l'associatif ?

En lien avec mon parcours personnel. Je suis arrivée en Belgique en 1984, à 21 ans, m'étant mariée avec un Belge au Rwanda. J'étais assistante sociale, mais mon diplôme n'était pas reconnu. Comme je ne voulais pas être dépendante de mon mari, j'ai entamé des formations, et trouvé du travail en 1989. Après avoir travaillé dans divers secteurs, j'entrai fin 1995 au Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (CECLR). J'ai cependant connu beaucoup de problèmes, comme les autres migrants.

> Ces difficultés vous ont-elles motivée à choisir le secteur associatif ?

D'autant plus que je n'étais pas, à l'inverse de beaucoup, coincée par mon mari ou la peur d'affronter la société belge. Après 94, de plus en plus de Rwandais sont arrivés, que j'ai accompagnés. Je rencontrais alors des problèmes tout à fait différents de ceux que j'avais connus. Je n'avais, par exemple, pas eu de problème de nationalité pour accéder au travail, étant arrivée ici avec la nationalité belge du fait de mon mariage. En travaillant au CECLR, j'ai rencontré de plus en plus de nationalités et pris conscience du socle commun de problèmes que vivaient toutes ces personnes d'origines différentes mais toutes étrangères. Notamment face à l'accès à l'emploi, thème auquel je me

suis particulièrement intéressée. En 2001, nous avons créé une association pour la reconnaissance des diplômes d'origine étrangère (qui regroupe 12 nationalités). La question de la femme y est régulièrement soulevée, car toutes nationalités confondues et quel que soit le niveau de diplôme, c'est elle qui travaille en premier lieu ici. Quel que soit l'emploi qu'elle avait au pays, c'est elle qui accepte de redevenir étudiante, de faire des travaux inférieurs à son niveau de diplôme, beaucoup plus facilement que son mari. Cela entraîne de nombreux problèmes au sein de la famille, mais aussi des problèmes de santé : beaucoup de femmes qui n'avaient auparavant pas dû faire d'efforts physiques, arrivées ici, font des travaux manuels difficiles qui entraînent des problèmes de santé en plus de les dévaloriser.

> Faut-il aborder l'intégration de manière distincte pour les hommes et les femmes ?

Ce serait dommage. Je fais, en plus de l'Union des femmes africaines, partie d'un groupe de femmes rwandaises sur ces questions d'intégration, pour valoriser le rôle de la femme comme médiatrice au sein et en dehors de la communauté. Nous voulons sortir des regroupements par région, ethnie, mouvance politique, et nous essayons de trouver des femmes qui peuvent passer d'une communauté à l'autre. D'un côté, il faut des groupes où les femmes se sentent bien à l'aise, d'où l'importance de groupe de femmes. Mais on ne peut pas pour autant scinder, car on reste conditionnés par la situation familiale du couple. Beaucoup de femmes ici deviennent chefs de famille, alors que leur mari est au chômage malgré un diplôme universitaire. C'est la femme qui reçoit les allocations familiales, elle qui a droit au crédit : les maris sont perdus.

Il y a beaucoup de violences au sein des couples de la communauté africaine, liés au fait que les hommes se rabattent sur la force physique. Les enfants sont dans une perte totale de repères. Au pays, leur père était un dieu, et ici il passe sa journée à regarder la télé, boire de la bière, il ne sait pas les aider à faire leurs devoirs car l'enfant revient par exemple avec des cours de néerlandais.

> *Quel est l'apport de ces associations dont vous faites partie sur cette question ?*

Elles ont été créées pour en parler. Aussi, il faut savoir que dans les communautés rwandaise et burundaise existe une culture du non-dit. Il y a de nombreux problèmes de violence que les services sociaux externes à la communauté n'arrivent pas, et n'arriveront pas à saisir si on ne les y aide pas. A l'Union des femmes africaines, nous voulons amener ce dialogue, tenir ce rôle de médiation.

MARTINE KAPITA KAMBA

Martine Kapita Kamba est coordinatrice de la formation en auxiliaire gériatrique au Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve. Elle œuvre ainsi à l'insertion professionnelle des femmes ici, tout en ne perdant pas de vue des formations qualifiantes pour un retour dans le pays d'origine.

> *Quel est votre parcours personnel ?*

Je suis arrivée en janvier 92 pour étudier. Au pays, j'étais chef de travaux à l'Institut pédagogique national, en tant que licenciée en pédagogie appliquée, spécialisée en géographie. Je suis venue ici pour faire une thèse en géographie, mais ce n'était pas facile avec 4 enfants. J'ai réalisé une

Nous voulons également faire la promotion de femmes qui réalisent des actions constructives. Car on se rend compte que dans l'exil, les femmes ont plus d'endurance. La femme a peut-être plus facile dans une situation migratoire parce qu'elle sait depuis petite qu'elle va partir ailleurs, et que sa famille sera celle qu'elle fondera avec le mari. Elle est éduquée dans cette idée qu'elle devra s'ancrer ailleurs.

> *Quel avenir souhaitez-vous pour le travail de ces associations ?*

Pour l'instant, nous devons encore trop faire du porte à porte pour rassembler les gens, qui sont encore regroupés autour de petites questions politiques, ou focalisés sur les liens au pays ou à la région d'origine. J'aimerais que cela change, et ce sont les femmes, valorisées et reconues, qui peuvent y contribuer. ■

maîtrise à l'ULB et ensuite entamé un DEA à l'UCL que j'ai malheureusement dû stopper. Pour subvenir à mes besoins, j'étais jobiste, notamment ici: je faisais les permanences d'accueil, le nettoyage. Mon mari était venu seul auparavant et il étudiait. Il fallait se débrouiller. L'article 15 (référence ironique à la Constitution de la République démocratique du Congo) est d'ailleurs celui que les hommes emploient le plus ici en évoquant leurs femmes: "Citoyens, débrouillez-vous!".

J'ai commencé à travailler au Collectif des femmes (créé en 1979) comme permanente. Ensuite, j'ai suivi une formation en alphabétisation pour adultes à l'association Lire et écrire. Notamment pour aider les parents face au regard

parfois perplexe de leurs enfants. Les parents n'ont souvent pas d'emploi, ou des revenus très bas, et leur image auprès de leurs enfants est ternie.

> *Quel est le public touché par le Collectif des femmes ?*

Le public est très variable, mais ce sont à 90% des femmes, à 80% étrangères. Il y a des femmes migrantes, des réfugiées, des demandeuses d'asile, des Belges... Pendant les vacances, nous recevons également des jeunes de moins de 25 ans, pour leur proposer des occupations. Nous avons d'ailleurs un Collectif des jeunes, de 6 à 18 ans, en majorité des Congolais, Rwandais, Belges, Burundais. Il y a par exemple beaucoup de Rwandaises, car ce sont des femmes seules qui ont perdu leur mari. Tout cela dans le cadre universitaire où nous évoluons à Louvain-la-neuve. Maintenant, il y a plus d'hommes seuls.

Nous sommes une quinzaine de contractuelles à y travailler et plus ou moins 30 bénévoles. Nous avons plusieurs subsides de la Région wallonne, la communauté française, le fonds social européen, le mécénat, la DGCD.

> *Que faites-vous exactement au Collectif ?*

Nous avons mis en place une formation qualifiante en auxiliaire gériatrique pour les femmes, qui est une formation réellement professionnalisante, et que je coordonne désormais. Sur 23 stagiaires, qui ont suivi l'année de cursus de l'année dernière (la première année!), 21 travaillent. Ce n'est d'ailleurs "que" pour des raisons de procédure de régularisation non encore abouties que deux ne travaillent pas encore. Les femmes qui suivent la formation ont entre 25 et 45 ans. Elles ont 420 heures de stage, dans une institution près de chez elles. Nous les Africains, avons un

grand respect pour la personne âgée. Lorsque vous venez d'un pays du Sud et que votre diplôme n'est pas reconnu, vous pouvez trouver du travail en tant qu'aide soignante.

> *Comment vivent ces femmes ?*

Très tristement, en vérité. Entre la réalité du secteur du travail et la misère, elles n'ont pas le choix. Et pour les hommes, le seul avantage qu'ils reçoivent est d'être "qualifiés" de docteurs, mais ils ne peuvent pour autant plus facilement trouver du travail.

> *Quelle place tient la mixité au Collectif des femmes ?*

Nous sommes à l'époque du genre, et il faut conjuguer. Il y a des hommes qui viennent chez nous, surtout pour suivre les cours dans le secteur PME que nous dispensons. Nous avons 2 hommes sur 22 stagiaires.

> *Comment ont évolué les missions du Collectif ?*

Tout ce que nous faisons est fonction des demandes des femmes, et elles deviennent de plus en plus gourmandes ! Au début, nous donnions des cours de français aux lusophones et anglophones. Nos services évoluent au gré du profil des étudiants, au gré des accords de coopération universitaire.

Nous donnions des cours de couture aux femmes, car quand elles arrivaient ici, le coût des vêtements, pour elles et leurs enfants, étaient trop élevés. De plus, au début, les femmes s'ennuyaient pendant que leur mari étudiait. Ensuite, nous avons donné des cours de cuisine, des formations informatiques, des formations à la création de Petites et Moyennes Entreprises, pour donner aux femmes une formation qui puissent les

aider à retourner au pays avec des compétences de gestion: comment élever des poulets, cultiver du bétail... Nous avons aussi des formations à la participation, des permanences pour les problèmes de violence intrafamiliale et conjugale, des groupes de paroles pour femmes séropositives...

> *Vous travaillez avec d'autres associations?*

Nous travaillons en réseau avec l'associatif, en partenariat avec les communes, l'université. La formation d'auxiliaire gériatrique est soutenue dans le cadre de l'Egalité des chances. Nous travaillons avec le réseau wallon de lutte contre la pauvreté, nous militons dans beaucoup de colloques. ■

PERVINE JAMIL

Pervine Jamil mène avec poigne et tendresse le Bureau de liaison kurde installé à Bruxelles. Cette liaison, avec l'associatif belge, s'est effritée ces dernières années, en fonction des aléas politiques des pays où est éclaté le leur: le Kurdistan.

> *Quelle influence votre parcours personnel a-t-il eu sur votre parcours professionnel?*

Je suis kurde de Syrie, originaire de Turquie que mes parents avaient pris la fuite à l'époque d'Atatürk pour s'installer au Kurdistan de Syrie et à Damas, où je suis née. J'étudiais la littérature française à l'université de Damas alors qu'on demandait des professeurs de français pour remplacer les Belges au Zaïre: c'était l'époque de la crise entre Mobutu et la Belgique. Je suis partie en 69 pour l'Afrique. J'y ai rencontré mon mari, un Belge. Lorsque l'insécurité grimpa en 75, nous sommes partis pour la Belgique.

> *Arrivée à Bruxelles, qu'avez-vous exercé comme métier?*

Ce n'était pas facile. En 76, j'ai commencé comme bénévole au MRAX, pour devenir permanente, jusqu'en 83. Je travaillais avec la population turque de Belgique,

puisque je connais le turc. Entre autres projets, nous avons travaillé dans les écoles communales de Saint-Josse sur l'enseignement de la langue maternelle pour les immigrés pendant les horaires scolaires. On voulait amener à l'école les parents qui ne parlaient pas français, grâce à la présence d'interprètes lors des réunions. En même temps, je travaillais pour les Kurdes. En 78 nous avons fondé une association avec les familles kurdes: l'Union des Travailleurs et Etudiants Kurdes en Belgique. Notre situation n'est pas tout à fait semblable à celle des autres immigrés qui ont un Etat. Pour cette raison, eux sont plus focalisés sur l'intégration en Belgique. En plus de ce volet, nous sommes focalisés sur les nouvelles du Kurdistan. C'est vital.

> *Quels sont vos liens avec l'associatif en Belgique?*

Auparavant, beaucoup d'associations, d'écoles, d'universités, de médias nous invitaient à parler des kurdes ici et dans le pays. Malheureusement ce qui se passe au Kurdistan a des répercussions immédiates ici. La lutte armée qu'avait commencée le KKK en Turquie a terni une image des Kurdes à la base positive liée à notre culture, notre langue. Elle s'est très vite dégradée ici, aussi parce qu'ils

manifestaient de façon spectaculaire devant le Parlement européen.

Qu'on le veuille ou non, les gens nous confondaient avec le KKK et les associations se sont petit à petit refroidies. Avec la guerre en Irak, on nous a vus comme les collaborateurs de l'Amérique.

Avec la diabolisation de l'Amérique, forcément il y a des répercussions sur les Kurdes. Pourtant nous ici ne sommes liés à aucun parti, kurde ou belge.

> *Quelles sont parmi vos activités celles dont vous êtes les plus fières ?*

Le fait que nous soyons utiles pour les gens, et pas seulement pour les Kurdes notamment pour les cours de français. Voir qu'au fur et à mesure ils progressent, commencent à pouvoir parler, s'exprimer ensemble. On demande à chacun de parler de son pays, de sa nourriture, de ses hobbies. C'est un travail fondamental de petits soldats. Mais nous avons peu de subsides. Les grandes associations qui ont pignon sur rue reçoivent beaucoup du Gouvernement et ce ne sont pas les associations "d'immigrés". La logique est sans doute fondée sur le fait qu'il y a trop de nationalités.

Les Turcs fréquentent les Turcs, les Marocains fréquentent les Marocains, les Kurdes fréquentent les Kurdes. Sur le plan individuel, certains se fréquentent, surtout ceux qui ont un niveau intellectuel plus élevé. C'est tout à fait normal. Ça choque beaucoup les Belges, mais est-ce que les

Belges se fréquentent, et les Européens ?

> *Avez-vous des activités communes avec l'associatif féminin ou féministe ?*

Pas d'une manière systématique. En tant que femme, peut-être que j'aurai dû le faire, mais au début la question kurde était très lourde à porter, et je n'avais tout simplement pas le temps. Dans nos activités il y a souvent des femmes et elles n'ont jamais exprimé le désir de se retrouver entre elles au niveau de l'association.

> *Les femmes kurdes ne vivent-elles pas les mêmes difficultés que les autres femmes immigrées ?*

Certainement, mais avec une certaine différence. Au Kurdistan comme en Belgique, les femmes kurdes sont relativement plus indépendantes et affirmées que leurs voisines turques, arabes, persanes. Mais, comme pour toutes les autres femmes, le fait qu'elles ne soient pas chez elles rend leurs père, frère ou mari plus méfiants. D'une part cette société leur offre des possibilités d'émancipation mais d'autre part, elles doivent être prudentes.

Ici, la communauté évolue différemment qu'au pays, elle est plus figée, en lien avec les conditions d'immigration. Un ouvrier qui vient ici travailler sera moins frustré que l'intellectuel qui perd tout statut. Et les femmes souffrent de cette perte de repères des hommes. ■

LUZ GARCIA

Luz Garcia est directrice du Sedif, le centre d'information et de formation sur l'Amérique latine. Combattante clandestine en Colombie, elle a tôt pris le chemin de l'exil et porté haut la voix

des migrants afin qu'un jour ils puissent être reconnus acteurs d'ici et de là-bas.

> *Où commence votre parcours de lutte ?*

A l'école des sœurs, en Colombie. Avec un groupe de filles nous partions dans les quartiers défavorisés faire de l'alphabétisation. J'avais 13 ans. Toute ma vie, j'ai travaillé dans les mouvements sociaux et le monde politique. À l'université, où j'étudiais la linguistique, j'étais déjà plus engagée politiquement : c'était la lutte clandestine, les partis d'extrême gauche, en plus du travail d'accompagnement des secteurs populaires. Ensuite, ce fut l'exil face aux dictatures, en 1986. J'étais la première femme colombienne réfugiée politique en Espagne reconnue par les Nations unies.

> Comment êtes-vous entrée en contact avec le travail des associations en Belgique ?

Tout d'abord, je suis venue à l'UCL pour poursuivre mes études de linguistique, et parce que Camillo Torres⁽²⁴⁾ y avait étudié. J'appartiens à cette génération d'exilés politiques latino-américains. Il y avait ces liens nostalgiques, idéalistes, politiques. Il n'y a pas ici de mouvements de quartier politiques, et l'associatif représentait pour nous le monde de la lutte populaire. Nous ne voulions pas de partis : nous pensions depuis longtemps qu'ils étaient des instruments de lutte politique restreints, parce que très peu participatifs. A l'époque, un mouvement existait à Louvain-la-Neuve qui travaillait avec les enfants d'étudiants étrangers. Nous avons fondé un atelier de travail avec ces enfants pour que, durant les quatre ou cinq années où ils resteraient, ils ne perdent pas la pratique de leur langue, aussi pour qu'ils s'intègrent. Ensuite, ce fut l'Amnistie en Colombie, et le retour au pays. J'ai commencé à enseigner à l'université Javeriana de Bogotá, et à reprendre mes contacts avec les luttes populaires, ce qui nous a menés à un deuxième exil, cette fois quasi définitif... Nous avons repris le travail ici, et nous sommes

organisés avec les autres Latino-américains. Nous avons mis sur pied des collectifs de travail en santé mentale avec l'Amérique latine. Aujourd'hui, cela s'appelle Exils et concerne tous les migrants. Nous sommes fiers d'avoir mis en place ces choses qui ont évolué.

> Comment a évolué le travail du Sedif ?

Son histoire est celle de la migration des réfugiés politiques. Nous avons d'ailleurs influencé le mouvement politique associatif en Belgique et sommes à l'initiative de comités d'appui contre la dictature au Chili, au Brésil, en Argentine. Dans les années 80, nous avons créé le Sedif à la Maison de l'Amérique latine. À l'origine, c'était un centre d'information, car à l'époque on recevait peu de nouvelles du sous-continent. C'était la lutte clandestine et nous avons créé des filières pour savoir ce que faisaient nos organisations et partis politiques de gauche. Dans les années 90, avec "l'installation de la démocratie en Amérique latine", la lutte a changé, et nous avons travaillé dans le champ de l'éducation au développement, dans une perspective plus large de changement, mais toujours concernant l'Amérique latine.

Le Sedif est alors devenu une ONG, la seule spécialisée sur l'Amérique latine créée par des migrants. Il y a une autre ONG créée par des migrants africains du côté flamand. Tout cela pour dire les difficultés qu'éprouvent les associations de migrants à se faire reconnaître dans ce pays. Pour l'instant, les associations sont vues comme des clichés touristiques : ils dansent la salsa, font de bons "empañadas" s'ils sont latinos, un merveilleux "saka saka" s'ils sont africains. Notre lutte

(24) Un ami guérillero de chez nous, prêtre de la bourgeoisie qui a tout quitté pour la lutte politique armée. Il a été tué au premier combat. Les résidences universitaires de Louvain s'appellent Camillo Torres.

est de montrer que nous sommes beaucoup plus que ça. Que nous sommes encore des acteurs de nos pays, mais aussi des acteurs d'ici, que nous avons là un rôle à jouer pour faire le pont entre les deux et faire véritablement connaître la situation politique et la culture de nos pays. Notre combat est que les migrants se placent comme acteurs politiques. Ils se rejoignent surtout par nationalité ici, et il n'existe pas de plate-forme qui regroupe les associations.

> *Quelles évolutions observez-vous des réalités des migrations actuelles?*

À l'époque où je suis arrivée, on ne parlait pas de réfugiés économiques, en tous cas pas concernant l'Amérique

latine. Les profils des migrants ont énormément changé. Cela ne concerne plus les mêmes classes sociales et les populations sont moins éduquées. Elles sont venues pour des raisons économiques et nourrissent peu de revendications politiques. On voit qu'à présent, concernant l'Amérique latine, ce sont surtout des Equatoriens qui arrivent, et l'on observe, là comme partout, une féminisation de la migration. Les emplois disponibles ici sont plus généralement des travaux domestiques, de ménage... Cela crée de nombreux problèmes, notamment au niveau familial, car beaucoup de femmes seules arrivent et ont une famille laissée au pays. ■

HONORINE LUSEKUMBAZA

Honorine Lusekumbaza est présidente de l'Association des femmes angolaises, qui vient de fermer ses portes... tout en continuant à passer par la fenêtre. Pour Honorine, les femmes africaines ont tout à gagner à s'allier aux autres, qu'elles/qu'ils soient.

> *Quelles difficultés avez-vous rencontrées en tant que femme migrante?*

Certainement la non reconnaissance de mes diplômes, que j'ai vécu comme une un déni de mes capacités intellectuelles par la Belgique. Mariée, mère de quatre enfants, je suis arrivée en Belgique en 1982, quittant l'Angola en guerre. Mon mari était arrivé en 81, comme réfugié politique. J'ai grandi comme réfugiée au Congo Kinshasa, où nous avons reçu l'enseignement des Belges! Après mes études de biochimie à Kinshasa, je suis allée au Congo Brazzaville où j'ai fait

une licence en psychologie. Mais quand je suis arrivée ici, j'ai vu mon mari au CPAS, alors qu'en Angola il travaillait au Ministère du Travail, comme moi. On m'a dit qu'il fallait faire le nettoyage pour survivre. J'ai compris que je n'avais pas le choix. Par la suite j'ai entamé une licence en sciences du travail à l'ULB, mais avec mes quatre enfants, je n'ai pas pu continuer. Ma famille m'a souven dit : "Tu dois rentrer, tu ne peux pas nettoyer". Mais mon mari ne pouvait pas rentrer en Angola pour des raisons politiques. Alors j'ai décidé de m'engager, ce dont mes enfants sont fiers. Mais mon engagement a les limites de ma responsabilité familiale de mère.

> *Quand avez-vous créé l'association, et dans quel but au départ?*

Le 18 mars 1994, pour qu'existe un groupe de référence des Angolais de Belgique

à côté des autres groupes et communautés, en l'occurrence les Congolais. En fait, les hommes avaient déjà créé une association, mais elle connaissait toujours des problèmes. J'ai dû faire appel aux amis belges, à des assistants sociaux, des associations pour nous aider à faire les statuts et nous dire à quelle porte frapper. Il fallait créer des services sociaux pour recevoir les Angolais d'abord, et après les Africains, connaître leurs problèmes et les soumettre aux associations du quartier des Marolles, puisque moi je suis du quartier. Notre but était d'unir les femmes et les jeunes angolais. Parce que nous venions d'un pays en guerre, où les gens sont particulièrement désunis. J'ai grandi comme réfugiée, avec cette phrase dans la tête, répétée par ma mère: "Chez nous, c'est l'Angola". Après l'espoir d'un retour définitif au pays, nous sommes arrivés en Belgique avec peine et pleurs. S'unir ici, c'était interpeller nos politiques là-bas, avec un message de paix, pour un jour pouvoir rentrer.

> *Et aujourd'hui ?*

Nous sommes sur le chemin de la paix et sur celui du retour pour certains. Nous sommes bien en Belgique à présent, nous avons des amis, mais ce n'est pas le cas pour tous les Angolais. C'est pour cela aussi que nous avons travaillé. Pour former les gens, pour qu'ils luttent à reconstruire leur pays. Nous envoyons également des dons au pays, des fournitures. Nous avons une représentation en Angola qui est Amosa, en portugais Association des Femmes Angolaises. Actuellement nous n'avons pas de local. C'est juste parce que nous avons bénéficié de subsides que nous n'avons pas su gérer. C'est injuste là où nous n'avons pas eu les informations nécessaires pour le faire. J'ai été abandonnée à moi-même, avec mes femmes qui ne

savent rien. Etant réfugiées, beaucoup de femmes angolaises n'ont pas eu accès aux études. Au Congo Kinshasa, elles étaient vite au mariage.

> *Quel public touche votre association ?*

Tous les Angolais de Belgique et d'ailleurs. On s'occupe des problèmes de séjour des gens: interprétariat pour des Angolais lusophones, recherche d'avocats, nous intervenons auprès des CPAS pour tous publics, parce que notre association ne s'occupe pas seulement des Angolais: il y a des Marocains, des Chinois. Nous intervenons sur les problèmes de logement, des réunions-débats avec des femmes, pas seulement africaines. Les femmes africaines ne peuvent pas construire seules, c'est aussi pourquoi nous sommes au Conseil des Femmes Francophones, nous participons aux réunions d'Amazone.

> *Cette mixité sexuelle et culturelle est importante pour vous ?*

Entre Angolais, nous étions enfermés, nous avons peur des autres. Ce comportement est une conséquence de la guerre qui nous a mis dans la tête qu'il fallait se méfier de l'autre. Mais quand la COCOF qui nous subsidiait a dit: "Il faut prendre les autres publics", nous l'avons fait.

Aujourd'hui tout le monde dans la rue me dit "Maman Honorine" et j'en suis fière.

> *Malgré l'absence actuelle de subsides, l'association rend toujours des services ?*

Subsides ou pas, nous travaillons. De façon réduite, dans le local des autres (nous partageons maintenant le local de Bruxelles capitale mondiale de la paix), mais nous travaillons. Ce n'est évidemment plus possible de rendre tous les services que nous rendions. Mais de toute façon, vous savez, les

gens ont gardé nos numéros de téléphone et ils nous suivent: “J’ai un problème, où êtes-vous?”. Cela doit continuer, parce que le public a besoin de nous. ■

LISANGA YA BA MAMA

Vingt ans déjà

Deux décennies déjà que les Mama tentent, par l’écoute et le soutien de pallier la détresse morale et psychologique, la solitude et les tensions auxquelles sont soumis les membres de leur communauté, en particulier les jeunes et les couples. Préconisant les solutions traditionnelles fondées sur le dialogue, la solidarité et l’encadrement social, elles réalisent un véritable travail de médiation familiale. A l’image des mères africaines, Mama Erumba et Mama Goyi, respectivement présidente et vice présidente, mènent un combat sans relâche.

> Pouvez-vous nous rappeler dans quel contexte est née votre association et les activités que vous réalisez déjà à l’époque ?

Lisanga Ya Ba Mama a été créée en 1985. A l’époque, nous étions confrontées à une grande demande de la part des couples mariés en situation de crise. Il y avait des problèmes de communication, de violences conjugales, de suicides. Au niveau des jeunes, il y avait des tensions familiales qui débouchaient sur des fugues. Très rapidement, l’association a entrepris un travail de médiation conjugale et familiale. Au niveau des couples, nous rencontrions séparément les conjoints, leurs donnions des conseils et essayions d’étouffer le feu. Nous avons sauvé pas mal de ménages et permis à beaucoup de familles de renouer le contact avec leurs enfants

qui ont fini par réintégrer la famille. Autour de la médiation familiale, qui a constitué le point de départ de notre association, nous avons organisé différentes activités: manifestations culturelles, excursions, conférences, participé à des manifestations en soutien aux pays en guerre, soutenu les manifestations des sans-papiers et avons apporté à manger aux personnes qui avaient trouvé refuge dans les églises. Nous avons porté sur la scène publique le débat concernant l’immigration subsaharienne et demandé de traiter cette immigration différemment de l’immigration maghrébine. Les problèmes que vivaient les Africains étaient différents. Ils ne se reconnaissaient pas comme des immigrés. Beaucoup d’entre eux se considéraient en situation provisoire en Belgique, avaient comme projet de retourner au pays et ne jugeaient pas nécessaire de participer aux débats sur l’immigration. C’est une des raisons pour laquelle la communauté subsaharienne a été longtemps méconnue. A l’époque, notre association disposait d’un local mis à sa disposition dans une maison. Nous avons créé un système de banque alimentaire pour venir en aide aux plus démunis. Face à la délinquance des jeunes, nous organisons des rencontres entre la police et les jeunes et servions de médiateurs. Les autorités de l’époque ne connaissaient pas la communauté subsaharienne. Le volet

médiation sociale et interculturelle entre les jeunes et les autorités policières a continué de nombreuses années jusqu'à la création de l'asbl Carrefours des jeunes Africains par un ancien membre de Lisanga Ya Ba Mama. Nous avons alors préféré abandonner ce volet pour ne pas créer des conflits d'intérêts. Nous donnions également des cours de cuisine africaine aux jeunes filles. Nous leur apportions des éléments de leur culture d'origine pour les aider à se forger une identité. Une section Lisanga Jeunes est née. Gérée par les jeunes, elle assurait l'encadrement des jeunes pendant les vacances scolaires. Cette section n'a pas survécu longtemps. Nous avons aussi créé une section Médias et culture. Cet organe audiovisuel a permis de réaliser un catalogue de productions audiovisuelles sur de nombreux aspects de la vie culturelle, associative, sportive des Africains en Belgique. Il constitue une mémoire de la vie quotidienne des Africains et de leurs aspirations à travers le temps. Cette section Médias et Culture, soutenue par la communauté française, est devenue indépendante et a pris le nom de Marandy asbl.

> *L'association a dû relever de nombreux défis. Quelles sont les difficultés que vous avez rencontrées, comment les avez-vous résolues ?*

L'association s'appelait à l'origine Lisanga Ya Ba Mama congolaises. Nous avons enlevé le vocable "congolaises" et nous sommes devenues *Lisanga Ya Ba Mama*. A l'époque, les associations féminines étaient peu considérées. L'ambassade du Congo préférait soutenir les associations créées par les hommes et ceux-ci ne nous apportaient aucun soutien. Notre combat n'était pas un combat féministe mais simplement humain mais l'associatif a été un ferment d'émancipation pour beaucoup de femmes

de notre génération qui n'ont pas été encouragées à poursuivre des études. Lisanga Ya Ba Mama a servi de tremplin pour beaucoup de personnes qui ont puisé de l'expérience au sein de notre association pour créer leur propre structure. En ce sens, on peut dire que nous avons rempli notre mission sociale et notre mission d'éducation à la citoyenneté. L'association est en bonne santé aujourd'hui. Nous comptons 32 membres d'origine congolaise. Nous n'avons pas voulu une association fermée aux autres africains mais du fait que nos réunions se font en Lingala, cela constitue un frein pour les autres nationalités.

> *Votre association bénéficie-t-elle de subsides ?*

Notre association ne bénéficié pas de subsides. Nous avons obtenu, il y a une quinzaine d'années un petit subside en guise d'encouragement. Les pouvoirs publics considéraient notre travail comme un travail d'assistantes sociales privées et estimaient que cela relevait de la compétence des services sociaux belges. On nous demandait de nous adresser à notre ambassade. Nous n'avons pas insisté plus longtemps et nous sommes concentrés sur notre mission sociale. Notre association a fonctionné et continue à fonctionner essentiellement grâce aux cotisations des membres.

> *Pensez-vous qu'il faudrait d'avantage mener une réflexion sur les dislocations familiales au sein des populations d'origine immigrée ?*

Aujourd'hui, la misère sociale et la délinquance sont devenues un grand problème. On a laissé pousser l'arbre et il est devenu très difficile à couper. Les autorités ont trop longtemps fermé les yeux sur les problèmes de notre communauté.

Nous sommes confrontés à la délinquance des jeunes, à une régression de la condition des femmes. De nombreuses femmes sont aujourd'hui victimes de violence conjugale. Les pères ne remplissent plus leurs responsabilités de chefs de famille. Les hommes ne veulent pas faire des petits métiers. Quand ils ont un diplôme en poche, ils préfèrent rester au chômage plutôt que de trouver un travail qui ne les valorise pas. Les femmes, elles, sont plus courageuses. Ce sont elles qui travaillent, rentrent tard le soir. Au lieu de s'occuper des enfants, les hommes laissent les foyers vides et passent leurs journées dans les cafés. Les jeunes sont laissés à eux-mêmes. Ils ont l'image d'un père qui ne travaille pas, se fait entretenir par son épouse et parfois ses maîtresses. Ils intègrent tout doucement l'idée que le monde doit tourner de cette manière : les femmes aux fourneaux et au travail, les hommes dans les cafés et aux abonnés absents. Pourquoi auraient-ils envie d'étudier alors qu'ils voient leurs pères, parfois universitaires, rester au chômage, se faire entretenir par les femmes, ne pas participer aux travaux ménagers, parfois réquisitionner le salaire de la femme à la fin du mois ? Leur ambition devient de vivre comme leur père. Ils ne respectent plus leur mère et, par extension, les jeunes filles qu'ils fréquentent. Les jeunes ont aujourd'hui une très mauvaise image de la femme.

> *Quels sont les défis auxquels Lisanga Ya Ba Mama va s'attaquer dans les années à venir ?*

Notre association continue son travail de médiation. Nous recevons en permanence des couples en situation de crise. L'information circule beaucoup auprès de la communauté et beaucoup nous félicitent aujourd'hui d'avoir sauvé leur couple. Nous continuons à apporter

notre soutien lors des deuils. Nous rendons visite aux personnes hospitalisées et aux femmes qui ont trouvé refuge dans les centres pour femmes battues. Les gens ont un réel besoin de soutien moral. La société refuse de comprendre que beaucoup de maux ont leur origine dans la solitude, la disparition des liens sociaux, des services d'entraide. On ne peut pas se contenter de médicaliser la souffrance humaine.

Notre défi est de trouver un local pour assurer nos permanences de médiations familiales et conjugales, dispenser nos cours de cuisine africaine. Sans subsides, nous ne pouvons pas réaliser pleinement nos objectifs. ■

KHADIDIATOU DIALLO Femme de l'année 2005

Khadidiatou Diallo, est fondatrice et cheville ouvrière du GAMS Belgique (Groupement pour l'Abolition des Mutilations sexuelles féminines). Elle a été élue femme de l'année par le Conseil des femmes francophones. Depuis dix ans, elle mène un combat sans relâche, en Belgique et en Afrique, contre les mutilations sexuelles génitales.

> Quelles sont les motivations qui ont été à la base de votre engagement ?

Je suis arrivée en Belgique fin 1980. J'ai connu la réalité du mariage forcé et des mutilations sexuelles. Devenue très tôt orpheline, j'ai eu la responsabilité de m'occuper de mes frères et sœurs. Je n'étais pas préparée à cela. Je ne savais ni lire ni écrire car envoyer les filles à l'école n'était pas une priorité dans nos sociétés. Un de mes cousins faisait de l'import /export avec des belges. Lorsque ceux-ci venaient au Sénégal, je leur servais de guide touristique. C'est ainsi que j'ai rencontré une belge avec qui j'ai lié amitié et qui m'a fait venir en vacances en Belgique. Comme elle possédait plusieurs magasins, c'était l'opportunité pour moi de faire du commerce entre la Belgique et le Sénégal. Cette dame m'a proposé d'apprendre un métier mais je ne savais ni lire ni écrire. C'est ainsi que j'ai suivi des cours d'alphabétisation au Collectif d'alphabétisation de Saint-Gilles pendant cinq années. Pour mon examen de certificat de base, je voulais faire un travail sur le courage des femmes africaines. Au fil de mes lectures, j'ai découvert de nombreux auteurs qui expliquaient que les mutilations sexuelles génitales n'avaient rien à voir avec la religion. En tant que croyante et pratiquante, cela m'a interpellé fortement. Si ce n'était pas exigé par l'islam, pour-

quoi faisait-on souffrir les femmes ? J'ai continué à lire des livres sur le sujet. J'ai découvert les conséquences physiques et psychologiques de cet acte et fait le lien avec les femmes que j'avais connues au Sénégal. En 1995, je suis retournée dans mon village. Mon grand-père était un Imam était fort respecté. Je lui ai demandé pourquoi on excisait les filles. Il m'a dit que c'était une tradition. C'est ce jour là que j'ai pris la décision de combattre cette tradition. Pour moi, l'excision est un acte de barbarie. On torture juste pour le plaisir de torturer. Comment même parler de rite de passage lorsqu'il est pratiqué sur des bébés de quelques semaines. L'excision n'est pas une identité culturelle. C'est une mutilation à vie. De retour à Bruxelles, j'ai rencontré des femmes qui m'ont fait part de leurs souffrances par rapport à l'excision et l'infibulation. Il n'y avait pas de lieu de rencontres. C'est ainsi que j'ai créée l'association en 1996. Nous étions une trentaine d'hommes et de femmes d'Europe et d'Afrique

> Vous êtes partie de rien, armée de votre seule volonté ?

L'association a été domiciliée chez ma fille jusqu'en 1998. J'ai investi de l'argent et du temps. Je n'avais aucun soutien financier. Ce qui m'a permis de percer, c'est la maîtrise du thème et ma détermination. Dès le départ, j'avais une faiblesse qui mon sens est celle à laquelle beaucoup d'africains ont été et continuent à être confrontés : je n'étais pas armée pour élaborer des dossiers de demandes de subsides.

En 1997, nous avons reçu les premiers subsides du Fonds Houtman. Nous avons élaboré des dépliants et entrepris un

travail de terrain auprès de la communauté africaine et des plannings familiaux. J'ai rencontré une jeune femme somalienne de 25 ans qui souffrait de graves problèmes de santé. Elle avait été infibulée et il ne lui restait qu'un minuscule orifice pour l'écoulement des règles et de l'urine. Elle avait des infections. J'ai contacté le Forum des Migrants qui a interpellé le ministère de l'Égalité des chances néerlandophone. L'hôpital Saint-Pierre a été directement contacté pour examiner la jeune femme et la faire défibuler. C'était une grande victoire mais malheureusement, nous avons appris que le frère de la jeune femme était venu la chercher pour l'emmener en Hollande pour la réinfibuler. Nous n'avions pas de local, pas de téléphone. Nous étions incapables de retrouver cette somalienne. C'est alors que j'ai envoyé un dossier à Charles Picqué pour expliquer l'urgence de la situation. Il nous fallait un local et une permanence. En 1998, le Cabinet de Charles Picqué nous a octroyé une aide. Nous avons ouvert nos bureaux à l'adresse actuelle. Nous avons continué à fonctionner grâce à divers subsides ponctuels. Depuis 1996, je travaille comme bénévole plein-temps au Gams. C'est seulement depuis octobre 2005 que j'ai obtenu un contrat à durée déterminée pour faire des animations auprès des primo-arrivants.

> Quel bilan tirez-vous de ces dix années de lutte ?

A l'époque, on ne parlait pas beaucoup des MSG. Les actions entreprises sur le terrain auprès des plannings familiaux, plates formes de développement et lors des marches mondiales, etc. ont permis de briser le silence. Nous avons élaboré des publications pour le corps médical ainsi que pour le grand public. Nous informons, écoutons, formons. Nous

organisons des colloques, participons aux réunions du Comité Inter africain qui réunit 28 pays. Nous avons du matériel pédagogique pour les animations et les formations. Nous venons d'éditer une BD "Diarra face à la tradition" pour sensibiliser les jeunes. Nous avons soutenu vigoureusement l'introduction d'un volet sur les mutilations génitales féminines dans la loi de protection des mineurs. Les choses bougent. En Belgique, nous avons apporté notre contribution à la loi contre les mutilations sexuelles génitales. Sur place, les comités nationaux sont mobilisés. Quatorze pays ont voté des lois contre les MGF. Aujourd'hui, c'est une donnée qui est prise en compte dans la régularisation de séjours. Le bilan est positif mais il y a encore du chemin à parcourir.

> Est-ce que l'excision est pratiquée en Belgique ?

On raconte qu'il y a des exciseuses en Belgique mais je n'en ai jamais rencontrée. Je me dis qu'il n'y a pas de fumée sans feu. J'ai rencontré des exciseuses en Espagne. En France, il y a eu des condamnations. J'espère que cela n'existe pas en Belgique car cela voudrait dire que notre travail n'est pas bien fait. Ce qui me préoccupe ce sont les bébés et les enfants qui sont excisés pendant les vacances dans les pays d'origine. Nous essayons de sensibiliser les nouvelles communautés qui s'implantent en Belgique (Somalie, Djibouti, Ethiopie). Nous avons des animatrices qui sont très présentes sur le terrain. Nous sommes présentes dans les lieux de rencontres (par exemple les tontines) pour sensibiliser les femmes africaines sur la gravité des mutilations génitales féminines. Nous constatons parfois que ces femmes ne savent pas que les difficultés qu'elles rencontrent dans leur vie sexuelle et reproductive sont dues à l'excision. ■

MICHÈLE SZWARCBURT

Présidente prolix de Centre communautaire laïc juif, Michèle Szwarcburt en est un pur produit. Fille de David Süsskind, le charismatique président fondateur, avec d'autres, de l'association, Michèle a baigné dès son plus jeune âge dans une "famille militante", ce qui l'a conduite à faire toutes ses classes au CCLJ, de monitrice pour jeunes à membre du comité d'administration jusqu'à sa présidence, qu'elle exerce depuis 10 ans.

> Depuis votre adolescence, vous n'avez cessé de militer au CCLJ. Quelles sont les sources de votre énergie ?

Mon père a toujours été très engagé depuis l'âge de quinze ans. Ma mère fut résistante durant la guerre et fut déportée. J'ai donc été sensible dès mon enfance aux conditions réservées aux minorités en Belgique. De même, le CCLJ est particulièrement attentif à toutes les manifestations attentatoires à la dignité des minorités, quelles qu'elles soient, et milite activement en faveur de la laïcité et de la participation citoyenne de toutes les composantes de la société belge.

> Quels sont jusqu'ici quelques beaux souvenirs personnels de votre engagement ?

Il y en a beaucoup. Comme la conférence internationale de Genève de 2003 durant laquelle Yasser Abed Rabbo et Yossi Beilin, deux anciens ministres palestiniens et israéliens de premier plan, accompagnés d'une délégation de 200 Israéliens et 200 Palestiniens, signèrent un document destiné à mettre fin au contentieux, reconnaissant l'existence côte à côte de deux États pour deux peuples. Mais il y a aussi eu, en 1988, la conférence internationale pour la paix

au Proche-Orient (Give Peace a Chance) qui réunissait pour la première fois à Bruxelles Israéliens et Palestiniens autour d'un projet de paix sur l'initiative du CCLJ.

> Vous avez parlé de laïcité. Qu'est-ce que ce terme signifie exactement à vos yeux ?

Pour moi, le terme juif ne peut être réduit à la notion d'appartenance à une institution religieuse. Les textes anciens, par exemple, appartiennent à tous les peuples. Il existe, dans la communauté juive, une série de rites de passages et de fêtes, correspondant à des dates précises du calendrier. Même si ces derniers ont une origine religieuse lointaine, j'estime qu'ils doivent être désacralisés, qu'ils peuvent être célébrés par tous, croyants ou non, et interprétés avec un regard critique parce qu'ils sont porteurs d'enseignements et de valeurs qui s'adressent à tous et s'inscrivent dans un processus d'intégration et de solidarité avec l'ensemble de la société.

> Pouvez-vous nous citer un projet qui caractérise l'action du CCLJ ?

Depuis le début de la seconde Intifada (septembre 2000), nous animons en collaboration avec la Communauté française et d'autres associations (Mrax, Ligue des droits de l'homme...) un projet pédagogique destiné à lutter contre le racisme et l'antisémitisme, à vaincre les préjugés et les idées préconçues qui circulent à cause de l'importation en Belgique du conflit du Proche-Orient. Dans ce cadre, nous accueillons des adolescents venant d'écoles dites difficiles et les aidons à déconstruire les stéréotypes et à les faire réfléchir. Par le jeu notamment, nous essayons de faire

comprendre à ces jeunes, aux origines et aux identités parfois très différentes, ce qui les rassemble et tentons de leur faire dépasser leurs cercles d'appartenance respective pour les ouvrir aux valeurs universelles et à la tolérance. Dans le contexte difficile que nous vivons au quotidien sur ces questions, nous avons privilégié l'éducation à la tolérance et l'intégration citoyenne. La Belgique a offert à la communauté juive une terre d'accueil, nous voulons maintenant en quelque sorte lui rendre ce qu'elle nous a donné.

> Quelle importance donnez-vous aux idées féministes et aux préoccupations particulières des femmes au sein du CCLJ?

Le CCLJ mène beaucoup de combats et gère un grand nombre de projets! Ces actions reposent sur deux priorités complémentaires. D'une part, vulgariser le travail de mémoire, de transmission et d'éducation. D'autre part, défendre l'idée du libre examen, de laïcité militante, une laïcité qui va de pair avec les valeurs de la mixité et de l'égalité hommes/femmes. Pour moi, la lutte pour la liberté de la femme se fait à l'intérieur des nombreux combats portés par la laïcité. C'est pourquoi nous soutenons des associations militantes telles que Ni Putes Ni Soumises.

> Pour assurer son fonctionnement et l'organisation d'un grand nombre d'activités en tout genre (chorale, crèche, chants, sports, manifestations, conférences...), le CCLJ a besoin de subsides. Etes-vous satisfait de ce mode de financement?

Oui. Ces subventions sont une nécessité pour nous. Nous sommes reconnus comme centre d'éducation permanente. Le travail effectué pour répondre aux

critères du nouveau décret concernant notre secteur fut assez laborieux. Mais nous sommes très contents du résultat puisque la reconnaissance de notre travail est une preuve de notre utilité pour la Belgique.

> La jeunesse est l'une de vos principales priorités. Comment faites-vous pour "créer" de nouveaux militants alors qu'à cette époque, on parle beaucoup de crise de la militance?

Les jeunes sont essentiels dans notre association car ils représentent l'avenir. Il est donc impératif pour nous de redoubler d'efforts pour les sensibiliser aux valeurs de tolérance, de respect et d'ouverture sur le monde dans lesquelles nous croyons, et qu'ils transmettront à leur tour demain. C'est pourquoi nous avons tenu à ce que la moitié de notre conseil d'administration ait entre 18 et 35 ans. ■

Questionnaire

Réalisation d'un répertoire d'associations s'adressant à un public de femmes plurielles. Une recherche menée par le Centre régional du Libre Examen et le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle.

I. IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION

Nom :

Adresse :

.....

Tel/fax :

Courriel :

Site internet :

Nom du/de la Président(e) :

.....

Nom et Fonction de la personne de contact :

.....

Date de création de l'association : ..

Statut juridique

Asbl

Association de fait

Autre :

.....

Si asbl, de combien de membres est composé le CA ?

.....

Quelle est la répartition homme/femme du CA ?

.....

Avez-vous un rapport d'activité?

- Oui*
 Non

Votre association est-elle reconnue officiellement par une administration belge?

- Oui*
 Non

Si oui par

- Commune*
 Cocof (quel décret ou programme?)
 Communauté française (quel décret ou programme?)
 Egalité des Chances (Fédéral)
 Autre

Que représente pour vous cette reconnaissance?

- Aide matérielle*
 Partenariat
 Aide financière

Informations concernant vos bénévoles et employés

Nombre de bénévoles actifs :

Nombre de travailleurs engagés :

.....

Temps plein :

Mi-temps :

Autre :

Sous quels statuts sont-ils engagés?

.....

.....

.....

II. QUEL EST L'OBJET SOCIAL INDIQUÉ DANS VOS STATUTS ?

.....

.....

.....

.....

.....

A-t-il évolué depuis la création ?

- Oui*
- Non*

Si oui comment ?

.....

.....

.....

III. LE PUBLIC TOUCHÉ

A. Par votre association est-il ?

- Exclusivement féminin*
- Majoritairement féminin*
- Minoritairement féminin*
- Paritaire homme/femme*

B. Origine des femmes et % par rapport à l'ensemble de votre public ?

(La question porte sur l'origine et non sur la nationalité)

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> <i>Maghreb</i> | % |
| <input type="checkbox"/> <i>Afrique</i> | % |
| <input type="checkbox"/> <i>Turquie</i> | % |
| <input type="checkbox"/> <i>Europe orientale</i> | % |
| <input type="checkbox"/> <i>Latine</i> | % |
| <input type="checkbox"/> <i>Asiatique</i> | % |
| <input type="checkbox"/> <i>Belge</i> | % |
| <input type="checkbox"/> <i>Autre</i> | % |
|
 | |
| TOTAL | % |

C. Age

- 12 – 17
- 18 – 24
- 25 – 44
- 45 – 65 ans
- 65 et +

D. Votre public est-il composé de ?

- Membres adhérents
- Proches et amis
- Habitants du quartier (impact local)
- Grand public (impact régional)

E. Estimation du nombre de personnes touchées en 2004**IV. ACTIVITÉS DE L'ASSOCIATION****Avez-vous des activités ?**

- Mixtes
- Non mixtes

Quel est votre public touché ?

- Adultes
- Adolescent(e)s
- Les enfants sont présents lors de vos activités
- Les enfants ont un coin pour eux
- Les enfants sont pris en charge pendant les activités de leurs mamans

Quelles sont les activités organisées ?

- Alphabétisation
- Education permanente (information, sensibilisation, animation, formation, ciné-club)
- Cuisine
- Couture
- Bien-être (gym, yoga,....)
- Culturelle, artistique, spécifiez
- Visites, excursions
- Permis de conduire

- Camps/activités familiales
- Insertion socioprofessionnelle
- Guidance sociale
- Santé
- Sports
- Autres

.....

.....

.....

.....

Vos activités sont organisées

- Le jour
- Le soir
- Pendant vacances scolaires
- Toute l'année

V. PARTENARIATS

Quelles sont :

A. Les associations de femmes en général avec lesquelles vous travaillez ?

.....

.....

.....

B. Les associations de femmes issues de l'immigration avec lesquelles vous travaillez ?

.....

.....

.....

Souhaitez-vous développer des synergies avec d'autres associations ?

- Oui
- Non

Si oui, quelle collaboration souhaiteriez-vous ?

.....

.....

.....

VI. RESSOURCES ET DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

A) Quelles difficultés rencontre votre public ?

.....
.....
.....
.....
.....

Sont-elles spécifiques ou identiques à celles rencontrées généralement par toutes les femmes ?

.....
.....
.....

B) Quelles difficultés rencontre votre association ?

- Visibilité
- Local
- Retard de paiement des subsides
- Partenariats
- Soutien
- Financement
- Autre

.....
.....
.....
.....

C) Citez les réalisations concrètes dont vous êtes fières et donnez-en une description?

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

D) Quels sont les points forts des femmes qui font partie de votre association ?

- Compétence
- Connaissance du milieu
- Disponibilité
- Ecoute
- Autre

.....

.....

.....

VII. D’OÙ VIENNENT VOS RECETTES ET DANS QUELLES PROPORTIONS ?

- Cotisations
- Dons
- Bénéfices activités
- Subsidés (lesquels)

.....

.....

.....

VIII. COMMENT COMMUNIQUEZ-VOUS VOS ACTIVITES À VOTRE PUBLIC ?

- Courriel
- Envois postaux
- Internet
- Contact personnel
- Autre

.....

IX. EST-IL IMPORTANT POUR VOTRE ASSOCIATION DE TRAVAILLER AVEC LES HOMMES ?

- Oui
- Non

Si oui, quelles actions mettez-vous en place ?

.....

.....

.....

Si non pourquoi?

.....

.....

.....

X. VOUS CONSIDÉREZ-VOUS COMME UNE ASSOCIATION FÉMINISTE OU FÉMININE ?

Explicitiez votre choix.

.....

.....

.....

.....

.....

XI. CONNAISSEZ-VOUS D'AUTRES ASSOCIATIONS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE REPRISES DANS NOTRE GUIDE ?

.....

.....

.....

.....

.....

Souhaitez-vous ajouter autre chose ?

- Non
- Oui

Merci de renvoyer ce formulaire à

Fathy SIDIBE

Responsable de projets

Centre régional du Libre Examen / 66 rue Coenraets - 1060 Bruxelles

Tél. : 02/535 06 79/78 – Fax : 02/535 06 93 – Courriel : fsidibe@centrelibrex.be

Avec le soutien :

INSTITUUT VOOR
DE GELIJKHEID
VAN VROUWEN
EN MANNEN



INSTITUT
POUR L'ÉGALITÉ
DES FEMMES
ET DES HOMMES

“Service de l'Education permanente – Direction générale de la Culture – Communauté française”

Coordination Bruxelloise Marche Mondiale des Femmes

■ Ouvrir le parlement bruxellois aux femmes le 8 mars 2007

Ouvrir le parlement bruxellois, donner la parole aux citoyennes, permettre un échange avec nos député-es et nos ministres, les interpeller sur les avancées et obstacles en matière d'égalité femmes/hommes. Ce projet vous motive et trouve écho au sein de votre association ?

Venez nous rejoindre à la Coordination Bruxelloise de la Marche Mondiale des Femmes pour préparer ce parlement des femmes prévu le 8 mars 2007!

Petit rappel :

La Marche Mondiale des Femmes-Wereldvrouwenmars est un réseau international d'actions de lutte contre la pauvreté et la violence envers les femmes. Née en 1996, la MMF-WVM est rapidement devenue un mouvement mondial incontournable en recueillant en 2000 l'adhésion de près de 6000 groupes de femmes à travers 163 pays et territoires du monde. En 2005, une Charte Mondiale des Femmes pour l'Humanité, élaborée par les groupes et associations membres, basée sur les valeurs d'égalité, de liberté, de solidarité, de justice et de paix, a été relayée de pays en pays du 8 mars au 17 octobre.

www.marchemondiale.org
www.marchemondialedesfemmes.be
www.wereldvrouwenmars.be

■ Coordination bruxelloise MMF-WVM

Origine

La Marche Mondiale des Femmes en Belgique a donné naissance à plusieurs plateformes régionales qui travaillent en réseau au niveau local, dont la coordination régionale bruxelloise de la MMF-WVM. Celle-ci a vu le jour en janvier 2005 à l'initiative de la Fédération Laïque de Centres de Planning Familial et a rapidement réuni plus de 20 associations féminines bruxelloises autour d'une charte de 8 revendications qui a été déposée au parlement bruxellois le 8 mars dans le cadre des marches à relais de la Marche Mondiale des Femmes-Wereldvrouwenmars en 2005. A l'issue de cet événement, le souhait d'assurer une suite à ces revendications par ailleurs très bien accueillies par les parlementaires présent-es, a stimulé l'organisation d'une concertation citoyenne à travers un parlement des femmes prévu le 8 mars 2007.

Les actions réalisées en 2005

- *Le 8 mars : marche à relais jusqu'au Parlement Bruxellois pour déposer la Charte Mondiale des Femmes pour l'Humanité et 8 revendications de la coordination bruxelloise.*

- *Les 14, 15 et 16 juillet : préparation et présentation d'un parcours de groupes de rock féminin dans le cadre de la MMF-WVM 2005 au festival de Dour, afin de sensibiliser les jeunes.*
- *Le 16 octobre : présentation de la pièce théâtre dans le cadre de Confettia "Quand j'avais huit ans, je marchais pieds nus dans la neige", pièce créée et jouée par des femmes d'origines diverses suivant des cours d'alphabétisation. Un atelier de peinture sur chaussures proposé dans un stand avait comme objectif de sensibiliser un plus large public aux 24h de solidarité mondiale de la MMF-WVM le 17 octobre.*
- *Le 17 octobre : les chaussures peintes ont été déposées au pied de la Bourse lors du rassemblement à 12h. Celles-ci symbolisent la fin de la marche des femmes 2005 et l'appel à continuer de manière régionale la mobilisation.*
- *Diverses participations : la quinzaine Femmes et Ville de la Ville de Bruxelles, le festival Voix de Femmes, le Mois Cultures de Femmes "Mais qu'est-ce qu'elles font ?" à Ixelles.*

La coordination en ligne : <http://marchemondialebxl.over-blog.org>

Rue de la Tulipe, 34 - 1050 Bruxelles

Tél. : 02/502.82.03

laralalman@hotmail.com

<http://marchemondialebxl.overblog.org>

■ **Coordination bruxelloise MMF- WVM**

Amazone, Amnesty International, Centre régional du Libre Examen, COFE-SUD, Collectif Femmes en Noir, CSC-ACV, EMECOJ, Equipes d'Entraide, Femmes Prévoyantes Socialistes, FGTB-ABVV, Fédération Laïque de Centres de Planning Familial, GAMS, Garance, La Voix des Femmes, le Monde selon les femmes, Mamans Bena Bulongu, Marianne, Media Femmes Internationales, Université des Femmes, ...

Marche Mondiale des Femmes 2005

Journée internationale des femmes le 8 Mars

Revendications des Femmes de la coordination régionale bruxelloise de la Marche Mondiale des femmes

La coordination régionale Bruxelloise de la Marche Mondiale des femmes interpelle les parlementaires bruxellois-es en présentant ses revendications.

La coordination régionale de la Marche Mondiale des Femmes demande un organe de dialogue sur l'Égalité Femme/Homme (référence à la Commission Femmes du Conseil économique et social de la région Bruxelles-Capitale)

1) Genre : pour une société qui s'accorde en genre et en nombre / Engagement citoyen

Il n'y aura pas de vraie démocratie si la politique ne devient pas une affaire humaine, c'est-à-dire gérée par les deux sexes avec une juste représentation des femmes dans tous les lieux de pouvoirs. Cela ne peut se faire que par la création de conditions optimales pour favoriser et garantir la participation citoyenne des femmes dans les espaces publics. Cette participation ne sera possible que lorsque tous les domaines de la sphère publique et de la sphère privée seront gérés de façon égalitaire.

*La **dimension de genre** doit être introduite dans toutes les politiques (le gendermainstreaming)*

Nous voulons :

- l'adoption d'un plan d'action spécifique à Bruxelles pour promouvoir l'égalité de traitement entre hommes et femmes sur le marché de l'emploi bruxellois, basé sur les conclusions de l'étude "Situation des femmes sur le marché de l'emploi de Bruxelles-Capitale" réalisée par l'Observatoire du marché du travail et les qualifications dans le cadre du Pacte social pour l'Emploi ;*
- l'intégration de données chiffrées par sexe dans toutes les statistiques produites par la Région, les Communes bruxelloises et les institutions publiques (ORBEM, CPAS, Bruxelles Formation,...)*

2) Emploi : mêmes conditions d'accès, de responsabilités et de rémunérations

Nous revendiquons les mêmes conditions d'accès, de responsabilités, de rémunérations, et des emplois dignes. L'organisation de la vie familiale ne doit pas être un frein à l'évolution professionnelle des femmes.

Une grande partie des postes à temps partiel sont occupés par des femmes. Il existe encore des différences entre les salaires des femmes et des hommes pour un même

travail. Les secteurs majoritairement féminins sont souvent dévalorisés et moins bien rémunérés (non-marchand, nettoyage, etc.)

Nous voulons qu'il soit donné :

- *autant de possibilités aux femmes qu'aux hommes de poursuivre et approfondir leur carrière;*
- *un salaire égal pour un travail égal entre hommes et femmes;*
- *des postes de qualité pour le travail à temps partiel, qui prennent en compte la dignité des personnes;*
- *une mise en place de mesures pour que les femmes ne soient pas contraintes de n'accepter que des temps partiels (améliorer la garde des enfants, etc.);*
- *des mesures législatives et sociales favorables à l'entrepreneuriat pour les femmes des milieux défavorisés pour leur permettre de prendre leur vie et celle de leur famille en main.*

3) Les milieux d'accueil de l'enfance: le développement des services de proximité, de l'accueil de la petite enfance et la création des places supplémentaires dans les différents lieux d'accueil

Il incombe encore souvent aux femmes d'assumer la responsabilité de l'organisation de la garde de leurs enfants. Il y a pénurie de places dans les milieux d'accueil de l'enfance. Les travailleuses précarisées ont d'autant plus de difficultés étant donné le coût des places disponibles.

Les demandeuses d'emploi sont confrontées à des choix qui n'en sont pas dans leur recherche d'emploi aussi bien face à des propositions d'emploi qu'à des propositions de formation professionnelle. Les femmes sont ainsi entraînées dans un engrenage qui les conduit irrémédiablement dans des situations d'exclusion.

Dans le contexte des mesures fédérales concernant l'activation des chômeurs (activation du comportement de recherche d'emploi) nous tirons la sonnette d'alarme sur la réalité bruxelloise. La pénurie de structures d'accueil, adaptées à la réalité des demandeuses d'emploi fait sérieusement obstacle à la sortie du chômage.

Un grand nombre de femmes risquent de se voir sanctionnées faute de solution.

Des structures spécifiquement adaptées à ce public existent mais elles ne sont pas développées en nombre suffisant. Ces structures doivent également être accessibles aux femmes qui souhaitent avoir des activités visant leur épanouissement personnel et social.

Parce qu'un grand nombre de femmes bruxelloises sont concernées et même si nous risquons de nous voir rétorquer que la problématique de l'accueil des enfants est de compétence communautaire, nous voulons sensibiliser le monde politique bruxellois à cette question cruciale.

Nous voulons le développement des services de proximité, de l'accueil de la petite enfance et la création de places supplémentaires dans les crèches, haltes-garderies et chez les accueillantes bruxelloises via des emplois durables dans le secteur public et le non marchand.

4) Sécurité sociale et aide sociale

■ Sécurité sociale : une cotisation - un droit ⁽²⁵⁾

Nous nous mobilisons pour une individualisation totale des droits en matière de sécurité sociale avec des mesures transitoires pour les situations acquises, sans nivellement par le bas.

■ Les allocations sociales et l'aide sociale :

Les mesures successives qui restreignent l'accès au revenu d'intégration sociale (réforme du minimex) ou aux allocations de chômage (plan d'activation du comportement de recherche d'emploi) ont des répercussions particulières sur les femmes. Les critères exigés pour obtenir ces allocations ne prennent pas en compte la situation particulière des femmes, qui ont encore souvent la charge exclusive des enfants et de la maison. En perdant une partie ou l'entièreté de leurs allocations, les femmes ont encore plus de difficultés à être autonomes.

Nous voulons attirer l'attention des parlementaires sur la situation particulière des femmes en matière de droit aux allocations de chômage et au revenu d'intégration sociale.

5) Familles : une répartition égalitaire des responsabilités familiales et ménagères

Une attention particulière est portée à la famille, ou plutôt aux familles, puisque nous défendons la reconnaissance morale et légale des nouveaux types de familles dans tous les champs d'application : en matières de mariage et de divorce, de droit civil et international, de parentalité biologique ou sociale, de responsabilités familiales ou parentales, en matière d'accueil des enfants et d'aide aux familles.

Nous voulons :

- La suppression des allusions au sexe des époux ou des parents dans tous les textes de droit.*
- L'application intégrale de la loi sur les services des créances alimentaires : avances et récupération des créances impayées.*

6) Relations égalitaires et violences

Les relations égalitaires passent par la sensibilisation de tous les acteurs et actrices de la société : un autre discours sur le corps, la sexualité, les femmes, le respect mutuel, la levée des tabous à l'école, l'organisation d'un programme adapté autour de la connaissance du corps humain et de la sexualité dans les écoles primaires et secondaires. Le nombre de places disponibles en région bruxelloise dans les centres d'accueil pour femmes en difficulté ou victimes de violences conjugales est aujourd'hui nettement insuffisant. Les services d'accueil au sein des polices locales ne sont pas toujours

(25) Le débat est en cours à la CSC qui ne s'est pas encore prononcée en faveur de l'individualisation des droits.

adaptés. Les procédures entamées par les femmes victimes de violence sont souvent classées sans suite si elles ne disposent pas de certificat médical.

Nous voulons :

- *l'intégration de formations de tou-te-s les professionnel-les et des intervenant-es (personnels enseignants, médecins, magistrats, policiers,...), à la lutte contre toute forme de violence, y compris les mutilations génitales féminines, et l'homophobie;*
- *la mise en place des formations ciblées sur la question des violences envers les femmes dans les services de la police locale qui sont chargés d'accueillir les femmes en difficultés. L'accueil de ces femmes devrait être assumé par du personnel féminin;*
- *la possibilité pour les femmes victimes de violences de poursuivre une procédure en justice même si elles ne disposent pas de preuve écrite de ces violences;*
- *l'application effective des sanctions;*
- *la création de lieux d'accueil supplémentaires pour les femmes en difficultés ou victimes de violences conjugales, qu'elles aient des papiers ou pas. (accueil de qualité et respectueux et favorisant leur autonomisation);*
- *la mise en place d'un dispositif de sanctions sévères pour mettre fin à l'exploitation des êtres humains en particulier les femmes et les enfants;*
- *une reconnaissance et un soutien des lieux ouverts, neutres ou sans connotations, qui apportent un accueil de première ligne aux femmes fragilisées ou maltraitées qui ne parviennent pas à franchir la porte d'un service spécifique.*

7) Santé Education : l'accessibilité pour tous à des méthodes contraceptives efficaces est indispensable et doit être un choix de société

Dans le contexte de la Marche Mondiale des Femmes, nous revendiquons la défense des Droits reproductifs et sexuels. Ces droits sont remis en cause dans l'élaboration de la constitution européenne tant sur le plan philosophique (art.51) qu'économique et social. Ce choix implique un soutien des pouvoirs publics et des mesures politiques qui garantiront à chaque citoyen la liberté de choisir de devenir parent ou non dans une démarche responsable. Le choix de donner la vie ne peut dépendre du prix d'un contraceptif. Un réel accès à la contraception implique aussi d'en connaître l'existence, d'en comprendre le fonctionnement, de pouvoir l'utiliser de façon efficace et pertinente. L'accessibilité financière doit donc s'accompagner impérativement de mesures visant à promouvoir l'éducation à la vie affective et sexuelle.

Nous voulons :

- *une contraception gratuite pour toute, la distribution gratuite via les centres de Planning familial au minimum pour les moins de 26 ans;*
- *des choix politiques de remboursement important sur tous les contraceptifs, ainsi que le refus des demandes de déremboursement introduites par certaines firmes pharmaceutiques;*
- *la distribution de préservatifs gratuits pour promouvoir la double protection;*
- *la mise en place de l'éducation à la vie affective et sexuelle gratuite et obligatoire;*

Au niveau des formations :

- *l'intégration dans le cursus scolaire des futur-es professionnel-les du secteur de la santé, d'une information sur les centres de Planning familial et leurs spécificités, de même qu'une formation systématique à la contraception et à l'IVG, tant dans leurs aspects médicaux que relationnels (accueil et écoute);*
- *un financement spécifique de la formation continuée des travailleur-ses des centres de planning familial;*
- *une vraie politique globale et transversale en matière d'éducation sexuelle et affective avec une concertation entre les différents niveaux de pouvoir concernés;*
- *la reconnaissance de la spécificité des centres de Planning familial en matière d'éducation sexuelle et affective et que celle-ci soit inscrite par décret.*

8) Solidarité Nord Sud : inscription dans un processus de développement durable pour les générations futures.

Nous revendiquons la participation des femmes dans le développement durable, ici et là-bas. La paix est indispensable au développement basé sur le respect des droits humains et de l'environnement.

Nous soutenons également les revendications des femmes des pays dans lesquels la législation ne reconnaît pas l'avortement comme un droit.

Nous voulons attirer l'attention des parlementaires sur les thèmes de coopération et développement pour :

- *mettre fin à l'impunité pour les crimes de guerres et crimes contre l'humanité en particulier ceux infligés aux femmes et aux enfants (viol, enrôlement des enfants, esclavagisme...): traduire en justice les auteurs de ces crimes au tribunal international;*
- *favoriser les échanges commerciaux équitables entre le Nord et le Sud en priorité les entreprises des femmes;*
- *favoriser les mécanismes qui freinent la mondialisation du profit*
- *favoriser la suppression de la dette du Tiers-monde et que celle-ci soit investie dans les projets sociaux visant principalement les femmes et les enfants (agro-alimentaire, santé et éducation);*
- *favoriser le conditionnement de la coopération bilatérale et internationale à l'arrêt des conflits, au respect des droits humains, à la justice équitable;*
- *favoriser les échanges entre les femmes du Nord et du Sud, pour consolider les structures des femmes du Tiers-monde.*

Qu'est-ce que le genre?

Le “genre” réfère aux rôles et responsabilités des femmes et des hommes que construit la société au sein d’une culture ou dans un espace donné. Le genre ne renvoie pas à des catégories biologiques (hommes et femmes) mais à des catégories sociales (masculin et féminin). Il met en évidence le fait que les rôles féminins et masculins ne sont pas déterminés par le sexe mais sont socialement et culturellement construits. Ces rôles subissent l’influence des perceptions et attentes découlant de facteurs culturels, politiques, écologiques, économiques, sociaux et religieux, ainsi que des coutumes, des lois, de la classe sociale, de l’ethnie et de préjugés individuels ou institutionnels. Les attitudes et les comportements de genre sont appris et peuvent être modifiés.⁽²⁶⁾

Qu'est-ce que le féminisme?

“Il s’agit d’une prise de conscience d’abord individuelle, puis ensuite collective, suivie d’une révolte contre l’arrangement des rapports de sexe et la position subordonnée que les femmes y occupent dans une société donnée, à un moment donné de son histoire”⁽²⁷⁾. C’est aussi une lutte, un projet politique pour changer les rapports d’inégalité de sexes dans les sociétés⁽²⁸⁾.

(26) Les essentiels du genre 01 : Concepts de base, Le Monde selon les femmes, 2004.

(27) Louise Toupin “Les courants de pensée féministe”, http://netfemmes.cdeacf.ca/documents/courants_01.html.
Voire Andrée Michel, Le féminisme, Paris, 8^{ème} éd., Que sais-je, PUF, 2003 ; N.C. Mathieu, Féminisme et Anthropologie, dans Bonte Izard, Dictionnaire de l’ethnologie et de l’anthropologie, Paris, PUF, 2000, pp. 275-278.

(28) A ce propos, Judith Butler (Undoing gender, New York, Ed. Routledge, 2004, p.175) affirme “Feminist theory is never fully distinct from feminism as a social movement Theory is an activity that does not remain restricted to the academy”.

Le terme féminisme s'impose à la fin du XIX^e siècle pour signifier l'aspiration collective des femmes à l'égalité entre les sexes au sein d'une société soumise jusque-là à la prééminence de l'homme. Dès le XV^e siècle, Christine de Pisan (1365-1431) avait relevé l'importance de l'éducation des femmes. Mais c'est la Révolution française qui leur permettra d'affirmer le droit à un statut social et politique équitable dans le cadre de la nouvelle société en gestation : en 1791, Olympe de Gouges publie la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne. Toutefois, le code Napoléon consacre en 1804 l'incapacité juridique de la femme. Il faudra attendre la Constitution de 1946 pour que l'égalité des sexes soit inscrite dans le droit français.

Au XIX^e siècle, le mouvement en faveur de l'émancipation des femmes s'est poursuivi de façon discontinue à la faveur des événements politiques auxquels les femmes ont participé de façon très active, avec une alternance de temps forts (1830, 1848, 1870) et des périodes de latence voire de recul (au lendemain de la guerre de 1914).

L'émergence des doctrines utopistes en 1830, saint-simonienne et fouriériste notamment, fait ressortir le rôle déterminant des femmes dans le progrès social et donne un nouvel essor au mouvement. Mais les rapports avec la gauche sont ambigus car on peut noter l'antiféminisme de Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865) et l'hostilité des syndicats au travail féminin. Aussi, après avoir lié leur sort à la lutte des travailleurs pour une société socialiste, à la suite de Flora Tristan (1803-1844), les femmes en viennent à penser, avec l'Américaine Margaret Fueller, que leur libération ne pourra venir que d'elles-mêmes. Le deuxième sexe publié en 1949 par Simone de Beauvoir répond à cette aspiration. Désormais le combat politique passe par la dénonciation des éléments culturels sur lesquels est fondée la domination masculine.

La fin des années 1960 marque un renouveau des mouvements féministes qui apparaissent dans tous les pays occidentaux.

En France, le Mouvement de Libération des Femmes (MLF) créé en 1970 dénonce l'oppression des femmes et milite en faveur de la liberté sexuelle et de l'avortement. L'apaisement des années 1980 ne signifie pas la fin des combats, qui se poursuivent afin d'inscrire dans la réalité sociale, économique et politique (principe de parité) les droits formels reconnus aux femmes.

Les courants de pensée féministe

Comme tout mouvement social, le mouvement féministe est traversé par différents courants de pensée. Chacun à sa façon, cherchent à comprendre pourquoi et comment les femmes occupent une position subordonnée dans la société. Ces trois grandes tendances de la pensée féministe constituent, encore aujourd'hui, des points de repères, une sorte de tronc commun à partir duquel continue à évoluer la pensée féministe⁽²⁹⁾ :

	Principaux axes de lutte	Causes de la subordination ou qui est "l'ennemi principal"	Les lieux où s'exprime cette discrimination	Stratégies de changement
LE FEMINISME LIBERAL EGALITAIRE (il est en filiation directe avec l'esprit de la Révolution française : avec sa philosophie, le libéralisme, et avec son incarnation économique, le capitalisme)	L'égalité des droits avec les hommes (d'accès à l'éducation ; au travail, égalité des salaires, des lois civiles, égalité politique (comme par exemple le droit de vote). L'égalité complète permettrait aux femmes de participer pleinement à la société, sur un pied d'égalité avec les hommes	Le problème est que le capitalisme est mal ajusté aux femmes elles sont discriminées socialement, politiquement et économiquement. La cause est à trouver dans leur socialisation différenciée : des préjugés, des stéréotypes, des mentalités et des valeurs rétrogrades.	L'éducation, le monde du travail, les professions, les églises, les partis politiques, le gouvernement, l'appareil judiciaire, les syndicats, la famille, donc à peu près partout.	<ul style="list-style-type: none"> • D'abord l'éducation non sexiste. Il s'agit de socialiser autrement les femmes. C'est en changeant les mentalités. • L'autre moyen réside dans les pressions pour faire changer les lois discriminatoires (plaidoyer, formations...)
LE FEMINISME DE TRADITION MARXISTE (le mouvement féministe, qui connaît un deuxième souffle en Occident au tournant des années 1970, naît dans un climat d'effervescence sociale fortement marqué par les idéaux de gauche issus de la tradition marxiste)	Le droit au travail social, droit aux garderies, égalité des chances dans l'emploi, l'éducation, les salaires, l'avortement libre et gratuit etc.	C'est l'organisation économique, le capitalisme, qui explique l'exploitation des deux sexes ⁽³⁰⁾ . L'oppression des femmes est née avec l'apparition de la propriété privée ⁽³¹⁾ , qui coïncide avec l'arrivée de la société divisée en classes et l'avènement du capitalisme. Le besoin de transmettre ses propriétés par l'héritage et, pour ce faire, d'être certain de sa descendance, a rendu nécessaire l'institution du mariage monogamique ⁽³²⁾ .	Dans le monde du travail, dans l'économie. C'est ainsi que le travail gratuit des femmes sera toujours analysé dans ses rapports avec l'économie capitaliste	La fin de l'oppression des femmes coïncidera avec l'abolition de la société capitaliste divisée en classes et son remplacement par la propriété collective. La famille conjugale tombera donc en désuétude puisqu'une prise en charge collective des enfants et du travail domestique sera instaurée ⁽³³⁾
LE FEMINISME RADICAL ⁽³⁴⁾ ("radical" signifiait surtout qu'on allait assister à une toute nouvelle façon de penser les rapports hommes-femmes, étrangère aux explications libérale ou marxiste, et se présentant comme "autonome", sur le plan de la pensée et de l'action)	La réappropriation par les femmes du contrôle de leur propre corps.	C'est le système social des sexes, qu'on nommera patriarcat. L'"ennemi principal" devient donc le pouvoir des hommes, les hommes comme classe sexuelle. L'expression première du patriarcat se manifeste par le contrôle du corps des femmes, notamment par le contrôle de la maternité et de la sexualité des femmes	D'abord dans la famille et dans tout le domaine de la reproduction, mais aussi dans toute la société et à tous les niveaux (politique, économique, juridique), de même que dans les représentations sociales, le patriarcat constituant un véritable système social, un système social de sexe ayant créé deux cultures distinctes : la culture masculine dominante, et la culture féminine dominée	Développement d'une culture féminine "alternative" (création d'espaces féminins comme les centres de santé, les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence, le théâtre, le cinéma, les festivals, les commerces, maisons d'édition, librairies, magazines destinés aux femmes). "Séparatisme" (la vie entre lesbiennes ou célibataires seulement), Offensive directe contre le patriarcat (manifestations contre la pornographie, les concours de beauté, les déploiements militaires, les mutilations sexuelles, appuis à l'avortement, etc.)

Le féminisme “populaire” : par cette appellation de féminisme “populaire” nous englobons le militantisme de nombre de femmes pauvres, ici comme dans le tiers monde qui, ne se définissant pas nécessairement comme féministes, ont néanmoins des pratiques et une vision s'apparentant à la tradition féministe. Il s'agit d'un féminisme dont la pratique est enracinée dans le quotidien, et dont les mobilisations s'organisent autour des conditions de survie des familles ou des communautés. Ces mobilisations constituent des lieux extrêmement importants d'affirmation des femmes et de réappropriation d'elles-mêmes.

Les courants féministes socialistes : les courants féministes socialistes porteront une égale attention au sexe (appelé “le patriarcat”) et aux classes sociales (appelé “le capitalisme”) dans leurs analyses de l'oppression des femmes. Les féministes socialistes tenteront ainsi de comprendre comment le patriarcat s'articule au capitalisme et vice-versa. Elles parleront de deux systèmes d'oppression des femmes : le patriarcat et le capitalisme. Chez les féministes socialistes, l'oppression des femmes relevait de plusieurs formes ou systèmes de domination : racisme, (hétéro) sexisme, classisme, ethnicisme.

*Le courant radical matérialiste. A partir des années 1975 en effet, l'influence de la psychanalyse française et la critique qu'en fera, entre autres, Luce Irigaray dans *Spéculum de l'autre femme*, seront déterminantes à cet égard, on parlera désormais de plus en plus de “différence” commune, au lieu d'oppression commune. Ce courant est issu d'une critique des deux courants marxiste et radical. Il constitue en quelque sorte une tentative de combinaison de ces deux courants, différente cependant de la tentative des féministes socialistes. Plusieurs sous-courants le composent, épousant souvent les frontières des pays. Ainsi, il y a un féminisme radical matérialiste français, et québécois, et un féminisme matérialiste anglo-américain. Le féminisme radical matérialiste, tout en critiquant profondément le marxisme, voit les rapports de sexes comme des rapports de travail, des rapports d'exploitation. Le travail des femmes et leur corps même sont appropriés par les hommes qui en sont les premiers bénéficiaires. Les hommes et les femmes forment des classes de sexe. Ce courant a cherché à comprendre l'oppression des femmes dans un contexte plus global que celui de l'économie capitaliste et son mode de production. La base économique de cette oppression - subordination se situera, pour Christine Delphy, dans le “mode de production domestique”. On réfléchit en termes de “système social des sexes”.*

(29) Basé sur le document de Louise Toupin.

(30) Le patriarcat occupe donc une place secondaire dans l'explication de l'oppression des femmes. Voir Alison Martin, *French feminism, 1970 -*, University of Nottingham.

(31) Ce fut là, selon Engels, “la grande défaite historique du sexe féminin”,

(32) C'est ainsi que les femmes furent mises sous le contrôle des maris, dans la sphère privée de la famille, hors de la production sociale.

(33) Elles s'en démarquent cependant par l'objectif final qui est de “dévoiler les contradictions” pour aider à renverser ultérieurement le système économique. Ces revendications se démarquent surtout par le refus de ces marxistes de s'inscrire dans la mouvance du mouvement féministe.

(34) La réponse à ces questions provoquera, principalement à partir du milieu de la décennie 1970, une sophistication du courant radical lui-même ; il éclatera en plusieurs tendances ou réponses : radical de la différence, échelonnant des positions variant de (pour utiliser des étiquettes employées par Francine Descarries et Shirley Roy) radical “de la spécificité”, à radical “de la fémelléité”, puis, en réaction à cette dernière tendance, surgira en France le courant radical matérialiste. Ce sont là des étiquettes qui peuvent donner une idée des métamorphoses du courant radical.

Le féminisme environnementaliste établit des liens entre l'oppression des femmes et celle de la nature, et "comprendre le statut de ces liens est indispensable à toute tentative de saisir adéquatement l'oppression des femmes aussi bien que celle de la nature". On considère qu'il existe des liens directs entre la violence patriarcale contre les femmes et la violence contre la nature et les peuples. On voit des liens directs entre l'agression industrielle et militaire contre l'environnement et l'agression physique contre le corps des femmes. Certaines établissent des liens entre la violence des guerres et des destructions environnementales et la violence du viol.

L'émergence de la théorie queer

Michel FOUCAULT et l'Histoire de la sexualité

Ce philosophe français (1926-1984) devient une puissante référence fournissant des outils utilisés par les chercheuses américaines pour questionner le genre et le sexe. Son travail sera repris par les tenants de la théorie queer, pour qui ses travaux font apparaître le caractère construit de la normativité hétérosexuelle.

Judith BUTLER

Elle est professeur de littérature comparée à Berkeley (Etats Unis) et devient avec Eve KOSOFSKY SEDGWICK la théoricienne du mouvement queer. Elle s'oppose aux féministes qui définissent les femmes comme un groupe aux caractéristiques communes, renforçant ainsi le modèle hétérosexuel et binaire. Elle envisage le genre comme une variable fluide et transverse (donc pas uniquement binaire), susceptible de changer selon le contexte et le mouvement; elle affirme donc qu'il y aurait un "gender trouble" qui entretient la confusion et une profusion des identités. Pour elle, l'identité de genre peut être sans cesse réinventée par les acteurs eux-mêmes. C'est la théorie de la performance, c'est-à-dire, c'est le discours, l'acte de la parole qui crée le genre, dit autrement, le genre est un effet discursif, et le sexe est à son tour un effet du genre⁽³⁵⁾. Par conséquent, l'instance de pouvoir en jeu dans les relations de genre doit s'analyser dans ses dimensions théâtrales et linguistiques et il est possible par des pratiques de déstabiliser le genre⁽³⁶⁾.

Les principales représentantes des actuels courants féministes francophones

Elisabeth BADINTER: défenseur de l'égalité avant tout

Elisabeth BADINTER défend tout au long de son œuvre une conception égalitariste des deux sexes. Dans Histoire de l'amour maternel au XVII-XVIII^{ème} siècle (1980), qui a suscité une grande polémique, elle affirme que l'amour maternel n'aurait rien de naturel ni d'instinctif; chaque sexe a sa part de masculinité ou de féminité, et les sociétés sont de plus en plus androgynes. Dans le débat sur la parité, elle faisait partie des opposantes à toute mesure discriminatoire pour les femmes. Dans Fausse Route (2003), elle s'élève contre les tendances victimaires des féministes qui "amalgament viol et prostitution" et réaffirme son rejet de tout différentialisme.

(35) Voir Verena Stolcke, La mujer es puro cuento : la cultura del género, Quaderns del Institut Català d'Antropologia, n°19, Barcelona, 2003, pp. 69 – 95.

(36) Judith BUTLER, Gender trouble. Feminism and the subversion of identity, New York, Ed. Routledge, 1999. Voir D. Cornell, Genèse et tribulations du concept de genre aux Etats-Unis, dans N. TAZI, Les mots du monde masculin – féminin, Paris, Ed. La Découverte, 2004, pp. 39 – 57.

Françoise HÉRITIER : une “valence différentielle des sexes”

Françoise HÉRITIER se pose la question du fondement de la hiérarchie entre les sexes. Cette anthropologue a mis en évidence, à partir de l'étude de nombreux systèmes de parenté, l'existence de ce qu'elle nomme une valence différentielle des sexes “qui exprime une relation conceptuelle orientée, sinon toujours hiérarchique, entre le masculin et le féminin, traduisible en terme de poids, de temporalité (antérieur/postérieur), de valeur”⁽³⁷⁾. Selon Héritier, ce concept est universel, soit nécessaire pour qu'apparaisse l'organisation sociale. Six ans plus tard, Héritier revient sur ce concept et spécifie que “les hommes doivent passer par les femmes pour se reproduire à l'identique, ce qui implique l'appropriation et l'asservissement de ces dernières à cette tâche, et leur infériorisation”⁽³⁸⁾. Ainsi pour F. HÉRITIER, il est clair que les conditions d'un véritable changement pour les femmes passent par l'utilisation des moyens de contraception et de contrôle des naissances qui marquent une rupture radicale dans les rapports entre les sexes en donnant aux femmes le libre usage de leur corps.

Christine DELPHY et l'ennemie principale⁽³⁹⁾

Est un nom incontournable du féminisme contemporain. Le “mode de production domestique”, le “patriarcat” conçu en tant que système, les rapports de sexe vus en tant que “rapports de classe” ont été d'importants points d'inflexion pour la pensée féministe. Elle mène une réflexion sur les rapports de classe, ethnie et sexe. Française, elle est docteure en Sociologie de l'Université du Québec à Montréal et chercheure au CNRS, à Paris, depuis 1966. Elle a participé en 1968 à la construction de l'un des groupes fondateurs du Mouvement de Libération des Femmes. Elle a co-fondé, avec Simone de Beauvoir, les revues Questions féministes et Nouvelles Questions féministes (qu'elle dirige actuellement). Elle a déjà publié aux éditions Syllepse, en 1998, le 1er tome de L'Ennemi principal, Économie politique du patriarcat et d'innombrables articles dans des revues et journaux.

Delphy distingue trois façons de penser et de combattre l'oppression spécifique des femmes: l'option de la différence qui débouche sur la revendication d'équivalence femmes - hommes, l'option de l'égalité - rattrapage ou de l'équité qui conduit à l'adoption de mesures de soutien sans remettre en cause le “système de genre”, enfin, l'option de l'égalité subversive qui permet de combiner le combat contre les inégalités avec la critique radicale du système qui les produit.

Les critiques

Des critiques centrales viendront secouer non seulement le féminisme radical, mais bien l'ensemble des trois traditions de pensée féministe, comme la critique de l'hétérosexualité comme institution centrale du patriarcat, effectuée par des lesbiennes. Elles apporteront dès lors une nouvelle perspective sur chacun de ces trois courants. Il en est ainsi du féminisme noir (Black Feminism) qui, lui aussi, enrichira de sa perspective l'ensemble de l'édifice de la pensée féministe; les féministes afro-américaines remettront en question la notion même de différence féminine: pour elles, la différence cachait les différences de toutes sortes qui composaient le groupe des femmes.

(37) F. Heritier, Masculin/féminin La pensée de la différence, Paris, Ed. Odile Jacob, 1996, p.26

(38) F. Heritier, Masculin/Féminin. II Dissoudre la hiérarchie, Paris, Ed. Odile Jacob, 2002, p.26.

(39) <http://www.solidarites.ch/solinf>



Présentations

Le Monde selon les femmes

La Ligue des familles

Le Centre régional du Libre Examen de Bruxelles

Le Monde selon les femmes

Qui sommes-nous ?

Le Monde selon les femmes est une ONG (Organisation Non Gouvernementale) féministe engagée dans le monde du développement, dans les mouvements de femmes et dans la recherche universitaire.

Nous voulons

- *Contribuer à l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes au Nord et au Sud.*
- *Construire des revendications solidaires entre femmes du Nord et du Sud.*
- *Favoriser la prise en compte du genre par les acteurs de la coopération au développement.*

Nos objectifs

- *Renforcer la participation citoyenne des femmes et "le droit essentiel d'avoir des droits", notamment les migrantes.*
- *Rendre visible le rôle des femmes dans la construction des sociétés du Nord et du Sud et diffuser leurs alternatives.*

Que proposons-nous ?

- *Des sensibilisations sur l'égalité Nord/Sud et hommes/femmes*
- *Des formations genre sur divers thèmes (économie, santé, plaidoyer, communication, sida...etc.).*
- *La réalisation d'outils pédagogiques (revues, manuels, jeux, vidéos, expo...).*
- *L'évaluation de projets et la consultance.*
- *Des actions publiques et de plaidoyer.*
- *Un appui méthodologique pour l'intégration du genre.*
- *Des recherches thématiques.*
- *Un centre de ressources et de documentation.*

Notre public

Le monde de la coopération, les associations, les syndicats, les médias, l'enseignement, les centres culturels, les institutions publiques et privées...

Nos démarches

- *Du travail en réseau (Sud, Nord et avec des migrantes), pour construire des partenariats.*
- *Une pédagogie active et participative d'éducation au développement et d'éducation populaire.*
- *Une implication dans les mouvements sociaux.*
- *Une coordination Europe, Afrique francophone, Amérique latine.*

Contactez-nous !

Le Monde selon les femmes asbl

18 rue de la Sablonnière • 1000 Bruxelles

Tél. : 32 2 223 05 12 • Fax : 32 2 223 15 12 • www.mondefemmes.org

La Ligue des familles

La Ligue des familles est un mouvement citoyen progressiste qui s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente. Elle compte 70 000 familles affiliées, 5000 bénévoles actifs et 120 permanents rémunérés.

A l'écoute des familles, elle organise des activités et services répondant à leurs besoins et elle défend les intérêts des familles auprès du monde politique. La Ligue des familles agit pour faire avancer la prise de conscience au niveau de la société des problèmes spécifiques rencontrés par les familles (conciliation des temps de travail et des temps familiaux, rapports familles/école, mobilité, accès au logement, accès aux biens de première nécessité, fiscalité familiale, allocations familiales, soutien à la parentalité...).

La Ligue est ouverte à toutes les familles, quelles que soient leur culture ou leur forme ("traditionnelle", monoparentale, recomposée, élargie...). Sa mission d'éducation permanente se concrétise par l'organisation de multiples activités à l'initiative des comités régionaux et locaux, la publication du Ligeur, du Journal de Votre Enfant, de dossiers thématiques, de recherches actions, de conférences, etc.

Contact :

Ligue des familles

127 rue du Trône • 1050 Bruxelles

Tél. : 32 2 507 72 11 • Fax : 32 2 507 72 00

Courriel: info@liguedesfamilles.be

www.liguedesfamilles.be

Le Centre régional du Libre Examen de Bruxelles

Depuis 28 ans, le Centre régional du Libre Examen a pour objectif la diffusion du principe et de la démarche du libre examen ainsi que le développement d'une prise de conscience et d'un esprit critique des réalités de la société. L'association a pour but de susciter, dans une vision laïque de l'éducation permanente, les capacités d'analyse, de choix et d'action dans une perspective d'émancipation de l'Homme à l'égard de toute forme de cléricisme, d'assujettissement et de discrimination.

Les activités du Centre

Colloques, conférences, publications, Banquets Républicains, ciné-débats et théâtre-débats constituent l'essentiel des activités du Centre. Ces manifestations ont pour but de créer un espace de liberté, de débats et de réflexions où chaque citoyen peut frotter et limer son esprit contre celui des autres, développer sa réflexion critique personnelle et exercer son libre engagement sans tabous ni contraintes. Nos activités sont conçues pour ouvrir le débat sur les problématiques d'une société en mouvement et pour libérer les consciences par rapport aux préjugés et aux dogmes.

De nombreux thèmes de société, à caractère social, économique, culturel et philosophique, ont déjà été abordés dans le respect et la promotion des valeurs d'une société progressiste, juste et fraternelle.

*La formule de nos **Banquets Républicains** permet "d'allier les plaisirs de la bouche à ceux de l'esprit". Elle consiste à réunir le spécialiste d'un sujet à traiter et des convives autour d'un repas convivial où chacun peut confronter ses convictions et ses idées à celles des autres dans un lieu de parole restreint plus approprié aux rencontres et aux échanges enrichissants.*

Public cible

La diversité et l'ancrage de nos thèmes dans l'actualité nous permettent de toucher un large public issu d'horizons et de milieux sociaux différents.

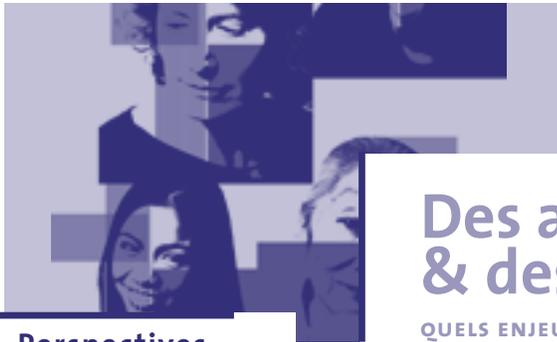
Contact :

Centre régional du Libre Examen de Bruxelles asbl

66 rue Coenraets • 1060 Bruxelles

Tél.: 02/535 06 79/78/77 • Fax: 02/535 06 93

Courriel: fsidibe@centrelibrex.be



Perspectives

Des associations & des femmes...

QUELS ENJEUX, QUELS DÉFIS POUR
LES FEMMES MIGRANTES ?

A travers sa mission d'éducation permanente, le Centre régional du Libre Examen souhaite nourrir la réflexion sur une question cruciale au cœur des débats de notre société : “comment vivre ensemble?”. Pour cela, il est aussi impératif de relayer les voix des femmes, de les rendre visibles parmi les migrants, de porter une réflexion de genre sur les migrations. Les femmes migrantes sont aujourd'hui des actrices actives, porteuses de transformations sociales dont il faut reconnaître et valoriser les apports.

La présente étude présente un travail de recherche-action. Elle constitue une contribution extrêmement partielle à une meilleure connaissance du tissu associatif par les différents acteurs de la société.

Le Centre régional du Libre Examen n'est ni une association d'insertion socio-professionnelle, ni une ONG, ni une association de femmes. Notre modeste ambition, en tant qu'association d'éducation permanente, est de contribuer à alimenter la réflexion sur les enjeux et les défis qui se posent à notre société, à déconstruire les idées reçues, à appuyer les aspirations et revendications des acteurs de la société, à tisser des ponts entre les acteurs de la société civile, le monde politique et universitaire.

Cette aventure n'a pu être menée qu'avec la collaboration d'acteurs de terrains avec lesquels nous souhaitons poursuivre notre mission d'éducation permanente dans le respect des valeurs que prône notre association à savoir la laïcité, la liberté de choix et d'action, l'égalité, la solidarité, la mixité, la justice.

Nous voyons cette étude comme un appel à continuer les questionnements et la recherche.

Fathy SIDIBE
Responsable de projets

Denis STOKKINK
Président

Sommaire

Présentation du projet	P 5
Méthodologie	P 8
Migrations et associations	P 11
Genre, migration et développement	P 16
Résultats quantitatifs de l'enquête auprès des associations répertoriées	P 19
Analyse qualitative, un premier essai	P 23
Présentation du parcours individuel à partir des CV genre	P 23
Organisation féministe, féminine, mixité et rapports sociaux de genre	P 24
Rôle de l'associatif dans la démocratie. Quelle participation citoyenne ? Quel rapport entre migration et développement ?	P 28
Des subsides ? Il n'y en aura pas pour tout le monde	P 29
Une marche convergente des associations	P 32
Adéquation entre objectifs et activités	P 36
Gestion de la diversité culturelle	P 37
Rêver l'utopie	P 38
Interviews	
Elles parlent de leur engagement	P 39
Annexes	
Questionnaire de l'enquête	P 68
Coordination bruxelloise de la Marche Mondiale des Femmes	P 76
Définitions du féminisme et du genre	P 83
Les courants de pensée féministe	P 85
Présentations : Monde selon les femmes, Ligue des familles, Centre régional du Libre Examen	P 89
Perspectives	P 95



SERVICE DE L'ÉDUCATION PERMANENTE -
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CULTURE -
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

INSTITUUT VOOR
DE GELIJKHEID
VAN VROUWEN
EN MANNEN



INSTITUT
POUR L'ÉGALITÉ
DES FEMMES
ET DES HOMMES



Le contenu de ce document ne peut en
aucun cas être considéré comme reflétant
la position de l'Union Européenne.



Des associations & des femmes...

QUELS ENJEUX, QUELS DÉFIS POUR LES FEMMES MIGRANTES ?

Longtemps oubliées des politiques d'intégration, les femmes migrantes font aujourd'hui l'objet d'un intérêt accru des pouvoirs politiques et des institutions de recherche. Il est vrai qu'on assiste, ces vingt dernières années, à une féminisation des flux migratoires et à des aspirations à une citoyenneté entière qui ne peuvent être passées sous silence. L'associatif est le terreau dans lequel se construit la dynamique du "vivre ensemble".

La présente étude exploratoire correspond au second volet du projet "Des associations & des femmes : un aperçu des associations s'adressant à un public de femmes plurielles" publié en janvier 2006.

Elle a été élaborée à partir des tables rondes et des résultats qualitatifs d'enquêtes menées auprès d'une centaine d'associations.

Les associations se définissent-elles comme féminines et/ou féministes ? Comment la question de la mixité et des rapports de sexe est-elle prise en compte ? Quel rapport entre migration et développement ? Quel rôle joue l'associatif dans l'épanouissement, l'émancipation, la participation citoyenne et sociale des femmes ? Comment les associations perçoivent-elles les stratégies mises en place par les pouvoirs publics ? Quelles synergies et collaborations sont mises en place avec les autres associations de femmes ? Le mouvement féministe intègre-t-il la problématique des femmes migrantes dans son combat ? Quelle adéquation entre les objectifs des associations et leurs activités ? Comment gèrent-elles la diversité culturelle ? Comment voient-elles le futur ? Ce sont là des questions auxquelles cette étude tente d'esquisser des réponses.

L'étude est également enrichie par une quinzaine de portraits et d'interviews de femmes.

UNE INITIATIVE :

DU CENTRE RÉGIONAL DU LIBRE EXAMEN
EN PARTENARIAT AVEC LE MONDE SELON LES FEMMES
ET LA LIGUE DES FAMILLES



AVEC LE SOUTIEN :

SERVICE DE L'ÉDUCATION PERMANENTE -
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CULTURE -
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE



INSTITUUT VOOR
DE GELIJKHEID
VAN VROUWEN
EN MANNEN



INSTITUT
POUR L'ÉGALITÉ
DES FEMMES
ET DES HOMMES

